



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

---

Le mercredi 13 mars 1985

Vol. 28 - No 36

Président : M. Richard Guay

---

QUÉBEC

# Débats de l'Assemblée nationale

## Table des matières

Affaires du jour	
Projet de loi 20 - Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens	
Reprise du débat sur l'adoption du principe	2353
M. Herbert Marx	2353
M. Michel Leduc	2359
M. Germain Leduc	2361
M. David Payne	2365
M. Harry Blank	2368
M. René Blouin	2370
Affaires courantes	
Dépôt de documents	
Rapport annuel de la Commission des biens culturels	2375
Décret gouvernemental sur la dissolution du Conseil d'information sur les négociations et du Conseil sur le maintien des services sociaux en cas de conflit de travail	2375
Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille	2375
Dépôt de rapports de commissions	
Élection du président de la commission de l'aménagement et des équipements	2376
Vérification des engagements financiers	2376
Dépôt de pétitions	
Demande de retrait du projet de loi 42 et de modifications à la loi actuelle sur les accidents du travail et les maladies professionnelles	2376
Questions orales des députés	
Bell Helicopter: le montant de l'investissement et les emplois créés	2376
Le règlement de placement dans l'industrie de la construction	2378
Le président du Comité ministériel sur l'emploi des jeunes	2382
Projet de construction d'une écluse à la centrale hydroélectrique de la rivière des Prairies	2384
Motions sans préavis	
Voeux au journal La Tribune à l'occasion du 75e anniversaire de sa fondation	
M. Yvon Vallières	2387
M. Raynald Fréchette	2388
M. Pierre de Bellefeuille	2388
M. Réjean Doyon	2389
Mme Carmen Juneau	2390
M. Georges Vaillancourt	2390
Avis touchant les travaux des commissions	2391
Affaires du jour	
Affaires inscrites par les députés de l'Opposition	
Motion proposant que l'Assemblée déplore que le gouvernement défavorise l'établissement d'un climat propice à l'investissement et à l'emploi en refusant d'alléger le fardeau fiscal	2391
M. Daniel Johnson	2391
M. Yves Duhaime	2394
M. Reed Scowen	2399
M. Gilbert Paquette	2401
M. Claude Lachance	2402
M. Pierre-C. Fortier	2404
M. Michel Gauthier	2407
Ajournement	2408

Le mercredi 13 mars 1985

(Dix heures deux minutes)

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous allons prendre quelques instants de réflexion.

Veuillez prendre place.

M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Blouin:** D'abord, ce matin, nous allons reprendre le débat sur la réforme du Code civil du Québec. Conformément à l'article 100 et à l'entente que nous avons eue hier, c'est le député de D'Arcy McGee, responsable de ce dossier pour sa formation politique, qui prendra la parole. Il pourra, s'il le désire, conformément à notre entente, excéder de quelques minutes le temps qui lui est accordé par nos règlements.

Je vous demande donc d'appeler l'article 3 de notre feuillet, M. le Président, s'il vous plaît!

#### Projet de loi 20

#### Reprise du débat sur l'adoption du principe

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Reprise du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens. La parole est au député de D'Arcy McGee.

#### M. Herbert Marx

**M. Marx:** Merci, M. le Président. Au départ, je veux souligner l'importance que ma formation politique attache à la réforme du Code civil, à la réforme de notre système de droit civil. J'aimerais exprimer ma fierté en tant que parlementaire d'être associé à cette réforme de notre Code civil.

En tant que porte-parole de l'Opposition officielle, je peux assurer le ministre de la Justice de notre entière collaboration, de ma collaboration ainsi que de celle de mes collègues pour qu'on fasse ce travail aussi bien que possible et aussi vite que possible.

Il faut rappeler que le droit civil est le fondement de notre système juridique au Québec. Notre Code civil englobe le droit qui régit les rapports juridiques entre les Québécois. Le Code civil c'est le droit commun des Québécois.

La spécificité du Québec dans le domaine des institutions de droit civil est reconnue de toujours. Ainsi, l'article 94 de la Loi constitutionnelle de 1867 prévoit l'uni-

formité des lois provinciales des provinces du "common law". Le Québec est exclu. Un régime propre est reconnu au Québec et c'est dans la constitution du Canada.

Le Code civil, c'est-à-dire la codification de droit civil québécois, a été adopté en 1866 avant même la Confédération. Le Code civil confère au Québec une certaine originalité par rapport au reste de l'Amérique du Nord. En effet, les autres provinces canadiennes de même que les États américains, à l'exception bien sûr de la Louisiane, ont un régime de droit civil non codifié, connu sous le vocable de "common law".

Après plus d'un siècle, tous s'entendent sur la nécessité de réformer en profondeur le Code civil du Québec pour le rendre fidèle et conforme aux réalités de notre époque. Depuis plusieurs années, les plus grands juristes québécois ont contribué à la réforme de notre Code civil. L'Office de révision du Code civil a entrepris une révision du Code civil de 1866. Le but de ce travail de révision était de donner à la société québécoise un code moderne, clair et précis. En 1977, l'Office de révision du Code civil a déposé son rapport qui constitue une excellente base de révision pour notre droit civil. Dans les quelque huit années suivantes, peu de réformes contenues dans le rapport ont été traduites en loi. L'exception importante demeure la loi 89 sur le droit de la famille qui a été adoptée sous la pression de groupes de femmes avant les élections provinciales de 1981.

Il est curieux que, lorsqu'il a parlé hier, le ministre ait souligné l'importance de notre Code civil par rapport aux institutions qui sont propres au Québec à l'égard de la culture et de la langue. Si le Code civil est si important comme le ministre l'a indiqué hier, pourquoi le gouvernement traîne-t-il de la patte dans ce dossier? Pourquoi le gouvernement a-t-il pris huit ans avant d'adopter seulement un des chapitres de notre Code civil, alors qu'il y a encore huit ou neuf autres chapitres à venir? À la vitesse où on adopte le Code civil, ce sera peut-être adopté au XXI<sup>e</sup> siècle, et peut-être même qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle nous aurons un Code civil du XIX<sup>e</sup> siècle. Je pense qu'il faut que le gouvernement procède d'une façon plus accélérée.

On constate que le gouvernement actuel procède d'une façon chaotique dans la révision du Code civil. Le gouvernement du Bas-Canada qui, en 1866, a adopté d'un seul trait le Code civil était plus sage que le gouvernement actuel qui semble avoir

l'intention de refaire le code d'une façon parcellaire. Procéder à une telle réforme à la pièce, c'est s'exposer à commettre des erreurs, des contradictions et des lacunes. Non seulement l'Opposition dénonce-t-elle cette situation, mais il est à noter que le Barreau du Québec a fait savoir qu'il ne pouvait se prononcer de façon intelligente et éclairée sur les projets de loi présentés, parce qu'il ignore les dispositions des autres livres du Code civil applicables à la section étudiée et si certaines dispositions de lois connexes seront maintenues.

Le Barreau a demandé au ministre de la Justice de l'époque, M. Marc-André Bédard, député de Chicoutimi, de faire adopter toutes les parties du code et d'en retarder l'entrée en vigueur jusqu'au moment opportun. Il faut changer de méthode avant de se retrouver devant un casse-tête juridique inextricable, a notamment fait savoir le Barreau du Québec.

De plus, étant donné les deux codes civils qui existent au Québec aujourd'hui, il n'est guère possible de parler d'un accès facile au code pour le simple citoyen. Même les avocats s'y retrouvent avec peine dans notre Code civil, et pour cause. Je souligne qu'il existe aujourd'hui, au Québec, deux codes civils. Le Code civil de 1866 est, officiellement, le Code civil du Bas-Canada et le Code civil du Québec, qui a été institué par la loi 89 sur le droit de la famille, est le code qu'on est en train d'adopter aujourd'hui. Des articles qui portent le même numéro se trouvent dans les deux codes quoiqu'ils visent des matières différentes. Par exemple, aujourd'hui l'article 407 traite du mariage dans un code et de la propriété dans l'autre. S'il est vrai que de telles difficultés dérangent les avocats et les notaires dans leur recherche, qu'en est-il alors pour le simple citoyen soucieux de connaître un tant soit peu son Code civil?

Par ailleurs, certaines réformes jugées essentielles par le ministre de la Justice concernant les droits de la famille ne sont pas encore en vigueur. En voici deux exemples. Le divorce est de compétence fédérale exclusive. Cela est prévu dans la constitution du Canada. Cependant, un grand nombre d'articles dans la loi 89 traitent du divorce; on y parle des causes du divorce, du divorce qui rompt les liens du mariage et des effets du divorce quant aux aliments. La question qu'on peut alors se poser, c'est pourquoi le gouvernement s'est-il pressé pour faire adopter cette loi en décembre 1980 alors que le divorce n'est pas de compétence provinciale? En effet, pour que les articles qui portent sur le divorce adoptés dans la loi 89 puissent entrer en vigueur, il faut un transfert constitutionnel de la compétence sur le divorce par le Parlement fédéral à l'Assemblée nationale. Or, depuis l'adoption de la loi 89, que je sache, le ministre de la

Justice n'a amorcé aucune discussion avec le gouvernement du Canada pour négocier un tel transfert de compétence.

En outre, il y a d'autres articles qui ne sont pas encore entrés en vigueur. Ainsi, l'article 115 du Code civil du Bas-Canada, qui date de 1866, prévoit qu'un homme âgé de 14 ans et une femme âgée de 12 ans peuvent contracter mariage. Le nouveau Code civil a modifié l'âge respectif des conjoints à 18 et 16 ans, mais malheureusement, ces articles, sans raison d'ailleurs, ne sont jamais entrés en vigueur. Donc, à l'heure actuelle, ce sont les règles de l'ancien code de 1866 qui s'appliquent et l'âge du mariage pour un homme est toujours de quatorze ans et celui d'une femme, de douze ans. Assez curieusement, le livre sur la famille, le seul à être adopté, a été étudié peu de temps avant les élections de 1981. Le même scénario se répète actuellement. Il va sans dire que nous aurons des élections bientôt, probablement avant les vacances de l'été. La précipitation de dernière minute n'est certes pas commandée par un souci de perfection. D'ailleurs, l'expérience de 1981 aurait dû inciter le gouvernement à agir autrement cette fois-ci. Certaines dispositions ne sont pas encore entrées en vigueur et certains concepts, la prestation compensatoire, entre autres, auraient gagné à être étudiés plus à fond puisqu'ils étaient difficilement applicables dans la pratique.

Le Code civil ne doit pas être considéré comme l'apanage des seuls spécialistes. Au contraire, il devrait être accessible aux citoyens, mais pour ce faire, pour que des règles acceptables, réalistes et adaptées à notre société soient adoptées, il est nécessaire de prendre le temps et les moyens nécessaires pour éviter le plus possible les risques d'erreur et d'incohérence, ce qui n'est pas le cas actuellement. Le fait de procéder par étapes, sans loi d'application, porte certains risques indéniables: incohérence entre les différents livres, incohérence avec les lois existantes. De plus, cela ne facilite pas la tâche déjà assez ardue des parlementaires qui doivent se prononcer sur des règles interreliées à d'autres qui ne sont pas encore connues. Par exemple, le titre sur les personnes morales quand on ne connaît pas encore le contenu du livre sur les sociétés.

Aujourd'hui, nous franchissons une autre étape dans la révision du Code civil avec l'adoption du principe du projet de loi 20. Le projet de loi 20 réforme trois livres du Code civil, soit celui sur les personnes, celui sur les successions et celui sur les biens. Déposé à l'Assemblée nationale à la fin de décembre 1984, il est en fait une consolidation et une réimpression des projets de loi 106 sur les droits des personnes, 107 sur les droits des successions et 58 sur les droits des biens.

Des commissions parlementaires pour entendre des mémoires sur ces sujets ont été tenues en avril 1983 pour les projets de loi 106 et 107 et en mars 1984 pour le projet de loi 58. Ils ont été considérés par les ministres de la Justice, MM. Marc-André Bédard et Pierre-Marc Johnson, comme un bloc qui devrait être étudié et adopté dans son ensemble.

M. Bédard, ministre de la Justice à l'époque, en avril 1983, affirmait qu'une loi d'application serait déposée en même temps que le projet de loi sur les biens. Elle aurait pour but d'assurer la cohérence de l'ensemble de la législation avec ce bloc. Cela n'a pas encore été fait. Le gouvernement, le ministre de la Justice n'a pas encore déposé dans cette Chambre la loi d'application qui était promise par le ministre de la Justice en 1983. Cela fait déjà deux ans.  
(10 h 20)

Livre premier sur les personnes. Des trois livres, c'est celui qui a attiré le plus de réactions, non seulement de la part des spécialistes, mais aussi de plusieurs groupes intéressés aux droits de la personne. Il est d'ailleurs normal que ce sujet ait suscité des débats parfois émotifs. Non seulement les règles édictées revêtent-elles un caractère technique, mais elles soulèvent dans certains cas des problèmes éthiques ou moraux. Ainsi en est-il des dispositions relatives, par exemple, au consentement aux soins de santé.

Le livre premier établit les principes généraux de la jouissance et de l'exercice des droits civils. Il édicte les droits de la personnalité: intégrité de la personne, droits de l'enfant, respect de la réputation et de la vie privée et respect du corps après le décès. Il définit les notions de nom, de domicile, de résidence, et ainsi de suite. Il traite de l'état civil: officier, registre, acte, etc. Un titre est aussi consacré à la capacité des personnes: majorité, minorité, incapacité, régime de protection. Le dernier titre porte sur les personnes morales.

Lors des auditions sur le projet de loi initial, le projet de loi 106, quelques éléments ont retenu particulièrement l'attention de la plupart des intervenants. Il s'agit de la notion de personnalité juridique, du consentement aux soins de santé, du respect de la réputation et de la vie privée, du régime de protection du mineur, des régimes de protection du majeur et des personnes morales.

Premièrement, la notion de personnalité juridique. L'article 1 du projet de loi 106 a été le plus décrié. Contrairement au Code civil actuel et aux recommandations de l'Office de révision du Code civil, la personne n'était considérée comme sujet de droit qu'à partir de sa naissance. Plusieurs y voyaient une ouverture à l'avortement, mais d'autres aussi s'interrogeaient sur les

incidences d'un tel article sur les traitements de plus en plus fréquents effectués sur le fœtus, sur les mesures concernant le respect des droits de l'enfant, sur les matières successorales, et ainsi de suite. Il s'agissait alors d'une des modifications les plus importantes qui étaient apportées. L'actuel projet de loi corrige jusqu'à un certain point la situation en conservant le statu quo.

Pourtant, même s'il s'agit d'une amélioration marquée, il serait essentiel, lors de la commission parlementaire, de se pencher à nouveau sur le sujet. La formule retenue permet-elle de répondre à l'évolution sociale?

Deuxièmement, le consentement aux soins de santé. Après avoir établi que la personne est inviolable et qu'elle a droit à son intégrité, ce qui nécessite un consentement libre et éclairé ou une autorisation de la loi pour y porter atteinte, les articles régissent les cas spéciaux: urgence, mineurs, personnes non douées de discernement, aliénation entre vifs d'une partie du corps, expérimentation, soins non requis par l'état de santé, garde dans un établissement, examens psychiatriques.

Il faut dire au départ que le projet de loi 106 allait beaucoup plus loin que le code actuel en ce qu'il régit plus de situations et qu'il touche des cas prévus dans les lois particulières. Il faut dire aussi que, plutôt de régler des problèmes, on semble en avoir créé de nouveaux en voulant couvrir toutes les situations possibles.

Les principales critiques au moment de l'étude du projet de loi 106 portaient sur le fait que plusieurs notions mal définies rendaient l'application de ces articles difficile. À titre d'exemple, la notion de "doué de discernement" ne reposait sur aucune base précise. Le consentement des mineurs - quatorze ans dans certains cas si discernement dans d'autres - était imprécis, la terminologie employée pour distinguer les types d'interventions - soins nécessaires ou pas, expérimentation, etc - était considérée comme imprécise.

Une autre critique portait sur le fait que certaines pratiques aujourd'hui reconnues risquaient d'être compromises sans preuve que ce soit la meilleure solution.

Quant aux examens psychiatriques et à la garde en établissement, on a réclamé entre autres un ajustement avec la Loi sur la protection du malade mental.

Des modifications ont été apportées dans le projet de loi 20. On y retrouve des éléments proposés par divers groupes. Mais l'importance de ces questions fait qu'un examen approfondi devra être fait de ce chapitre, et j'espère qu'on le fera en commission parlementaire.

En effet, des illustrations concrètes de ce qui est visé peuvent être citées: la stérilisation des malades mentaux, le

maintien en vie d'une personne par des moyens sophistiqués en cas d'urgence, les traitements à risque des enfants, par exemple la transplantation de la moelle épinière dans le cas de leucémie.

Il convient donc, non seulement de chercher des solutions techniques, mais aussi de chercher à traduire les valeurs reconnues dans notre société.

Troisièmement, le respect de la réputation et de la vie privée. Plusieurs ont trouvé que le texte n'allait pas assez loin. Mais la principale critique touchait l'article 35 devenu l'article 38. On trouvait que le fait de dire qu'une personne avait accès à un dossier constitué sur elle, s'il existe dans le but d'informer un tiers le rendait quasi inopérant. Quelle preuve devra être fournie? Pourquoi introduire de telles mesures si on sait à l'avance que l'application en sera difficile?

Quatrièmement, le régime de protection des mineurs. Deux points ont été soulevés soit la confusion entre la tutelle légale et les titulaires de l'autorité parentale et le conseil de tutelle. Les difficultés sur le premier point ont été aplanies dans le projet de loi 20. Quant au conseil de tutelle, il importe de s'interroger sur son opportunité. La procédure est-elle trop lourde? Est-ce la plus efficace possible? Nous allons encore poser cette question en commission parlementaire.

Cinquièmement, les régimes de protection du majeur. Tous s'accordent pour dire que des modifications étaient nécessaires. Plusieurs points techniques ont été discutés, mais le débat de fond a eu lieu sur l'équilibre à atteindre entre la protection de la personne et la possibilité pour elle d'exercer ses droits civils. Le texte proposé respecte-t-il et les droits de la personne et ceux de la société? A-t-on été trop protectionniste ou trop libéral?

Sixièmement, les personnes morales. Ce titre a fait l'objet, lors de l'étude du projet de loi 106, de vives critiques à un point tel que quelques organismes ont tout simplement demandé de surseoir à son adoption. On a trouvé que c'était loin d'être clair que les règles étaient supplétives et que les règles de responsabilité étaient modifiées à un point tel que les corporations québécoises se trouveraient pénalisées face à celles des autres provinces. Une constatation était généralisée: un texte aussi confus ne devait pas être adopté. Il faut avouer que de façon générale, les modifications apportées dans le projet de loi 20 constituent une nette amélioration sur le texte précédent. Nous verrons plus à fond les dispositions en commission parlementaire. Elles seront acceptables dans la mesure où elles ne viennent pas entraver les activités des sociétés québécoises.

(10 h 30)

Livre troisième: Les successions. Le livre troisième est celui qui a été le mieux accepté par les intervenants. Cela s'explique partiellement par le fait qu'il y a peu de distinctions majeures avec le droit actuel. D'ailleurs certaines qui y sont proposés étaient souhaitables. Ainsi en est-il de l'abolition de l'obligation pour le conjoint de choisir entre les avantages matrimoniaux et la succession. Plusieurs ajustements techniques ont été réclamés, et nous avons l'intention de les soulever en commission parlementaire.

Par contre, il faut avouer que le plus grand débat n'a pas porté sur ce que le projet de loi contient, mais, bien sûr, sur ce qu'il ne contient pas. Il s'agit de la réserve héréditaire pour le conjoint. La réserve héréditaire veut dire que, si quelqu'un laisse une succession, il ne peut pas exclure son conjoint totalement comme héritier, comme c'est le cas aujourd'hui. Le choix a été fait de conserver la liberté totale de tester, reconnue depuis toujours dans notre droit. De fortes représentations ont été faites pour l'instauration d'une réserve. Il existe des tenants des deux possibilités.

Est-ce que le gouvernement ou le ministre de la Justice a agi avec sagesse dans ce dossier? Le député de Sainte-Anne, qui est avocat, qui connaît le droit, qui pratique le droit, a fait un discours remarqué sur cette question de la réserve héréditaire. Hier, il a fait le droit comparé; il a comparé, par exemple, le droit du Québec au droit civil en Hollande. Je pense qu'il sera nécessaire de revenir sur cette question en commission parlementaire et de demander au gouvernement de nous expliquer pourquoi il n'a pas retenu la réserve héréditaire.

Les dispositions du projet de loi 107, qui demeurent dans une version très légèrement améliorée et qui méritent d'être discutées, sont celles relatives à la part du conjoint lorsqu'il y a décès sans testament. Il s'agit des articles 730 et 737, en particulier.

Plusieurs groupes sont venus dire que le conjoint devrait recueillir plus du tiers de la succession lorsqu'il la partage avec des descendants privilégiés. Le projet de loi 20 prévoit une part d'une demie seulement lorsqu'il n'y a qu'un ascendant. Faut-il qu'elle soit la moitié dans tous les cas? C'est une question que je pose au ministre de la Justice.

Les cas où le conjoint est appelé à la succession avec des collatéraux privilégiés, les neveux, par exemple, devraient, de l'avis de plusieurs, être éliminés, le conjoint recueillant le tout. Ces modifications, semble-t-il, permettront de refléter l'évolution sociale de la famille. Elles méritent d'être considérées avec beaucoup d'intérêt.

Enfin, sans être remis en cause, le nouveau rôle du liquidateur a fait l'objet de

quelques interrogations. La principale, qui demeure d'ailleurs, concerne la responsabilité du liquidateur. Le code fait reposer sur lui la responsabilité plutôt que sur les héritiers. Pourtant, certains articles devraient être revus afin de préciser davantage le principe. Quoique technique, cet aspect revêt une importance pratique indéniable.

Livre quatrième: Des biens. Si le titre premier exposait les règles fondamentales en ce qui a trait aux personnes elles-mêmes, le titre troisième joue le même rôle en ce qui a trait aux biens. Son orientation est très nettement à caractère économique. Les dispositions seront liées très étroitement à d'autres titres du code, telles les obligations et les sûretés. C'est probablement le fait que les dispositions qui y sont contenues sont plus abstraites et moins faciles à cerner qui explique que les interventions sont surtout venues des spécialistes et, pourtant, elles ont un champ d'application très étendu.

Le livre quatrième définit et régit les notions fondamentales suivantes: la distinction des biens, meubles et immeubles, la possession, la propriété. Il traite aussi de façon exhaustive des modalités de la propriété, en particulier de la copropriété divise et indivise. Les démembrements du droit de propriété, soit l'usufruit, l'usage, les servitudes et l'emphytéose sont aussi régis par ce livre. Certaines règles restrictives à la libre disposition des biens dont les stipulations de l'inaliénabilité et la substitution, s'y trouvent aussi. Un titre porte sur la fiducie et, en dernier lieu, un titre regroupe les règles relatives à l'administration des biens d'autrui.

Voilà, exposées bien sommairement, les dispositions des titres sur les biens. Cette simple énumération permet d'en constater l'importance tant au niveau économique qu'au niveau social.

Lors de la présentation du projet de loi initial, le projet de loi 58, les intervenants se sont dits en général satisfaits de l'ensemble. La décision de légiférer sur certaines réalités non couvertes actuellement par la loi, telles la propriété superficielle ou l'indivision, par exemple, les règles plus précises sur la fiducie de même que le regroupement des dispositions sur l'administration du bien d'autrui, a été bien accueilli.

Par contre, certaines réserves ont été formulées, dont les principales sont:

1° la définition des immeubles par destination, qui obligeait la déclaration dans un acte de caractère immobilier du bien, mesure irréaliste en pratique;

2° la distinction entre le capital et les fruits et revenus, particulièrement en ce qui a trait aux dividendes en actions considérés comme du capital;

3° certaines dispositions concernant la copropriété divise (condominium) méritaient

d'être précisées, particulièrement le rôle et la nature exacte du syndicat;

4° le fait que les règles relatives à l'administration de biens d'autrui devaient s'appliquer aux administrateurs des sociétés commerciales.

(10 h 40)

Il faut dire aussi que plusieurs correctifs ont été apportés dans le projet de loi 20 aplanissant ainsi plusieurs des difficultés prévues. Cela s'explique facilement puisque les effets que ce livre pourrait avoir sont multiples, d'où la nécessité de jouer de prudence. D'autant plus que l'adaptation à des principes très différents serait très difficile et que la transition serait complexe. Il en résulte donc que les avantages auraient dû être très évidents pour qu'on modifie en profondeur des principes reconnus, ce qui ne semble pas être le cas. Il va sans dire que nous avons l'intention d'étudier en profondeur les modifications à apporter en commission parlementaire.

Faut-il rappeler que les rapports sociaux sont largement influencés par la conception qu'on a de la propriété? De plus, les conséquences sur la fiscalité ou sur le financement peuvent être énormes. À titre d'exemple, il faut que la copropriété divise (condominium) soit régie assez précisément pour que les prêteurs soient intéressés à financer des projets, sachant exactement quelle serait l'étendue de leurs garanties. Aussi, que dire de l'importance de la définition des immeubles par destination dans le financement des entreprises?

Au stade où nous en sommes, certains points peuvent être soulevés. Ainsi peut-on s'interroger sur les points suivants. Premièrement, quelle place la copropriété indivise des immeubles doit-elle occuper? Est-il réaliste de penser à un développement important de cette forme de propriété? Deuxièmement, en ce qui a trait à la copropriété divise, le condominium, formule fort populaire actuellement, les nouvelles règles d'administration sont-elles assez claires? Qu'en est-il vraiment du rôle des syndicats? Les dispositions relatives au développement par phases, par exemple, sont-elles appropriées? Troisièmement, pourquoi le gouvernement s'est-il contenté d'effleurer le concept de "time sharing", multipropriété? Pourquoi refuse-t-il de se rendre aux arguments de plusieurs organismes demandant qu'on légifère plus à fond sur cette forme de propriété de plus en plus répandue et qui n'est pas sans causer des problèmes actuellement?

D'autres aspects méritent aussi d'être considérés plus à fond, notamment les questions relatives à la propriété immobilière (les eaux, les arbres, l'accès au fonds d'autrui, les vues, les droits de passage, et ainsi de suite). Certaines sont

particulièrement importantes dans un milieu rural (les eaux, les arbres, à titre d'exemple), d'autres en milieu urbain (les vues, par exemple), influant sur le développement urbain.

L'usufruit doit aussi être régi avec précision. De même en est-il de l'emphytéose. Dans ce dernier cas, on se souviendra de ce qui s'est passé dernièrement à l'Île des Soeurs. Il faut à tout prix éviter de répéter ce genre de situation, que le ministre de la Justice est en train de réétudier comme il nous l'a dit. Peut-être qu'il va apporter des modifications lors de cette session au projet de loi que nous avons adopté lors de la session précédente.

Bien d'autres points pourraient certainement être considérés. Le député de Saint-Laurent, qui est notaire et grand expert en matière de la copropriété divise, parlera aujourd'hui de cette question en détail et je pense qu'il serait souhaitable que le ministre l'écoute attentivement parce qu'il s'agit vraiment d'un député qui connaît en profondeur cette matière bien difficile.

En conclusion, j'aimerais faire un bilan de ce qu'on a déjà fait dans cette réforme du Code civil et dire aussi ce qu'il y a à faire. Je ferai aussi une suggestion au gouvernement, au ministre de la Justice.

Pour compléter la réforme du Code civil, il reste les livres sur les obligations, les sûretés, la prescription et le droit international privé. Le bilan jusqu'à présent, après quelque huit ans de travail du ministre de la Justice, est le suivant: Premièrement, nous avons adopté la loi sur la famille, qui a déjà été modifiée à quelques reprises. Deuxièmement, le ministre de la Justice a déposé à l'Assemblée nationale le projet de loi 20 que nous sommes en train d'étudier et qui porte sur le droit des personnes, sur le droit des successions et sur le droit des biens.

Il faut dire que la première version de la loi sur les personnes et sur les successions a été déposée en décembre 1982. Cela fait plus de deux ans qu'elle a été déposée. Vous constatez que nous en sommes seulement à la discussion du principe de ces lois. Cela prend plus de deux ans pour en arriver à discuter le principe.

Troisièmement, voici les lois qui n'ont pas été déposées à l'Assemblée nationale et qui sont nécessaires pour qu'on puisse compléter la réforme de notre Code civil. Je les énumère: loi d'application des lois sur les personnes, les successions et les biens, qu'on nous a promise il y a plus de deux ans; loi sur les obligations; loi sur les sûretés; loi sur la prescription; loi sur le droit international privé. Ce sont les six lois que le gouvernement devra déposer avant qu'on puisse parler d'une réforme du Code civil.

Au rythme auquel le ministre poursuit cette réforme, elle ne sera pas terminée

avant le XXI<sup>e</sup> siècle. Il est bien possible, si on continue comme cela, qu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle, nous ayons un Code civil qui aura été adopté au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous avons demandé à maintes reprises au ministre de la Justice, au moins trois fois par année, de présenter un échéancier précis pour l'adoption du Code civil dans son entier. Je pense que ce n'est pas trop demander au gouvernement que de l'inviter à déposer un plan de travail. Nous attendons toujours la réponse du ministre à ce sujet.

J'insiste sur ce point, quand le ministre de la Justice a parlé sur le projet de loi 20 hier, il a parlé au moins pendant dix ou quinze minutes sur l'importance de notre Code civil, du point de vue des institutions, du point de vue culturel, du point de vue linguistique. Mais si c'est tellement important, pourquoi traîne-t-il de la patte dans ce dossier? Pourquoi, après maintenant huit ans, on n'a presque rien fait? Je peux vous assurer qu'un gouvernement libéral agirait avec beaucoup plus de rapidité dans ce dossier et dans plusieurs autres.

Voici ma suggestion: Afin de mener la révision de notre Code civil à bonne fin, je propose que le ministre de la Justice soit secondé par un adjoint parlementaire qui aurait la responsabilité de cette révision du Code civil, sous l'autorité, bien sûr, du ministre de la Justice lui-même.  
(10 h 50)

Il y a, je pense, actuellement 29 ministres plus le premier ministre, c'est-à-dire que la moitié des députés péquistes sont ministres. Ils ont 61 députés, 29 sont ministres, plus le premier ministre, ce qui fait 30. Il y a environ 18 à 20 adjoints parlementaires dans le gouvernement du Québec. Curieusement, le ministre de la Justice n'a pas d'adjoint parlementaire. Pourtant, il n'est pas seulement ministre de la Justice, il est aussi le Procureur général du Québec, il est le Solliciteur général du Québec, et le ministre actuel est aussi ministre délégué aux Affaires canadiennes. Il va sans dire que le ministre doit s'occuper aussi d'importantes tâches partielles au sein de sa formation politique; il doit donc être très occupé non seulement comme ministre, mais comme membre du Parti québécois.

En déléguant la responsabilité pour l'adoption du nouveau Code civil à un adjoint parlementaire, il serait possible de faire siéger davantage la commission des institutions, de tenir des auditions publiques et de faire adopter les lois concernant le nouveau Code civil, article par article. La suggestion que je fais aujourd'hui au ministre de la Justice, et que je fais aussi au premier ministre, bien sûr, parce que c'est à lui de nommer les adjoints parlementaires, c'est celle d'un système qui a déjà fonctionné dans cette Assemblée nationale sous ce gouvernement. Il y a quelques années, le



député de Mercier, M. Gérald Godin, qui était simple député à l'époque, était adjoint parlementaire du ministre de la Justice M. Bédard et c'est M. Godin qui a piloté la Loi sur la Régie des permis de boisson alcoolique.

J'aimerais souligner, M. le Président, que M. Godin n'est pas avocat; il était quand même adjoint parlementaire au ministre de la Justice et il a fait un excellent travail en pilotant la Loi sur la Régie des permis de boisson alcoolique. Ce que je propose aujourd'hui, c'est que le premier ministre nomme un adjoint parlementaire au ministre de la Justice pour que l'on ait quelqu'un à plein temps sur la révision du Code civil. Il me semble que c'est là la seule façon réaliste de faire sortir la révision du Code civil du marasme dans lequel elle se trouve maintenant. En outre, cela permettra au public comme aux gens de loi de célébrer enfin l'adoption d'un nouveau Code civil dans les meilleurs délais, soit avant la fin du siècle, au moins, et, espérons, dans un ou deux ans.

Enfin, j'aimerais assurer le ministre de la Justice, j'aimerais assurer le gouvernement qu'ils auront toute notre collaboration pour faire adopter notre nouveau Code civil. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Fabre.

**M. Michel Leduc**

**M. Leduc (Fabre):** Merci, M. le Président. Nous abordons présentement, en deuxième lecture, l'étude du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens. Il s'agit, M. le Président, de la deuxième tranche de la réforme du Code civil. Cette réforme dont il est question aujourd'hui a été entreprise il y a plus de 20 ans.

C'est bon de rappeler que les législateurs ont abordé cette réforme ou ont manifesté le besoin d'aller dans le sens d'une réforme de notre Code civil il y a plus de 20 ans. Quand j'entends le député de D'Arcy McGee - je ne peux m'empêcher de le souligner - qui reproche au gouvernement de ne pas aller suffisamment vite dans la réforme du Code civil, quand il constate qu'il y a un certain marasme du côté gouvernemental quant à la volonté d'aller dans le sens d'une réforme du Code civil le plus rapidement possible, il serait peut-être bon de lui faire remarquer que l'Opposition libérale a été au pouvoir de 1970 à 1976 et qu'à ce moment-là elle avait toute latitude d'aller rapidement dans le sens d'une réforme. Il est bien dommage de constater - le député de D'Arcy McGee n'en a fait aucune mention - que le gouvernement

libéral de l'époque n'a pas accédé à cette volonté que voudrait voir se manifester aujourd'hui le député de D'Arcy McGee.

C'est de bonne guerre de critiquer l'attitude du gouvernement mais encore faudrait-il savoir dans quelle perspective on fait cette critique. Quant à moi, je voudrais souligner l'importance de la réforme entreprise. Nous étudions aujourd'hui le projet de loi 20 mais il faut mentionner que ce projet de loi fait suite à l'adoption par cette Assemblée, en 1980, c'est-à-dire sous le gouvernement actuel, de la Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille.

Nous en sommes aujourd'hui à l'étude de la deuxième tranche de la réforme. Le Code civil, dans notre société, revêt une importance particulière parce qu'il établit le droit commun de tous et chacun. Ceci a été dit à de multiples reprises mais je pense qu'il est bon - et c'est l'occasion de le faire - de rappeler l'importance de notre Code civil, qui régit les rapports quotidiens entre les personnes, qui gouverne leurs actions, qui régit leurs biens, qui prescrit des devoirs et des obligations et qui les sanctionne également.

Il s'agit d'une loi fondamentale de la société québécoise dont l'importance est d'ordre social, économique mais aussi d'ordre historique et culturel car l'existence d'un droit civil au Québec fait partie de notre originalité en tant que peuple francophone d'Amérique.

Ainsi, malgré la conquête britannique, le Québec a continué d'être régi par les lois civiles françaises, qui sont à la source et à la racine même de notre Code civil actuel parce que, à l'époque, la population était d'origine française. Les 60 000 ou 65 000 colons qui sont restés ici après la conquête anglaise ont manifesté le besoin, la volonté de se rattacher profondément à leurs coutumes, qui étaient établies à partir des lois françaises.

Notre Code civil manifeste donc un profond attachement de notre population à ces traditions. Ce code, qui s'inscrit dans notre histoire, dans notre culture, nous ne pourrions plus mettre en doute sa primauté puisque nous l'affirmons dans une disposition préliminaire du Code civil du Québec, et ce en harmonie avec la Charte des droits et libertés de la personne et les règles du droit international privé. Le Code civil devient ainsi la source première du droit privé et constitue le fondement des autres lois.  
(11 heures)

Cela dit, M. le Président, il ne faudrait pas croire que notre Code civil ne doit pas être adapté, ne doit pas suivre l'évolution des mentalités. C'est pourquoi il est important d'adapter ce Code civil aux besoins de la population et de la communauté juridique pour en faire un instrument

complet, vivant et fonctionnel, un instrument qui suit précisément le développement de notre société.

Même s'il a été modifié plus de 200 fois depuis 1866, année de sa codification, une volonté de réviser en profondeur notre Code civil s'est manifestée pour la première fois en 1955. On a senti à ce moment le besoin de revoir en profondeur le bien-fondé des règles qui régissent notre société en fonction des bouleversements culturels, sociaux, économiques, qu'on vivait depuis le début du siècle, plus précisément depuis la première guerre mondiale et, bien sûr, bouleversements qui se sont accentués à partir de la deuxième guerre mondiale.

On a également senti la nécessité d'intégrer les valeurs du passé mais qui ont continué de faire partie de nos valeurs actuelles et de rassembler les législations éparpillées dans une nouvelle codification. On a aussi senti le besoin d'assouplir ces règles de manière qu'elles puissent elles-mêmes intégrer les phénomènes sociaux qui se manifestent avec une rapidité accrue à l'aube de ce XXI<sup>e</sup> siècle.

La première étape de cette réforme s'est donc articulée en 1980 par l'adoption de la Loi instituant un nouveau Code civil et portant réforme du droit de la famille. Il s'agissait de la loi 89. Il est bon de rappeler que le législateur, dans sa réforme du droit de la famille, a sanctionné des dispositions reconnaissant aux femmes leur pleine autonomie psychologique et financière durant le mariage de même qu'au moment du divorce et de la séparation de corps.

Le projet de loi 20, quant à lui, vient compléter dans plusieurs de ces parties la réforme commencée. Ainsi la réforme touchant les droits de la personne et des successions est un complément à la réforme du droit de la famille. Le principe fondamental de la réforme de la famille consacre les principes de l'égalité des conjoints et de la liberté dans la façon d'organiser leurs relations familiales.

De façon particulière dans le projet de loi 20, dans la partie consacrée aux droits des successions, on veut faire écho à ce principe en admettant que le mariage est une association et que les associés ont des obligations l'un à l'égard de l'autre. Ce principe déjà consacré du partage équitable entre les époux doit se retrouver à la suite du décès de l'un des époux. C'est ce que vient consacrer le projet de loi 20 dans une de ses sections les plus essentielles.

Jusqu'à maintenant un tel principe n'était pas reconnu dans nos lois parce que le système familial du passé faisait en sorte que la femme se retrouvait rarement dans le besoin. La cellule familiale du passé était une cellule beaucoup plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui et cette force de la cellule familiale faisait en sorte qu'on rencontrait

beaucoup moins de problèmes, du moins à cette époque. Mais cela n'est plus le cas, M. le Président, et ce depuis un certain nombre d'années. Les mœurs ont changé. On constate des situations où l'un des conjoints, encore une fois le plus souvent la femme, est laissée à elle-même après la mort de son conjoint du fait que l'époux, par exemple, ne lui a rien laissé dans son testament. On peut bien dire que ce sont des situations qui ne se présentent pas souvent, mais il est important de dire qu'elles se présentent. On peut mentionner que, d'après ce qu'on en sait, selon nos statistiques, il y a environ 10% des femmes qui se retrouvent, après la mort de leur époux, dans un tel besoin... Encore une fois, nos lois ne prévoient rien pour venir en aide, pour protéger précisément la femme et, dans un certain nombre de cas, l'enfant ou les enfants, qui sont à sa charge.

Or, dans le projet de loi 20, on retrouve un régime de protection du conjoint survivant, régime que je voudrais commenter pendant quelques minutes, M. le Président. Nous connaissons déjà la prestation compensatoire qui permet au conjoint de réclamer un montant d'argent en compensation de services rendus pendant le mariage. Ce régime de prestation compensatoire est assez bien connu aujourd'hui, encore une fois compte tenu des divorces que nous rencontrons dans la société actuelle.

Or, la protection du conjoint survivant vient compléter cette mesure de protection par la reconnaissance de l'idée que le mariage est aussi le résultat d'une association financière. En effet, le seul fait que deux personnes aient vécu ensemble un certain temps entraîne des obligations financières lors de la dissolution par la mort de l'un des conjoints. Si le législateur reconnaît des obligations au conjoint pendant la durée du mariage, et même lors de la dissolution par divorce, il n'y a donc aucun motif pour qu'il ne le reconnaisse pas lors de la dissolution par la mort de l'un des conjoints.

Deux régimes se présentaient au législateur, celui de la réserve alimentaire ou héréditaire et celui de l'obligation alimentaire. Dans le projet de loi 20, on retrouve le régime de l'obligation alimentaire. Pourquoi ce régime plutôt que l'autre? Parce que, il est bon de le rappeler, plusieurs groupes sont venus en commission parlementaire; je pense, en particulier, au Conseil du statut de la femme qui est venu défendre le régime de la réserve alimentaire ou de la réserve héréditaire. Et pourtant, nous avons retenu, dans le projet de loi 20, le régime de l'obligation alimentaire, tout simplement parce que le régime de l'obligation alimentaire constitue une formule souple et équitable qui respecte la liberté de

tester en reconnaissant à tout individu la capacité de léguer ses biens à qui il veut et dans la proportion qu'il détermine.

Or, nous savons à quel point cette liberté est reconnue, fait partie de nos valeurs, fait partie également de la vie de la société nord-américaine, et il était difficile, M. le Président, de remettre en question cette liberté de tester. La réforme introduite, celle de l'obligation alimentaire permet cependant au conjoint et aux enfants, en fait aux personnes à charge qui se croient lésées dans leurs droits du fait que le défunt ne leur a rien légué pour subvenir à leurs besoins ou encore, dans le cas où le défunt leur a laissé si peu qu'elles sont incapables de subvenir à leurs besoins, de se présenter devant le tribunal afin d'obtenir une juste contribution pour subvenir précisément à leurs besoins.

(11 h 10)

C'est une formule, M. le Président, qui s'applique dans les cas où le besoin se justifie, alors que le régime de la réserve héréditaire s'applique, lui, automatiquement, brimant ainsi la liberté de l'individu de léguer ses biens à qui il veut et dans la proportion qu'il veut.

On peut bien sûr argumenter du fait que le régime de la réserve héréditaire est actuellement en vigueur dans plusieurs pays, dont la France, mais, encore une fois, on a là une des caractéristiques de notre Code civil tel que le législateur veut le réformer, c'est-à-dire la volonté de respecter les valeurs en place, tout en adaptant notre code, tout en l'ajustant à des besoins nouveaux. Cet exemple illustre une réalité dont il faut tenir compte de plus en plus dans nos sociétés modernes. Cette réalité est celle de femmes qui travaillent à la maison et qui se retrouvent dans des situations de besoin, très souvent, auxquelles la loi doit pouvoir répondre.

J'ai voulu commenter ce chapitre plus précisément, M. le Président, car il illustre bien la volonté du législateur de concilier les valeurs traditionnelles propres à notre société et les valeurs nouvelles qui ont surgi et qu'une société moderne comme la nôtre se devait de reconnaître dans son code fondamental qui régit les rapports entre les citoyens.

En terminant, M. le Président, permettez-moi d'ajouter que le projet de loi 20 témoigne ainsi de la volonté du législateur d'innover, de rénover le Code civil qui est à la base de nos lois au Québec, mais dans le respect de l'évolution d'une société qui se veut de plus en plus juste à l'égard des hommes et des femmes qui la composent. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Brouillet):** M. le député de Saint-Laurent.

**M. Germain Leduc**

**M. Leduc (Saint-Laurent):** M. le Président, avant de commencer, je voudrais relever l'affirmation du député de Fabre qui disait que le Parti libéral ou un gouvernement libéral n'avait rien fait pour réformer le Code civil. Bien au contraire, M. le Président, il faut dire que c'est le gouvernement Lesage qui a entrepris la réforme du Code civil en 1960. Il faut rappeler au député de Fabre qu'il aurait été très difficile pour un gouvernement libéral de procéder à la réforme du Code civil, puis que le rapport de l'Office de révision du Code civil a été déposé seulement en 1978. Vous comprendrez qu'il aurait été difficile de procéder à cette réforme entre 1970 et 1976.

M. le Président, je ne crois pas que ce soit l'occasion d'être partisan, de faire preuve de partisanerie à l'occasion de l'étude du projet de loi 20 sur la réforme du Code civil. Cette loi est trop importante; il s'agit du fondement même de notre droit civil qui régit toutes les règles concernant la propriété, les biens de la famille et d'autres sujets.

Il est difficile, bien sûr, M. le Président, de parler de principe quand on parle du projet de loi 20. Il est évident que chaque article du Code civil est un principe en soi. Chaque article du Code civil établit un principe. De dire qu'on pourrait parler du principe du projet de loi 20, cela serait très difficile. D'autant plus que ce projet de loi contient 1200 articles. Dans le projet de loi, on constate que le dernier article est l'article 1423, mais il faut vous dire qu'il y a un trou entre le livre concernant les personnes et le livre concernant les successions.

M. le Président, nous avons dans le projet de loi 20 la réforme de trois livres du Code civil concernant d'abord les personnes, ensuite les successions et les biens. Cette réforme, comme vous le savez, fait suite à la réforme qui avait été entreprise en 1960, une étude avait été confiée à un groupe de juristes éminents, entre autres, le professeur Crépeau. Cette étude avait été confiée à ce groupe qui a travaillé de 1960 à 1980, tout près de 1980, c'est-à-dire pendant 20 ans. On a commencé en 1978 à appliquer ce rapport par le livre sur la famille. On a étudié, de 1978 à 1980 et, en 1981, on a sanctionné le projet de loi, le livre sur la famille. Il faut vous dire que les projets de loi qui ont été étudiés en commission parlementaire, soit les projets de loi 106, 107 et 58 respectivement, sur le droit des personnes, des successions et des biens, ont fait l'objet d'étude en commission parlementaire.

Bien sûr que la réforme du Code civil est une démarche nécessaire. Comme je le disais tantôt, le Code civil est une loi

fondamentale et doit correspondre dans la mesure du possible à l'évolution sociale. Nous avons connu des bouleversements et des changements importants dans la société québécoise depuis 1866, évidemment, qui est la date où le premier Code civil a été mis en vigueur. C'est évident que nous sommes passés d'une société agraire à une société industrielle, une société qui s'est développée, qui a acquis une maturité. Comme je le disais, c'est évident que la définition qu'on pouvait donner à certains termes, la définition qu'on donnait au mot "famille", par exemple, en 1866 ou même en 1950, n'est pas la même que celle qu'on pourrait lui donner actuellement. Actuellement, on parle de la famille comme étant des personnes qui sont unies par des liens divers et variés. Nous, ce que nous avons connu, c'est la famille avec le père, la mère et les enfants. Nous avons connu, donc, des bouleversements, des changements très importants.

On constate également l'importance qu'on donnait auparavant aux immeubles. Le Code civil en entier était basé sur les immeubles. Les immeubles, c'étaient les biens importants au Code civil. Maintenant, on constate que la situation a changé, que certains biens meubles - qu'on pense aux actions, qu'on pense aux obligations - sont devenus des biens extrêmement importants et, dans bien des cas, forment une partie majeure de la succession des personnes qui sont décédées.

Donc, vers 1960, comme je le disais tantôt, on sent la nécessité de réformer en profondeur le Code civil. On confie donc ce travail à l'ORCC - l'Office de révision du Code civil - et on y nomme les plus grands juristes. Je mentionnais tantôt le nom de M. Crépeau, un professeur émérite. Comme je le disais tantôt, l'ORCC a déposé son rapport en 1978. Or, on s'aperçoit que dans bien des cas, ce qui nous frappe - c'est ce qui m'a frappé - c'est que les juristes qui ont rédigé les projets de loi 106, 107 et 58 ont fait peu de cas du travail colossal de l'ORCC. Dans bien des cas, on voit que les juristes qui ont rédigé les projets de loi 106, 107 et 58 et maintenant le projet de loi 20 n'ont fait que peu de cas des principes et des recommandations qui avaient été exprimés par l'ORCC. C'était peut-être, à mon sens, un cheminement dangereux. Quant à nous, les législateurs, nous avons disposé de peu de temps en commission parlementaire pour étudier les projets de loi 106, 107 et 58. À mon sens, lorsqu'on étudie un projet de loi ou lorsqu'on étudie la réforme du Code civil, il faudrait confier cette étude à une sous-commission ou à un comité ad hoc de façon que cette sous-commission ou ce comité ait pleinement le temps de recevoir les intervenants et de les écouter. Par la suite, peut-être que cela serait profitable au projet de loi même.

(11 h 20)

D'abord, le projet de loi 20 parle du droit des personnes. C'est évidemment, comme on l'a mentionné, ce livre qui a soulevé le plus de questions, le plus de controverse lors de l'étude en commission parlementaire. L'article 1 du projet de loi 106 a fait l'objet de réactions très vives. Nous le savons. En effet, le législateur venait renverser une règle depuis longtemps admise dans notre droit que l'enfant conçu mais non encore né est sujet de droit. En fixant le début de l'acquisition de la personnalité juridique à la naissance de l'être humain, l'article 1 du projet de loi 106 rendait en principe impossible la reconnaissance de droits à l'enfant conçu mais non encore né.

Par ailleurs, ce principe subissait une exception à l'article 123 du projet de loi 106, en ce qui concerne les intérêts pécuniaires de cet enfant. Nous, comme juristes, comme législateurs, sommes étonnés que le projet de loi sur le droit des personnes ne se préoccupe que des intérêts pécuniaires de l'enfant conçu mais non encore né, et ignore complètement la protection de l'intégrité physique de sa personne.

Le fait de fixer à la naissance le début de la personnalité juridique entraîne évidemment de nombreuses conséquences. Vous pouvez vous en douter. Le fœtus n'étant pas sujet de droit, comment pourrait-on réclamer en son nom des dommages qui lui ont été causés par un tiers? Comment également pourrait-on lui assurer quelque protection que ce soit contre les abus ou les expérimentations qui pourraient amener des conséquences graves pour sa santé? Comment peut-on admettre qu'un enfant se voit attribuer tous les droits dès sa naissance alors que, quelques instants auparavant, juste avant de naître, il n'en possédait aucun? Par l'article 1 du projet de loi 106, peut-être voulait-on préserver les droits de la femme à l'avortement. Peut-être.

Heureusement, le gouvernement a décidé de modifier les articles 1 et 123 du projet de loi 106. Je pense qu'il devait le faire. Le nouvel article 1 du projet de loi 20 mentionne en effet que "tout être humain possède la personnalité juridique et a la pleine jouissance des droits civiques. Il jouit aussi des droits et libertés qui lui sont reconnus par la Charte des droits et libertés de la personne". Je ne vois pas au juste ce que peut ajouter le dernier paragraphe.

Bien sûr qu'il s'agit d'une amélioration mais, à mon sens, encore insuffisante. Ici comme dans la charte, on veut protéger la personne, l'être humain. Mais que fait-on de l'enfant conçu et non encore né? Pourquoi se dérober? Pourquoi essayer d'éviter la véritable question? Est-ce que le fœtus est un être humain? Voilà la question. Mais il y

a peut-être une autre question également. Quelle est la définition de l'être humain? Car, d'après l'économie de notre droit, seul un être humain a droit à la protection. Bien sûr que la question de l'avortement, comme je vous le disais tantôt, se pose. Mais également, à mon sens, se pose toute la question de l'intégrité du fœtus. J'estime qu'il faut faire un choix. Les législateurs, les juristes devraient faire un choix, à mon sens. Il faudrait une fois pour toutes régler la question.

On parle de charte. On parle de droit à la vie, de droit à l'intégrité. Mais que fait-on du fœtus? Finalement, si une femme enceinte veut mettre au monde un enfant sain, elle devrait être heureuse, à mon sens, de savoir que les droits de cet enfant à naître ont fait l'objet d'une loi et qu'ils sont protégés. Selon moi, l'article 1 du projet de loi 106 devrait indiquer que tout être humain est sujet de droit depuis sa conception jusqu'à sa mort. Dès lors, la situation serait claire et on connaîtrait exactement les droits de tout être humain, y compris ceux de l'enfant conçu et non encore né. Bien sûr, beaucoup d'autres questions pourraient être traitées. Elles devront, ces questions, être étudiées en commission parlementaire, lors de l'étude article par article.

Je voudrais passer maintenant au livre des successions. On a maintenu - à mon sens, c'est louable - le principe de la liberté illimitée de tester. Le principe de la réserve héréditaire n'a pas été retenu. J'estime que le conjoint a maintenant une protection adéquate et suffisante. Qu'il suffise de mentionner les droits qui appartiennent maintenant au conjoint: d'abord, la prestation compensatoire, ensuite, si l'époux est en communauté de biens, il pourra bénéficier de la moitié des biens qui, dans la plupart des cas, consistent en l'ensemble des biens possédés par les deux époux. On a maintenant la protection établie par la société des acquêts. Encore là, l'époux survivant aurait droit, ou lors d'un divorce ou d'une séparation, à la moitié des biens de l'autre.

Nous constatons également, à la lecture des articles 730 et 737, que la dévolution légale est plus généreuse, encore qu'à mon sens elle soit insuffisante, cette dévolution, ou les avantages résultant de la dévolution. Autre avantage que l'on retrouve maintenant, en vertu de l'amendement, en vertu de la loi 20, aucune renonciation n'est maintenant requise pour les avantages matrimoniaux résultant d'un contrat de mariage en communauté de biens ou d'une communauté de biens légale.

Nous retrouvons également, pour la protection des conjoints, des donations dans des contrats de mariage, lorsqu'il y a contrat de mariage. À mon sens, cette formule ou les principes établis par ces formules donnent

une protection suffisante au conjoint.

Mon collègue de Sainte-Anne a parlé du principe de la créance alimentaire qui est institué par le projet de loi 20, qui fait partie de la réforme. Personnellement, je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'aller aussi loin.

En ce qui concerne les articles 730 et 737 que j'ai mentionnés tantôt, je pense qu'il y aurait peut-être lieu de revoir ces articles. Il y aurait peut-être lieu également de voir ce que les juristes de l'Office de révision du Code civil ont proposé. Ils ont proposé que dans le cas où il n'y avait pas d'enfant, l'époux, le conjoint survivant hérite de tout. Je suis parfaitement d'accord avec cette solution. Dans le cas où les enfants viennent concurremment avec le conjoint, dans ce cas, ils donnaient la moitié des biens à l'épouse ou à l'époux, le cas échéant. Je pense que ce sont des propositions très acceptables et on devrait, à mon sens, modifier le projet de loi 20 à cet effet.

Il faut bien comprendre que les conjoints peuvent faire un testament, c'est évident. S'ils n'en font pas, c'est que la plupart du temps, ils ne veulent pas tout donner au conjoint par ce testament; ils entendent donc s'en remettre à la dévolution légale. Je pense que la dévolution proposée par l'Office de révision est équitable. Elle est à mon sens pratique également, elle assure une protection suffisante à l'époux ou l'épouse. Nous constatons dans notre pratique que dans à peu près 95% des cas, lorsque les conjoints font un testament, ils le font habituellement en faveur du dernier vivant, du survivant.

En ce qui concerne maintenant le livre des biens, tout ce livre qui concerne la jouissance, la possession et la propriété des biens. Je toucherai ici particulièrement la question de la copropriété divise où les règles établies par le projet de loi 20, qui établissent le fonctionnement, l'opération des copropriétés, des condominiums.

(11 h 30)

Comme le mentionnait mon collègue de D'Arcy McGee, on sait maintenant que cette formule est assez répandue et qu'elle est, je pense, appelée à un développement accéléré.

Il faudrait d'abord, si on veut vraiment que cette formule soit acceptée, ait la faveur de beaucoup de gens, lever le moratoire sur la conversion des immeubles existant en copropriété. Le gouvernement n'a pas établi de moratoire mais il a établi que, pour arriver à une conversion, il fallait d'abord qu'un règlement soit établi par le gouvernement. Or, le gouvernement n'a jamais adopté de règlement. Donc, des conversions sont bloquées dès le départ, sont impossibles. Quoique l'on constate actuellement que certains projets de conversion sont en construction, la plupart du temps les promoteurs, les constructeurs sont

obligés d'aller chercher un jugement déclaratoire. Or, à mon sens, ce sont des frais absolument inutiles.

En ce qui concerne la copropriété, je dois dire que je préférerais l'ancienne loi, les articles 441b et suivants du Code civil aux propositions du projet de loi 20. Il faut tout de même constater que ce régime de la copropriété existe depuis 1969. Il a assez bien fonctionné. Il y a eu certains problèmes mais, dans l'ensemble, on doit dire que les projets ont été menés à bonne fin et que les gens sont assez satisfaits.

Je ne crois pas, pour ma part, que les règles qui régissent la copropriété divise devraient être tellement différentes des règles générales qu'on connaît et qui régissent la propriété conventionnelle. Il faut tout de même reconnaître que cette formule de copropriété divise permettra, peut-être, aux Québécois et Québécoises de devenir propriétaires à cause du coût très élevé de certains terrains et des infrastructures, particulièrement des services municipaux.

Il faudrait donc que cette formule soit souple et pratique. Il faudrait que la copropriété divise s'applique tant aux immeubles bâtis qu'aux immeubles non construits. Il faudrait également qu'elle s'applique à toute subdivision verticale et horizontale. Il faudrait que le projet de loi prévoie de façon claire le concept du "time sharing" ou la formule par laquelle une fraction est détenue par plusieurs personnes ayant chacune un droit de jouissance périodique et successif.

Un article du projet de loi 20 parle du "time sharing" de la copropriété avec jouissance périodique et successive mais ne fait qu'effleurer le sujet sans établir des règles ou mécanismes suffisants pour bâtir une déclaration de copropriété qui permettrait un fonctionnement harmonieux de ce concept.

Le projet de loi devrait également prévoir la constitution de copropriété en phases. Aucune règle ou mécanisme prévu au projet de loi. C'est d'autant plus inacceptable que les promoteurs bâtissent actuellement des copropriétés en phases et que les rédacteurs, les juristes qui ont à préparer des déclarations de copropriété doivent faire preuve d'imagination, pour ne pas dire la plupart du temps de témérité, sans savoir si l'acte sera conforme, sera complètement légal.

Est-ce que ces actes ou ces déclarations seront inattaquables légalement? J'estime que le législateur aurait dû remédier à cette lacune dans son projet de loi. J'estime inacceptable également que le tribunal puisse changer, dans les cinq ans de l'enregistrement de la déclaration de copropriété, la répartition des charges communes et de la valeur relative des fractions. C'est tout simplement changer les

règles du jeu durant la partie.

Tous les copropriétaires doivent savoir d'avance les obligations et les responsabilités auxquelles ils seront soumis, et ils doivent également connaître tous les droits qui leur appartiennent. Pourquoi forcer les copropriétaires à constituer un fonds de réserve, maintenant, ou un fonds de prévoyance sur lequel ils n'ont plus aucun droit de propriété et qui appartiendrait au syndicat? Pourquoi imposer une telle contrainte? Est-ce que l'on force le propriétaire d'une propriété ou d'un immeuble conventionnel à constituer un fonds de prévoyance? Pourtant, à mon sens, il doit être plus facile de procéder à des réparations majeures si on est plusieurs pour les payer que si on est seul. Même s'il s'agit de copropriété je ne vois pas comment on peut forcer un copropriétaire indésirable à vendre sa fraction aux enchères publiques, pas plus d'ailleurs qu'on pourrait forcer son voisin de duplex ou de "town-house" indésirable à vendre sa propriété aux enchères publiques.

Par ailleurs comment peut-on penser développer le concept de la copropriété si on ne respecte pas le principe même du droit de propriété? Comment un promoteur ou propriétaire d'une copropriété pourra-t-il accepter de prendre des risques financiers importants, les risques financiers du copropriétaire majoritaire sans détenir la majorité des voix?

Il faut bien convenir que l'intérêt des promoteurs et des copropriétaires n'est pas le même. C'est évident. On peut, bien sûr, souhaiter que la majorité des voix appartienne à une majorité de copropriétaires, mais je ne crois pas qu'il soit acceptable, pour un promoteur ou copropriétaire qui a investi lourdement, qui a pris des risques élevés et qui détient encore une majorité de voix, à l'expiration de la première année de la date d'enregistrement de la déclaration de copropriété, de ne détenir que 60% des voix, nonobstant le nombre de voix réelles qu'il puisse posséder, et, à l'expiration de la deuxième année ne détenir que 40% des voix et, enfin, à l'expiration de la troisième année, n'en détenir que 25%.

Est également inacceptable le principe de l'article 1145 qui établit que chaque copropriétaire ne pourra détenir plus de 10% de l'ensemble des voix des copropriétaires en plus des voix rattachées à la fraction qui lui appartient.

À mon sens, il s'agit ici d'une véritable expropriation. On n'a pas le droit d'éroder le droit de propriété, d'exproprier les gens, les propriétaires qui ont investi, sans aucun retour, sans aucune considération.

Sont également inacceptables... Est-ce que mon temps est terminé, M. le Président?

**Le Vice-Président (M. Brouillet):** Vous

pouvez prendre quelques minutes encore pour terminer.

**M. Leduc (Saint-Laurent):** Consentement. J'achève.

**Le Vice-Président (M. Brouillette):** D'accord.

**M. Leduc (Saint-Laurent):** Sont également inacceptables les principes établis par l'article 1153 du projet de loi qui dit que "sont prises à la majorité des copropriétaires, représentant 90% des voix de tous les copropriétaires, les décisions: 1<sup>o</sup>, qui changent la destination de l'immeuble..." Comment un copropriétaire peut-il accepter qu'on change les règles du jeu après qu'il a acquis une quote-part, une fraction dans une copropriété et qu'on lui dise à un moment donné qu'il y a eu un vote et que 90% des gens ont décidé qu'on mettait fin à la copropriété? Je pense que sur ce point il faudrait obtenir 100% des voix.

Également, l'article 1153 stipule qu'avec 90% des voix de tous les copropriétaires on pourrait aliéner "des parties communes dont la conservation est nécessaire au maintien de la destination de l'immeuble." Autre principe qui, à mon sens, est inacceptable.

Enfin, l'article 1162 établit arbitrairement que "le nouveau conseil d'administration peut, dans les 60 jours de l'élection, mettre fin sans pénalité aux contrats conclus par le promoteur pour l'entretien ou d'autres services, si le syndicat en souffre préjudice." Je suis parfaitement d'accord pour qu'on puisse mettre fin à des contrats à long terme, mais que l'on puisse décider qu'un contrat qui a été accordé pour une période de six mois n'est plus valable, je pense que cela n'est pas respecter le principe de notre droit. Je serais d'accord pour qu'on puisse limiter la durée de ces contrats à un an ou deux ans.

Je vous remercie, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Brouillette):** M. le député de Vachon.  
(11 h 40)

#### **M. David Payne**

**M. Payne:** Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'intervenir aujourd'hui pour appuyer la deuxième tranche de la réforme de cette pierre angulaire de la législation québécoise qu'est le Code civil. Vous savez, on a parfois tendance à croire que c'est difficile de saisir l'importance et l'impact du Code civil aujourd'hui. Cette réforme apparaît complexe, technique et même aride pour beaucoup d'électeurs, mais lorsqu'on y va de plus près, on voit que cela touche chaque aspect de notre vie: la vie, la

naissance, la mort, les droits de la personne, le mariage, le divorce malheureusement, le décès, toutes ces circonstances, le droit de propriété, les maisons, les commerces. Cela touche chaque aspect de notre vie. Cette réforme, entreprise il y a 20 ans à peu près, aux alentours de 1955, est une tâche énorme pour le gouvernement. Peu après le rapport de l'Office de révision du Code civil, le 20 juin 1978, une première partie de la réforme fut étudiée et concrétisée sous forme législative, en 1980, par l'adoption de la loi constituant un nouveau Code civil et portant particulièrement, on s'en souvient, sur le droit de la famille.

Abordant au cours de cette session la deuxième tranche de cette réforme par l'étude du projet de loi 20, nous touchons à trois aspects du Code civil: le droit des personnes, des successions et des biens. Je n'ai pas besoin de souligner, je pense, à quel point la poursuite de cette réforme me tient à coeur, spécialement en ce qui concerne les droits de la personne. Le Code civil, dans notre société, répond à des exigences très particulières, même capitales dans la mesure où il régit les rapports entre les personnes ainsi que les divers aspects de la vie québécoise et la société en général. D'ailleurs, je pense, comme je viens de le souligner, que c'est la loi la plus proche de l'individu, et c'est la raison pour laquelle chacun de nous doit s'y intéresser et y contribuer.

Je partage l'impression de ceux qui ont parlé avant moi, les quelques-uns qui ont souligné qu'il ne s'agit pas ici, essentiellement, de quelque chose de partisan, d'intérêt prioritairement partisan, mais, au contraire, de quelque chose qui devrait dépasser les intérêts des partis politiques, parce qu'il va sans dire que ce Code civil découle en grande partie d'un grand nombre de lois sectorielles. Donc, l'objet visé, c'est de préciser les actions, les droits et les obligations des personnes et des groupes dans des domaines spécifiques comme, par exemple, les droits au travail, les activités commerciales.

Comme vous êtes à même de le constater, le Code civil est en fait une loi fondamentale. J'ai souvent tendance à croire que c'est un peu comme une constitution pour un pays. C'est la pierre angulaire. Somme toute, cette pièce, c'est la pierre angulaire. Cette pièce législative a non seulement une importance économique et sociopolitique, elle a aussi une valeur historique et culturelle indéniable. Que le Québec soit une société avec une personnalité propre qui se distingue nettement de l'ensemble nord-américain, comme le notait l'auteur du livre "Les neuf nations d'Amérique", Joël Gareau, c'est une donnée que plus personne n'ose contester. Cette situation particulière, nous la devons,

je pense, à la langue française. Ce n'est pas ma langue maternelle, mais je pense que ce qui a toujours caractérisé la philosophie derrière le code, c'est bien le fait qu'il s'agit d'une société distincte, propre au Québec. De même qu'à notre droit civil dans son ensemble, que nous avons continué d'exprimer dans le code, perpétuant ainsi à juste titre la tradition française établie par le Code Napoléon en 1804.

De l'Acte de Québec en 1774, puis de l'Acte constitutionnel en 1791 jusqu'à l'Acte de l'Union en 1840, le Code civil fut et demeure pour ce peuple québécois un gage de l'héritage français en Amérique du Nord ainsi que l'instrument des valeurs fondamentales de la société.

Le lien séculaire qui unit d'ailleurs notre code au droit civil français a sa méthode d'analyse et de présentation particulière, de même que son esprit est de concision. Quelqu'un d'origine anglaise peut bien apprécier cela pour ses valeurs. Toutefois, ce lien est quasi unique - il faut le souligner - en Amérique du Nord, car très peu d'États ou provinces ont adopté la méthode de la codification. Il y a des avantages et des désavantages. Certains préfèrent se baser plutôt sur le "common law". On pourrait analyser dans un autre contexte les pour et les contre, mais il y a nettement beaucoup d'avantages à cette approche qui est devenue l'approche québécoise.

Il faut souligner, M. le Président, qu'il n'est donc pas étonnant que notre Code civil ait en quelque sorte acquis une valeur symbolique aux yeux des Québécois et, sur le plan juridique, la marque particulière du Québec par rapport au reste de l'Amérique du Nord est une preuve parmi d'autres du caractère distinct de la société québécoise.

Cependant, si nous tenons à ce que le Code civil soit un instrument juridique fonctionnel et efficace qui réponde aux besoins de la population, tout en gardant cette valeur symbolique, nous nous devons de l'adopter, d'y apporter les correctifs nécessaires afin qu'il corresponde aux exigences sans cesse complexes de la société québécoise. Il n'est pas besoin de mentionner à nouveau que l'ampleur de la réforme que nous poursuivons aujourd'hui tient justement au fait qu'il ne s'agit pas seulement de codifier, de mettre de l'ordre comme c'était le fait pour la codification de 1866, mais d'adopter cette pièce justificative au poulx du Québec. On peut d'ailleurs remarquer qu'en 1866, la société québécoise avait une homogénéité beaucoup plus remarquée qu'aujourd'hui. Ce qu'on pouvait tenir pour acquis et accepter universellement en 1866 est aujourd'hui contesté de tous bords de tous côtés. Ce n'est pas du tout le même défi de codification aujourd'hui. D'ailleurs, c'était justement une codification en 1866;

aujourd'hui c'est plutôt si on le dit en français, c'est une refonte de nos lois.

Par contre, des nombreux défis que le gouvernement doit affronter au cours de ce processus de réforme, il y en a un qui complique inévitablement la tâche, soit le dilemme d'en mettre trop ou pas assez. Il y en a qui pourraient dire qu'on aurait dû inclure telle ou telle disposition et en éliminer d'autres, mais c'est bien cela le choix d'un gouvernement, d'une société. C'est dans cet esprit qu'on s'est assis, en commission parlementaire particulièrement, pour faire la tâche d'un bénédictin et de vraiment essayer de trouver un consensus parmi les juristes, les politiciens, les législateurs, les techniciens. Ce que nous avons trouvé, aux yeux de presque tout le monde, représente effectivement ce genre de consensus qu'on s'est donné comme objectif.

Enfin, d'après moi, le défi du gouvernement réside dans la recherche de ce point d'équilibre en tenant compte des opinions exprimées, c'est bien sûr, afin de rendre le Code civil plus conforme au caractère pluraliste du Québec. C'est bien cela notre défi, d'avoir un code qui reflète ce qu'est le Québec d'aujourd'hui dans toutes ses couleurs, dans toutes ses variétés d'opinions, dans son pluralisme qui est à la faire sa grande richesse culturelle.  
(11 h 50)

Quelques mots sur le rapport de l'office. L'Office de révision du Code civil, pour ceux qui ne savent pas de quoi il s'agit, a déposé à l'Assemblée nationale, en juin 1978, un rapport qui contenait une proposition complète pour un nouveau Code civil. Il s'agissait là, bien sûr, d'un travail assez remarquable. C'était le fruit, comme je viens de le dire, d'un effort collectif de l'ensemble de la communauté juridique, mais cela n'avait, cependant, aucune valeur exécutoire, c'est-à-dire qu'en soi, cela n'avait pas force de loi. C'était bien cela le rôle et la mission de l'Assemblée nationale. Je pense qu'on devrait le souligner lorsqu'on dit que cela a pris beaucoup de temps. Bien sûr, cela a pris beaucoup de temps. C'est laborieux, le travail d'un gouvernement, mais mon Dieu! il faut que ce soit fait et bien fait. Il incombe au gouvernement de prendre le temps voulu afin de concilier ses objectifs fondamentaux aux impératifs de l'application du nouveau Code civil. Le Code civil en soi, comme je viens de le souligner, est quelque chose qui est assez aride, assez sec et assez difficile à comprendre. Il s'agit là de principes, mais il ne faut quand même pas oublier qu'on doit par la suite adopter toute une série de mesures administratives pour rendre le code plus raisonnable, c'est-à-dire dans son interprétation.

Bien sûr, pour nous, il n'est aucunement question de mettre en doute la bonne foi qui a présidé aux travaux de l'Office de révision



du Code civil. Au contraire, mais il importe de préciser que le volet législatif est du ressort de l'Assemblée nationale. Lorsque le gouvernement charge un commissaire de lui faire rapport sur un sujet quelconque, c'est qu'il désire obtenir l'heure juste de la part de cet expert, mais c'est au Parlement que revient, en définitive, le soin de se charger de déterminer sous une forme ou sous une autre les choix définitifs pour tel ou tel sujet ou tel ou tel principe. À l'heure où nous nous efforçons de revaloriser le rôle du député, il serait peut-être pour le moins paradoxal de confier la responsabilité de la réforme du Code civil à des juristes non élus. C'est, bien sûr, le député qui est le plus près de la population et, en ce qui concerne l'interprétation, c'est lui, bien sûr, qui peut peut-être aider énormément les juristes dans leur tâche.

Donc, il faut prendre le temps requis pour faire les analyses qui supposent de nombreuses consultations. Je pense que l'Opposition, à juste titre, a suggéré à plusieurs reprises au gouvernement de prendre tout le temps nécessaire pour consulter tel ou tel groupe. Je me rappelle qu'on vient de sortir le projet de loi 3 et le projet de loi 40. Le chef de l'Opposition, à cet égard, dans l'éducation, a dit: Prenez votre temps. Ne soyez pas pressés. Bien sûr, au moment où justement on suit ce conseil, l'Opposition, avec une contradiction flagrante, nous suggère de procéder beaucoup plus vite en matière de Code civil qui est d'ailleurs quelque chose de beaucoup plus important et fondamental. C'est un motif que l'on doit prendre en considération de manière particulière. Le gouvernement doit mesurer les incidences administratives. C'est ce qui prend du temps. Chacun de nous devrait reconnaître, je pense, la tâche colossale - je pèse mes mots - qu'implique une telle réforme exigeant tout le temps nécessaire.

La portée de la réforme qui est devant nous aujourd'hui ne part pas des mêmes prémisses et n'a pas, loin de là, les mêmes incidences qu'en 1866. Si nous convenons que cette réforme n'a pas les mêmes répercussions ni les mêmes conséquences que celle de 1866, force nous est de convenir que son adoption ne peut se faire de la même manière. C'est pour cet ensemble de motifs que je viens d'énumérer que le gouvernement a décidé de procéder par tranches. Je ne pense pas qu'il soit superflu de préciser que la plupart des pays industrialisés, d'ailleurs, ont entrepris de procéder à la réforme de leur droit civil par étapes. De plus, presque tous ceux qui ont entrepris une réforme majeure ont commencé, comme nous, avec le droit de la famille, ce qui veut dire que la logique du Québec se compare très bien, par exemple, avec celle de la France ou celle des Pays-

Bas.

Un petit mot au sujet de l'adoption en 1980 de la loi 89. On se souvient qu'elle portait sur la réforme du droit de la famille. Cela nous a paru, comme gouvernement, être quelque chose de prioritaire. Je me souviens de ce que le ministre a dit à ce moment-là. Je le cite: "Parce que là peut-être plus qu'ailleurs le vieillissement et l'éparpillement de la loi s'étaient fait sentir de façon plus aiguë".

On peut rappeler brièvement les principes qui ont guidé cette réforme du droit de la famille. D'abord, on a essayé de consacrer beaucoup de temps à l'égalité des membres de la famille. Deuxièmement, la liberté dans l'organisation des relations à l'intérieur de la famille. Je ne peux pas malheureusement entreprendre aujourd'hui une étude ou une analyse politique ou sociopolitique d'une caractéristique qui est bien vraie, à savoir qu'en matière de famille, c'est là où le vieillissement et l'éparpillement - j'ai de la difficulté avec ce mot-là - de la loi s'étaient fait sentir. C'est-à-dire que nos lois ont tendance à devenir désuètes beaucoup plus vite en matière de droit de la famille qu'ailleurs.

Voilà les deux principes de cette réforme. Je peux dire que, quatre ans après l'adoption de la première tranche du nouveau Code civil, le gouvernement du Québec a toutes les raisons de se féliciter des progrès accomplis dans ce domaine. Par exemple, on peut mentionner une couple de points qui sont assez importants. Personne ne peut nier les bienfaits des dispositions relatives à la prestation compensatoire de même que celles qui touchent la résidence familiale. Cette étape ayant été franchie et appliquée, d'ailleurs avec succès, le gouvernement a maintenant l'intention de procéder à l'adoption, avant la fin de l'année en cours, de ce qui constitue la suite logique de la réforme du droit de la famille, à savoir le droit des personnes, des successions et des biens.

En ce qui a trait plus particulièrement aux droits des personnes, mentionnons que le projet de loi que nous étudions aujourd'hui a subi quelques modifications, tantôt substantielles, tantôt minimes, si on le compare au projet de loi 106. Mais le principe ou plutôt l'objectif visé demeure essentiellement le même, soit d'assurer la primauté de la personne et le respect de ses droits.

En conclusion, le projet de loi 20 qui fait l'objet des travaux de cette Chambre compte quand même 1423 articles. Ce n'est pas un petit bouquin. Il est divisé en trois livres, selon la tradition juridique. J'aimerais vous faire part d'abord des quelques orientations de fond qui ont présidé à la deuxième tranche de la réforme avant de traiter plus spécifiquement des droits de la

personne. Voici les grandes orientations et préoccupations qu'on avait.

Par exemple, dans un premier temps, compte tenu de notre volonté d'adapter le Code civil aux réalités complexes de la société québécoise, auxquelles il faut s'ajuster quand même, il nous a paru pour le moins essentiel d'harmoniser les règles séculaires du droit privé avec les nouveaux principes contenus dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. C'est quelque chose qui a pris beaucoup de temps parce qu'on s'est donné une charte qui, à plusieurs égards, dépasse dans ses dispositions la charte des droits que le Canada s'est donnée il y a deux ans et qui, d'ailleurs, a été imposée au Québec sans sa signature, on s'en souvient bien. Mais, quand même, c'est venu plusieurs années après l'adoption de la charte québécoise. Il fallait trouver une harmonisation des dispositions contenues là-dedans et de celles du nouveau code. (12 heures)

Je pense que l'esprit qui ressort du projet de loi 20, qu'on va étudier de beaucoup plus près en commission parlementaire, va démontrer que ces efforts d'harmonisation de la volonté, de l'esprit et de l'orientation de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et avec le nouveau code ont porté fruit.

Voilà, M. le Président. J'appuie le projet de loi dans son principe et j'espère qu'on pourra procéder bientôt à une discussion fructueuse en commission parlementaire. Merci.

**Le Vice-Président (M. Brouillet):** M. le député de Saint-Louis.

**M. Harry Blank**

**M. Blank:** M. le Président, je veux ajouter quelques mots dans la discussion du principe du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du droit des personnes, des successions et des biens, c'est-à-dire la deuxième tranche des modifications à notre Code civil qui date de 1866. Il y a quelques années, en 1980-1981, on a adopté la première tranche de cette réforme: la loi sur la famille. C'est curieux qu'un parti politique comme celui qui constitue le gouvernement aujourd'hui, le Parti québécois, arrive avec des amendements au Code civil, des changements de base au Code civil toujours juste avant les élections.

Le député de Vachon rit de cela. Qu'il se souvienne des tactiques politiques que les ministériels ont utilisées lors du projet de loi 89, loi sur la famille. C'est un peu disgracieux. Quand on étudie des changements au Code civil, qui est la base de notre système judiciaire, la base de nos lois ici, au Québec, le terme "disgracieux" n'est pas trop fort

pour parler de la façon dont on l'utilise.

La loi 89 sur la réforme du Code civil a été étudié en décembre 1980. Nous avons des objections parce que beaucoup d'articles de cette loi n'étaient pas constitutionnels. Cela veut dire qu'ils n'étaient pas du domaine du Québec. Le ministre lui-même l'a admis, il a dit: On va régler cela avec Ottawa dans quelques mois ou un an. En passant, cela fait maintenant cinq ans et ce n'est même pas réglé encore. Cela veut dire qu'on a adopté une loi en 1980, amendant le Code civil du Québec, alors qu'environ un cinquième de cette loi était inconstitutionnel et même aujourd'hui n'est pas en vigueur.

Qu'est-il arrivé? On a forcé cette loi par des pressions faites juste avant Noël 1980. La loi a été adoptée juste avant l'élection. Durant la période électorale, le ministre de la Justice, aux frais du gouvernement, a payé de grandes annonces dans tous les journaux du Québec pour se vanter de cette loi sur la famille, d'avoir changé le Code civil. Il a oublié de dire à tout le monde que près d'un cinquième de cette loi n'était pas en vigueur et ne pourrait l'être sans le consentement d'Ottawa. Il a utilisé cette loi aux fins d'une propagande partisane, payée par le gouvernement. C'est la marque de commerce de ce gouvernement, on le sait.

Je suis certain que si on adopte cette loi-ci avant la prochaine élection - on ne sait jamais quand elle peut venir, il est possible que ce soit dans une semaine ou deux, on ne sait jamais - c'est que le gouvernement est bien pressé d'adopter cette loi. Peut-être qu'on retrouvera encore des annonces dans les journaux, payées par le gouvernement, durant la campagne électorale, que le gouvernement a fait ceci et cela en changeant la loi.

C'est cela, le gros problème, dans l'étude de cette loi: cela devient une affaire partisane. Le gouvernement fait des choses sans consulter l'Opposition, sans consensus. Il arrive avec une loi en disant: C'est la loi qu'on veut que vous adoptiez. Oui, c'est vrai, en commission parlementaire, après l'adoption du principe, on peut discuter de cette loi article par article mais, encore là, en public, c'est une façon partisane d'utiliser le système. Le gouvernement est assis d'un côté de la table et nous, de l'Opposition, de l'autre côté et personne ne veut donner un pouce juste avant l'élection. Ce n'est pas la façon de changer notre Code civil; c'est ce que je dis. J'ai déjà dit la même chose il y a un an ou un an et demi, en commission parlementaire, quand on avait entendu des groupements comme le Barreau, des groupements de femmes, les notaires, etc.

Je donne un exemple. Comme vous le savez, M. le Président, je ne suis pas un nouvel arrivé en cette Chambre, ça fait quelques années que je suis ici. Dans les

années soixante, on a amendé le Code de procédure civile du Québec. C'est une brique presque aussi grosse que le Code civil. Il y avait près de 1000 articles dans le Code de procédure civile. On l'a amendé. On a commencé de la même façon dont on va commencer à amender le Code civil. On a demandé à des groupements de l'extérieur de nous donner des idées. On a reçu des mémoires des juges, des avocats, de toutes sortes de groupements intermédiaires. On a eu des commissions pour lire et étudier ces mémoires.

Au lieu d'entrer en Chambre avec une brique préparée par le gouvernement, après avoir entendu des mémoires en commission parlementaire comme on le fait aujourd'hui, on a formé un petit comité ad hoc composé de membres des deux côtés de la Chambre. Il est intéressant de voir les gens qui siégeaient à cette commission. On avait le sous-ministre qui est maintenant juge de la Cour suprême, l'ancien premier ministre de l'Union Nationale, M. Bertrand, le juge Majeau de Joliette, feu Claude Wagner, qui a été ministre de la Justice et député à Ottawa, et votre humble serviteur aussi. On était cinq ou six. Pendant environ six mois, on s'est réuni chaque jour pour étudier chacun des articles et toutes les recommandations qu'on avait reçues des groupements intéressés qui étudiaient ces problèmes depuis des années.

À ce moment-là, on en est arrivé à un changement complet du Code de procédure civile. Quand on est arrivé en Chambre, on avait déjà le consensus des deux côtés de la Chambre. Je dois dire que ce n'était pas une question partisane du tout. Il n'y avait même pas un grand débat en Chambre, parce qu'on ne fait pas de politique avec notre système judiciaire, notre système de lois. Il y a tellement de choses controversées dans ce projet de loi qu'on peut régler entre nous, sans avoir une notion partisane en les discutant. Voilà pour la question de procédure, M. le Président.

Quant au le fond du projet de loi, je l'ai étudié avec mes collègues et j'ai aussi été présent en commission parlementaire. Je n'ai franchement pas assez de 20 minutes pour discuter tous les aspects du projet de loi 20, qui est volumineux.

In the 20 minutes that I have to speak, Mr. Speaker, I really cannot go into this law very deeply. As I mentioned before, I did not like the manner in which this law to amend the Civil Code was brought before this House. It was brought almost on a partisan basis and should not have been discussed in this manner. There should have been more of a consensus between the Government and the Opposition to arrive with something which we would all be happy with. There are many, on our side of the House, that are not happy with some of the moves the Government has taken, some of the ideas put into this law.

The Member for Sainte-Anne, last night, talked about the manner in which successions would devolve in this province. I too would like to have a few words in respect to that section of the law.

(12 h 10)

Mr. Speaker, I do not know if you are aware of this, but there are only two jurisdictions in the whole world that have complete freedom of willing such as we have in Québec, at least, as we have it right now in Québec: the Province of Québec and the Republic of South Africa. Yes, South Africa. South Africa and Québec are the only places in the world, the only legal jurisdictions where you have complete freedom of willing. The man or woman who makes his or her will can leave anything and everything to a hospital for sick cats, as my professor at McGill used to say, and nothing to the wife and children.

There was some discussion at the committee and it was recommended by the office which was set up 25 years ago to study the reform that there should be a reserve for the close family, for the wife and children. In most jurisdictions, there is a minimum which must be left to the wife and children if the husband makes a will and leaves everything to everybody else. If there is no will, then the law takes its own steps and allows for the wife and children to be left something. But if the husband leaves a will - I am using husband, it could be the wife, the reverse, because that is the most common situation that we have where the problem may arise... If the husband does not leave the wife anything, nor the children, they get nothing.

In Ontario, in Nova Scotia or any one of the other provinces and most of the States of the United States, it is one third. If the husband leaves nothing to his wife and children, one third still evolve to the wife and children. Here, although the office of the reform of the Civil Code recommended that we have a reserve for the wife and children, the Government did not see fit to follow its recommendation. They came up with a new gimmick. I tell you, it is a "loulou". The only ones that are going to benefit are the lawyers. Yes, I am a lawyer too and I say it. It is going to create more problems than solutions.

What the Government has done here, it says in this Act that if a husband leaves nothing to the wife and children or - they go even further than that - anyone who is dependent upon the person that died - that, in fact, may be his mother, his father, his mother-in-law and his father-in-law. Yes, because under our Civil Code the mother and the father, mother-in-law, father-in-law, have a claim against a person for support. The law says that if the husband left nothing or very little to the wife, the children or to

anyone who is dependent, they have the right to go to court to claim what they are entitled to to live up to a maximum of what they would have gotten if there had been no will. That is the case right now; if a man dies without a will, the wife gets one third and the children get two thirds so that, theoretically, according to this theory, the wife can go to court to get alimony or a lump sum of up to one third if she shows she needs it and if she shows what her relationship was and if she shows a multitude of things. The same goes for the children.

But what is interesting, the father and the mother, the father-in-law and the mother-in-law have a claim for support also. There is no limit to what they can get if there is no will, so we are faced with a dilemma here as to how the thing is going to be interpreted. In other words, even with the new amendment, a wife can get up to one third, but the father or mother can get the whole estate. It does not make sense. Also, this modification or this allowance can be modified at any time in the future. In other words, the wife who goes to court and the children who goes to court and get something out of this will, out of this estate, if they are not satisfied six months from now, they can go back to court and start the whole thing over again. Or the heirs can say: Well, look, the wife and the children do not need it anymore and they go back to court.

What we are creating here is a Tower of Babel in court. We are going to create more problems and more court cases because no lawyer in his right mind would ever recommend to a woman or children not to go to court unless she got the one third or the one half, as the case may be. She gets one half if there are no children, one half goes to the wife and one half goes to the brothers and sisters. This again, by the way, is contrary to recommendations of the Office of the reform of the Civil Code, who suggested that if there are no children, the wife gets the whole thing. Where do the brothers and sisters get into the act? It is the wife who lived with a man who helped him to build up his estate. It seems ridiculous if you go back to the old system where the collateral members of a family seemed to have something to do with the estate. But getting back to the question here of what minimum a wife and children should be left, I say that the system of a fixed percentage is the only way to proceed. We know exactly what it is. There are no arguments. We will not clutter up the court system. We will not milk the estate and we will not milk the widow and the children when asking for something, are going to have to pay court costs and lawyers costs. The estate is going to have to pay court costs. Where will this money be coming from? It

will come from the same well, the estate. What we are doing here is destroying the estate for the benefit of some kind of procedure which looks good on paper. I say the Government should think twice about it and I am sure the Opposition members will bring this up again in committee when we discuss it article by article.

But, on the whole, we must remember that every now and then we must amend the laws to bring them up-to-date and this now and then, for this code, for the Civil Code, is over 100 years. The last time it was touched was 1866. So, I think it is about time that it was done, but it should be done in a much more logical manner. We should have done the whole thing all at once, obtained a proper consensus between the Government and the Opposition so that we do not have a political argument over a legal matter. But notwithstanding, the changes to the code on the whole are of a great benefit to the people of Québec and I shall vote in favour of the principle.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. René Blouin**

**M. Blouin:** Merci, M. le Président. Comme l'ensemble de nos collègues qui se sont levés depuis le début de ce débat pour prendre la parole sur ce projet de loi qui vise à réformer le Code civil du Québec, je suis, moi aussi, heureux de venir me joindre à ce qui a été, à quelques exceptions près, et des exceptions très mineures, une série d'hommages à l'égard de ce nouveau projet de loi que nous sommes en train d'étudier et dont nous nous apprêtons à voter le principe.

Je dis qu'il y a eu quelques petites exceptions à ce concert d'hommages. Effectivement, c'était un peu à l'image du discours du député de D'Arcy McGee qui, globalement, a fait un bon exposé. Il était très intéressant. Il nous a appris plein de choses, notamment sur l'histoire du droit civil, mais il n'a pu s'empêcher - cela lui arrive de temps à autre, il a quelques faiblesses - de lancer certaines petites pointes de partisanerie que je vais relever très rapidement. Je ne lui en veux pas de le faire, c'est un peu son rôle, mais, cette fois, je pense que c'est un peu tiré par les cheveux. Il a dit, en effet, que les législateurs, enfin ceux qui ont codifié le droit civil québécois en 1866 - on remonte très loin - étaient des gens efficaces - sans doute avait-il raison - des gens qui avaient procédé rapidement et globalement pour faire du Code civil, de cette réforme - à l'époque, c'était une réforme - une réforme relative. Nous en parlerons tout à l'heure, mais enfin, c'était un travail quand même important que de codifier le droit civil au Québec. Il a dit

que ces gens, en 1866, avaient été très efficaces et qu'aujourd'hui les législateurs étaient beaucoup plus lents, plus hésitants, qu'ils prenaient beaucoup plus de temps, alors qu'il aurait été tellement simple de faire comme en 1866, d'en faire tout un paquet, de le déposer d'un seul volet et de faire en sorte qu'on puisse régler ce problème une fois pour toutes. Voilà pourquoi je dis que le député de D'Arcy McGee, cette fois-ci, a tourné les coins un peu rond. (12 h 20)

Puisqu'il le sait lui-même et qu'il n'est pas le premier à faire ce genre d'observation et à répéter que le Code civil de 1866 avait été adopté globalement et que procéder de cette manière devait servir de modèle, je répète que c'est exact qu'en 1866, c'est ainsi que les choses se sont passées. Mais le mandat des codificateurs de 1866 était de codifier le droit qui existait à ce moment-là. Il n'était pas question alors de réformer, de modifier des institutions fondamentales. Il n'était pas question de traduire en termes civilistes des emprunts faits aux droits étrangers. Il s'agissait simplement de regrouper ce qui existait et de faire en sorte qu'on s'en réfère dorénavant à un seul code pour administrer le droit civil. Il y eut donc très peu de droit transitoire à faire à l'époque, peu de lois sectorielles à modifier et très peu de conséquences administratives et financières à considérer.

En outre, la société de 1866 - je suis étonné que le député de D'Arcy McGee n'ait pas pensé à cela parce que cela saute aux yeux - il y a presque 120 ans était une société beaucoup plus simple, beaucoup plus homogène que la société d'aujourd'hui. Le droit à cette époque était un droit connu, il était stable et les choix qui étaient à faire alors étaient indiscutables, alors qu'aujourd'hui, les choix que nous devons faire sont l'objet d'innombrables discussions. C'est pourquoi les réformes proposées aujourd'hui n'ont pas les mêmes répercussions ni les mêmes conséquences que celles de 1866 et, ainsi, l'adoption de la réforme du Code civil actuel ne peut pas se faire de la même manière qu'elle s'était faite en 1866.

J'aurais souhaité que le député de D'Arcy McGee considère aussi - et d'ailleurs il le sait; c'est ce qui m'étonne - qu'il considère donc que c'est depuis 1955 que les études ont commencé à voir le jour au Québec pour faire en sorte que nous puissions modifier le Code civil. En fait, il y a eu de 1955 à 1967 un travail de moine qui a été fait par l'Office de la révision du Code civil. Pendant, donc, au-delà de 20 ans, un office a travaillé, et, de 1955 à 1967... Je rappelle au député de D'Arcy McGee au cas où il l'aurait oublié que, de 1955 à 1967, il ne peut certainement pas imputer cette longueur au Parti québécois puisque celui-ci a été fondé en 1968; alors, de 1955 à 1967,

il y avait d'autres gouvernements qui étaient au pouvoir à Québec et c'est sous ces gouvernements que l'Office de révision du Code civil a effectué son travail et a mis finalement - retenez bien cela - de 1967 à 1978, onze ans, à rédiger le rapport qui a été déposé en 1978 au moment cette fois où - et là il a raison de le dire - le gouvernement du Parti québécois était au pouvoir. Et le gouvernement du Parti québécois n'a pas mis 21 ans à réagir. Il n'a pas mis onze ans à réagir. Dès 1978, il s'est mis au travail pour préparer des consultations. En effet, lorsqu'on touche une loi aussi fondamentale que le Code civil - nous en dirons un mot dans quelques instants - on ne peut pas se permettre, à cause de la complexité de la société des années quatre-vingt, d'adopter une loi aussi fondamentale sans procéder à de multiples consultations.

En 1866, je conviens avec le député de D'Arcy McGee que c'était plus simple. En fait, en 1866, il existait peut-être la Chambre des notaires, je ne sais même pas, mais certainement que le Barreau existait en 1866 et certainement que ces organismes ont été ceux qui ont été consultés par des gens qui, à l'époque, ont codifié le Code civil du Québec. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus compliqué. On ne peut pas se permettre de consulter uniquement ces deux organismes. Mais dans les faits, il y a eu environ 25 organismes qui ont été consultés par le gouvernement du Québec par voie de commissions parlementaires. Qu'il me suffise d'en signaler quelques-uns, M. le Président. L'Assemblée des évêques du Québec a été consultée, l'Association canadienne de la santé mentale, division du Québec, a été consultée, l'Association des centres de services sociaux, l'Association des femmes collaboratrices, l'Association des hôpitaux du Québec, l'Association québécoise de planification fiscale et successorale, l'Université McGill, la Chambre de commerce de la province de Québec et diverses autres chambres de commerce, la Commission des droits de la personne. Enfin, environ 25 organismes étaient directement intéressés par les modifications que nous allions apporter au Code civil et qui voulaient donner leur avis aux législateurs, au gouvernement, avant que cette loi soit déposée. C'est à ce travail de consultation auquel le gouvernement s'est appliqué et il l'a fait rapidement, si bien que déjà, en 1980 - cela n'a pas pris 21 ans, cela n'a pas pris onze ans - deux ans après avoir fait toutes ces consultations pendant cette époque, le gouvernement avait fait préparer un volet de la réforme du Code civil qui a été effectivement adopté. C'était le volet sur la famille qui a été adopté en 1980. Quand le député de D'Arcy McGee vient dire que le gouvernement du Parti québécois s'est traîné les pieds dans ce dossier, je crois qu'il veut blaguer un peu,

parce qu'il s'agit d'une loi si compliquée et si fondamentale que l'efficacité avec laquelle le gouvernement s'est embarqué dans ce dossier et avec laquelle nous avons pu observer les résultats que déjà, nous avons obtenus dans la réforme du droit civil dont nous sommes en train de parler - nous sommes en train d'en débattre actuellement - il n'est pas sérieux de dire que le gouvernement du Parti québécois qui est en train de compléter, à toutes fins utiles, en l'espace de quelques années, cette réforme fondamentale du droit au Québec, s'est traîné les pieds, alors que les gouvernements antérieurs ont mis des dizaines et des dizaines d'années uniquement à suggérer des études sans accélérer le dossier de quelque façon que ce soit.

M. le Président, je crois que le gouvernement du Parti québécois y est allé avec célérité, mais en s'assurant de faire toutes les consultations qui étaient nécessaires, car, en effet, il ne s'agit pas d'une petite loi dont nous sommes en train de parler. Le Code civil lui-même, dans notre société, revêt une importance particulière puisqu'il établit le droit commun de tous et de chacun. Tous les citoyens, toutes les citoyennes du Québec sont concernés dans le débat que nous sommes en train de tenir. Le Code civil régit diverses manifestations de la vie sociale. Il règle les rapports quotidiens entre les personnes. Il gouverne leur action. Il régit même leurs biens. Il détermine nombre de leurs droits. Il prescrit des droits et des obligations et il les sanctionne. Le Code civil fixe les règles de la plupart des instruments juridiques qui sont utilisés par la société pour régir ses activités.

C'est donc une loi fondamentale, une loi très importante et nous ne pouvons pas nous permettre de passer à la vapeur un projet de loi d'une telle importance. Il faut procéder aux consultations qui sont nécessaires, qui s'imposent, compte tenu de la complexité de la société actuelle. C'est ce que le gouvernement du Parti québécois a fait. Je crois qu'il l'a bien fait. Je crois qu'il est injuste de dire que le gouvernement, dans ce dossier, s'est traîné les pieds. Les députés de formation politique adverse qui prétendent le contraire ne font certainement pas un grand examen de conscience de ce qui s'est passé sous les gouvernements que dirigeait leur propre parti politique et notamment sur ce qui s'est produit entre 1970 et 1976. En fait, sous le régime précédent, le gouvernement du Parti libéral, il ne s'est rien fait.

Je voudrais, M. le Président, aborder quelques points et très rapidement pour peut-être faire comprendre à nos concitoyens et nos concitoyennes et à nos collègues à quel point la réforme du droit civil touche très directement notre vie quotidienne. Il existe

aujourd'hui, en 1985, de nouvelles manières de concevoir, notamment, l'habitation au Québec. Cela concerne beaucoup de nos concitoyens et de nos concitoyennes, des jeunes, des personnes d'âge moyen et des personnes âgées aussi. Il y a beaucoup de personnes âgées - je prends un exemple - qui ont décidé de vendre leur propriété, celle-ci représentant essentiellement toutes les épargnes qu'ils ont accumulées au cours de leur vie et d'investir cela dans un condominium, un condominium étant un appartement plus ou moins grand dans lequel on s'installe, qui fait partie d'un immeuble, d'un ensemble et qui représente pour le propriétaire beaucoup moins d'entretien - et la fatigue que cela engendre - que d'avoir une maison unifamiliale qui nécessite toujours des travaux qui, sur le plan physique, pour des personnes âgées, peuvent devenir à la longue assez épuisants.

(12 h 30)

Donc, beaucoup de citoyens jeunes, d'âge moyen et aussi des personnes âgées, comme je l'expliquais, ont décidé de s'acheter au cours des dernières années - c'est devenu très populaire au Québec - des condominiums. Selon la loi actuelle, selon le Code civil actuel, il existe certaines situations, certaines anomalies qui sont dangereuses pour les gens qui achètent des condominiums. Je vous explique en une minute ce que je veux dire. Actuellement, les propriétaires de condominium ont très peu de droits. Prenons l'exemple d'un immeuble qui comporte une centaine de condominiums. Il est très simple pour le promoteur ou pour quelqu'un d'acquérir 60% des appartements et d'en vendre 40% en condominiums; c'est-à-dire que sur un ensemble de 100 appartements, il y en aurait 60 qui appartiennent à un individu qui réussit à les louer ou à les sous-louer et il y en aurait 40 qui appartiennent à 40 individus. Que se passerait-il dans un cas pareil? Je ne vous parle pas d'une fiction; je vous parle d'une situation qui existe et qui est très répandue.

Dans un cas pareil, vous savez qu'un ensemble de condominiums est administré par l'ensemble des propriétaires qui se réunissent en assemblée. C'est l'ensemble des propriétaires qui prennent les grandes décisions à l'égard de l'immeuble. Donc, cela touche directement ce qu'a investi celui ou celle qui s'est acheté un appartement. L'assemblée peut décider, à titre d'exemple, que les frais d'entretien de l'immeuble, qui sont généralement fixés entre 100 \$ et 200 \$ par mois, peuvent passer soudainement à 250 \$ ou à 300 \$ par mois. Cette assemblée peut aussi décider que l'administrateur qui sera chargé de l'administration de cet immeuble recevra 100 000 \$ de traitement par année. L'assemblée peut décider cela.

Qu'arrive-t-il si un individu possède 60% des appartements, donc, 60% des votes? Il peut décider de faire payer à l'ensemble des propriétaires des montants beaucoup plus importants que les services qu'ils reçoivent, décider tout bonnement d'empocher cet argent et de se faire ainsi un revenu qui n'est peut-être pas très honnête, qui n'est peut-être pas très moral mais qui, malheureusement, selon le droit civil actuel, n'est pas illégal.

Les modifications que nous apportons actuellement au Code civil vont maintenant protéger les propriétaires de condominium de la façon suivante: Un promoteur pourra, au cours de la première année après la construction, posséder 60% des votes à l'assemblée générale, qui prendra ces grandes décisions administratives qui concernent directement le portefeuille de celui qui a acheté un appartement en condominium. Au cours de la deuxième année, sa part ne pourra pas excéder 40% des votes; au cours de la troisième année, 25% des votes. C'est-à-dire que le promoteur, en l'espace de trois ans, ne pourra plus contrôler l'assemblée qui prend ces grandes décisions administratives et qui touchent directement le budget des gens qui vivent dans ces condominiums.

Également, ces propriétaires de condominium seront mieux protégés de la façon suivante: Si l'assemblée, dont je vous parlais, qui prend les grandes décisions administratives, décide de changer la nature même de l'immeuble... Prenons, à titre d'exemple, cette personne âgée, dont je parlais tout à l'heure, qui a décidé de vendre sa résidence et de s'acheter un condominium pour vivre paisiblement. Soudainement, l'assemblée dont je vous parlais, qui administre l'immeuble, déciderait: C'est vrai qu'il y a des appartements dans cet immeuble mais décidons de faire un grand centre commercial à l'étage inférieur de l'immeuble. Ceci aurait pour effet de changer la nature de l'immeuble, de sorte que les gens qui ont investi toute leur épargne dans cet investissement final en s'achetant un condominium vont se retrouver soudainement dans une situation qu'ils n'avaient pas voulue, qui ne fera pas leur affaire, qui les énervera, qui va les empêcher de vivre paisiblement comme ils avaient souhaité le faire lorsqu'ils ont fait leur investissement.

Le Code civil, tel que modifié par le projet de loi que nous présentons, ne permettra plus de faire cela. Il accordera aux propriétaires de condominium une sécurité fondamentale à cet égard. Pourquoi? Parce que le code prévoira dorénavant que, pour changer la nature d'un immeuble, pour faire en sorte qu'il passe d'un caractère résidentiel à un caractère commercial, par exemple, il devra y avoir 90% des occupants qui seront d'accord avec ce changement de

statut. C'est donc, encore une fois, à l'égard de l'investissement qui a été fait par ces citoyens et par ces citoyennes, une garantie qui n'existait pas dans le Code civil actuel et qui existera grâce au nouveau Code civil dont nous sommes en train de proposer l'adoption.

Donc, comme vous pouvez le voir, M. le Président, il y a, à l'égard des citoyens et des citoyennes du Québec qui ont décidé d'investir dans les condominiums, dorénavant des garanties que l'investissement très important qu'ils ont fait sera mieux protégé et qu'ils pourront contrôler véritablement l'édifice dans lequel ils se sont installés. Ils seront dorénavant à l'abri des fraudes qui existaient dans certains cas parce que la loi, qui n'était pas assez étanche, permettait à certains individus dont la conscience est fragile, à tout le moins, d'en organiser.

Un autre exemple que je voudrais souligner, et qui touche les citoyens et citoyennes du Québec - ils sont encore très nombreux - est celui des gens qui décident d'acheter un immeuble à trois, quatre ou cinq. On voit cela de plus en plus fréquemment. Il est souvent difficile pour un seul individu de s'engager seul dans un investissement de 200 000 \$, 300 000 \$, 400 000 \$, 500 000 \$. C'est très onéreux. Mais lorsqu'on se regroupe à trois, quatre, cinq ou six personnes, cela devient plus abordable pour les individus de devenir propriétaires en groupe d'un immeuble.

Or, la loi actuelle n'est pas très flexible à l'égard de ce genre d'investissement. Elle peut engendrer aussi de la part de ces investisseurs une insécurité assez grande. En effet, actuellement, chacun des propriétaires, à supposer que vous soyez trois personnes à posséder un immeuble que vous occupez, par hypothèse, est propriétaire du tiers de la valeur de l'immeuble, c'est-à-dire du tiers de l'ensemble de l'immeuble. Si l'immeuble comporte trois étages, vous n'êtes pas propriétaire d'un étage. C'est à dire que si vous habitez un étage et que vous voulez, pour toutes sortes de raisons, parce que cela s'impose ou autrement, apporter des modifications majeures à l'étage que vous habitez, vous voulez faire des rénovations importantes, refaire l'électricité, la tuyauterie ou des améliorations fondamentales qui coûtent très cher, vous êtes un peu coincé parce que vous vous trouvez à investir sur un étage dont les deux tiers appartiennent à l'ensemble des propriétaires, ce qui veut dire que l'investissement que vous faites retombe automatiquement dans les poches de ceux et celles qui ont investi avec vous.

Le Code civil que nous sommes en train d'étudier modifiera cette situation. Il permettra aux individus qui achètent ensemble des immeubles de s'entendre entre eux de façon inattaquable sur le plan légal

pour qu'ils puissent effectivement devenir les propriétaires, les gestionnaires d'une partie de l'immeuble. Cela leur donnera aussi une plus grande latitude financière parce que cela leur permettra de procéder, s'ils le désirent, à la vente de cette partie de l'immeuble alors qu'actuellement, lorsqu'on investit sur un ensemble, il faut que les gestes se posent collectivement. Si un individu, pour toutes sortes de raisons, désire vendre sa part, selon le droit actuel, il est à la merci des deux autres copropriétaires. En vertu des modifications qui seront apportées, les copropriétaires pourront s'entendre entre eux pour posséder une partie de l'immeuble et ainsi pouvoir l'améliorer et transiger s'ils le désirent cette partie de l'immeuble qui sera dorénavant leur propriété.

C'est une garantie importante sur le plan financier, sur le plan de l'investissement qu'on est en train de faire. C'est tellement important - un exemple me vient à l'esprit - que le grand chantier d'aluminerie de Pechiney a été fait selon ce principe. Les investisseurs, pour un investissement de 1 500 000 000 \$, n'étaient pas prêts à s'embarquer sans la garantie qu'ils puissent, par un investissement pareil, avoir un contrôle sur l'investissement qu'ils faisaient. Il y a eu un amendement à la loi qui a effectivement permis que le projet Pechiney puisse se réaliser en faisant en sorte que chacune des parties renonce à l'indivision, c'est-à-dire que chacune des parties puisse considérer qu'elle est propriétaire de sa part d'investissement et qu'elle puisse, au cours des 100 prochaines années - dans le cas de Pechiney - en disposer.

(12 h 40)

C'est donc une sécurité financière pour les grandes sociétés qui ont investi dans le projet de 1 500 000 000 \$ de Pechiney. C'est une sécurité financière égale, à une moindre échelle, bien sûr, mais en termes de sécurité c'est égal et c'est aussi bénéfique pour les simples citoyens qui décident d'investir - c'est très important pour eux - dans un immeuble au Québec, de se regrouper à deux, trois, quatre ou cinq personnes, ce qui est, nous le savons, une formule de plus en plus privilégiée de la part d'un grand nombre de nos concitoyens et concitoyennes. Donc, une autre amélioration dans la vie économique, non seulement des grandes sociétés mais des citoyens à revenu moyen et également à revenu élevé qui veulent faire l'investissement de l'acquisition d'une partie d'une propriété ou d'un condominium.

Le Code civil que nous sommes en train de modifier permettra également - nous sortons de ce dont je viens de parler et nous parlons d'autres sociétés, les sociétés de fiducie - aux sociétés de fiducie d'avoir un cadre juridique, c'est-à-dire une assise juridique beaucoup plus solide. Pourquoi est-

ce important pour elles? D'abord, qu'est-ce qu'une fiducie? Une fiducie c'est une institution qui gère pour les autres des sommes d'argent. Un individu peut avoir 200 000 \$ ou 300 000 \$, qu'il ait gagné à la Loto ou qu'il ait accumulé ça au cours de sa vie, et il peut décider, comme il n'est pas un expert en administration financière, de confier son argent à une fiducie qui, en lui demandant certains frais, fera fructifier en son nom l'argent et fera en sorte qu'il puisse en bénéficier.

Nous savons qu'au Québec les fiducies ont pris une place très importante dans le domaine financier. Je parle d'institutions qui se sont bâties particulièrement au cours des dernières décennies, d'institutions authentiquement québécoises. Ces institutions qui sont très importantes, permettez-moi de vous en citer quelques-unes: le Montréal Trust, le Trust général, la Fiducie du Québec aussi, qui appartient aux caisses populaires. Je lisais hier dans un journal que la Fiducie du Québec dispose maintenant de plus de 1 000 000 000 \$ d'actifs. C'est énorme. Ces fiducies sont actuellement dépendantes de mille et une décisions que peuvent prendre les tribunaux qui procèdent dans ce cas-là un peu par tâtonnement et qui y vont par jurisprudence, d'une décision à l'autre, sans trop savoir où ils vont. Pourquoi? Parce qu'il n'y a pas de cadre juridique au Québec qui permette aux sociétés de fiducie d'avoir une assise légale solide et de pouvoir se développer en toute sécurité. Compte tenu de l'importance qu'a prise ce secteur pour l'économie du Québec, économie faite par les Québécois eux-mêmes, le Code civil permettra de donner à ces sociétés de fiducie un cadre légal qui solidifiera leurs assises et leur permettra donc d'envisager l'avenir avec beaucoup moins d'insécurité sur le plan juridique. C'est important pour les sociétés de fiducie. C'est aussi important - nous savons que c'est une apparition au Québec encore une fois qui n'est pas très ancienne - pour toutes les fondations de toutes espèces qui, précisément, accumulent des montants d'argent pour venir en aide à des groupes d'individus mal pris ou, encore, pour faire la promotion de causes humanitaires ou autrement. C'est important aussi pour ces fondations qui recevront dorénavant un cadre juridique parce que ces fondations, vous le savez, confient très souvent à des sociétés de fiducie l'argent qu'elles recueillent pour en retirer des bénéfices et faire profiter les causes humanitaires qu'elles embrassent généralement du fruit de cet argent qu'elles vont chercher le plus souvent du grand public.

Donc les sociétés de fiducie vont profiter de cette modification à la loi que nous sommes en train d'apporter. Les petits propriétaires citoyens qui s'achètent des condominiums vont en profiter aussi. Les



citoyens qui se regroupent pour acheter des immeubles vont également en profiter. Je pense que nous sommes en train de parler d'une loi fondamentale qui, effectivement, sous bien des aspects - le député de d'Arcy McGee les a bien relevés; je crois que le ministre les a encore mieux relevés hier, mais c'est une question d'appréciation.

Ce que je veux dire en concluant c'est que, bien sûr, il y a beaucoup d'aspects techniques dans cette loi mais il y a - je crois que j'ai relevé trois aspects qui le démontrent - des aspects très concrets qui touchent la vie et la sécurité financière notamment - c'est ce dont j'ai parlé - des citoyens et des citoyennes du Québec. À cet égard, c'est une amélioration de notre vie collective. Je suis heureux de constater que tous les députés qui ont pris la parole au cours de ce débat se sont dits favorables à l'adoption de ce projet de loi. Vous vous en doutez, je serai également favorable à l'adoption de ce projet de loi et je pense qu'il s'agit d'un grand pas dans la consolidation du droit proprement québécois. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Aucun autre intervenant? M. le député de Sainte-Anne.

**M. Polak:** Non, nous n'en avons pas, M. le Président. Je dirais que le député va continuer. Il commence à donner un cours intéressant dans le droit des condominiums. Même s'il n'est pas avocat j'écoute avec intérêt.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Blouin:** M. le Président, j'ai décelé dans les propos du député qu'il suggérerait la suspension du débat.

**M. Polak:** Après que vous aurez terminé, mon collègue.

**M. Blouin:** C'est terminé.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Donc, M. le député de Sainte-Anne propose la suspension du débat. Donc, la suspension du débat est adoptée. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: Je suis parfaitement d'accord avec mon collègue, exactement. Comme il est près de treize heures je vais proposer que nous ajournions nos débats, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Que vous suspendiez le débat.

**M. Blouin:** La suspension a l'effet d'un

ajournement le mercredi.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Effectivement. Donc, est-ce que cette motion est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Adopté. Nos travaux reprendront à quinze heures.

(Suspension de la séance à 12 h 48)

(Reprise à 15 h 1)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir.

Aux affaires courantes, il n'y a pas de déclaration ministérielle ni de présentation de projets de loi. Au dépôt de documents. M. le leader adjoint du gouvernement.

#### **Rapport annuel de la Commission des biens culturels**

**M. Bertrand:** M. le Président, au nom du ministre des Affaires culturelles, je voudrais déposer le douzième rapport annuel 1983-1984 de la Commission des biens culturels.

**Le Président:** Rapport déposé. M. le ministre du Travail.

#### **Décret gouvernemental sur la dissolution de deux conseils**

**M. Fréchette:** Oui, M. le Président, je désire déposer le décret gouvernemental concernant la dissolution du Conseil d'information sur les négociations et du Conseil sur le maintien des services de santé et des services sociaux en cas de conflit de travail.

**Le Président:** Document déposé. M. le leader adjoint du gouvernement.

#### **Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille**

**M. Bertrand:** Oui, M. le Président, je voudrais déposer, au nom du ministre des Affaires sociales, le rapport annuel 1983-1984 du Conseil des affaires sociales et de la famille.

**Le Président:** Rapport déposé.

Au dépôt de rapports de commissions, Mme la vice-présidente de la commission de l'aménagement et des équipements.

### **Élection du président de la commission de l'aménagement et des équipements**

**Mme Bacon:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 5 et 21 février 1985 afin de procéder à l'élection du président de la commission, en conformité avec l'article 151 des règles de procédure.

**Le Président:** Rapport déposé.

M. le vice-président de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation. Il n'y est pas. M. le président de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation. Je m'excuse.

### **Vérification des engagements financiers**

**M. Vallières:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 28 février 1985 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre 1984.

**Le Président:** Rapport déposé.

Au dépôt de pétitions, M. le député de Gatineau.

### **Demande de retrait du projet de loi 42 et de modifications à la loi actuelle**

**M. Gratton:** M. le Président, je désire déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 764 pétitionnaires du Comité des travailleurs accidentés de l'Outaouais, invoquant les faits suivants: "Avec le projet de loi 42, le gouvernement élimine la rente à vie pour le déficit physique permanent et la remplace par un montant forfaitaire ridiculement bas. Avec le projet de loi 42, le gouvernement retire complètement le droit à un pourcentage de diminution de capacité de travail, tel que prévu à l'article 38.4 de la loi actuelle. Ce droit accorde une rente mensuelle à vie qui s'ajoute à celle du déficit physique. Et la pétition conclut au retrait du projet de loi 42 et l'adoption immédiate de modifications à la loi actuelle, conformément à nos revendications, soit, 1) la revalorisation des salaires fixant la compensation; 2) le droit au retour au travail et à la réadaptation exempt des restrictions décrites dans le projet de loi; 3) le choix du médecin traitant et le respect de son diagnostic par la CSST; 4) le maintien de l'article 38.4 qui permet d'obtenir une rente à vie pour déficit physique et de capacité de travail; et finalement, 5) le droit d'appel avec audition à deux paliers indépendants de la CSST et le maintien de la Commission des affaires sociales comme dernier palier

d'appel.

**Le Président:** Pétition déposée, ce qui nous mène à la période des questions des députés. M. le député de Laporte.

### **QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS**

#### **Bell Helicopter: le montant de l'investissement et les emplois créés**

**M. Bourbeau:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le 7 octobre 1983, le gouvernement du Québec annonçait en grande pompe sa participation dans le projet d'implantation d'une usine d'hélicoptères par Bell Helicopter à Mirabel. L'investissement devait être de 514 000 000 \$ et comprenait une subvention de 110 000 000 \$ par le gouvernement du Québec, de 165 000 000 \$ par le gouvernement fédéral et, le solde, un investissement de 239 000 000 \$ par la compagnie Bell Helicopter. Ce projet devait créer à Mirabel même au-delà de 2000 emplois et environ 1000 emplois additionnels à la compagnie Pratt & Whitney de Longueuil.

Or, selon des reportages dans les journaux depuis quelques semaines, il semble que le montant devant être investi par Bell Helicopter ne sera pas de 239 000 000 \$, mais plutôt de 88 000 000 \$ américains ou environ 120 000 000 \$ canadiens, et que le nombre d'emplois créés à Mirabel ne serait pas de 2100, mais plutôt de 600. J'aimerais demander au ministre comment il peut expliquer ces divergences.

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Biron:** M. le Président, c'est exact que nous avions à l'époque, d'après les chiffres de Bell Helicopter, annoncé le total de 3000 emplois de retombées directes chez Bell et indirectes chez les fournisseurs de Bell Helicopter qui étaient d'abord 1000 emplois chez Pratt & Whitney et tout près de 1000 emplois aussi chez une foule de nouvelles PME qui seraient tout autour de Bell Helicopter dans la région de Saint-Jérôme. Depuis ce temps, le dossier progresse, pas aussi rapidement qu'on l'avait prévu à cause de toutes sortes de problèmes qui sont arrivés à Bell Helicopter et, en particulier, vis-à-vis des approbations qu'elle devait avoir de l'aviation civile fédérale des États-Unis, mais je peux dire que nous restons quand même persuadés, quant à l'espace de temps que nous avons donné au projet, parce qu'au fond, c'est un projet qui va se matérialiser jusqu'en l'an 2003 et que les chiffres qui ont été fournis par Bell Helicopter étaient pour 20 ans...

**Des voix:** Et nous serons encore au pouvoir.

M. Biron: Vous pouvez rire un peu mais, vous autres, dans le papier du député de Laporte ou dans votre programme, cela prenait 20 ans pour créer 400 000 emplois. Cela fait pas mal de temps, ça.

Les chiffres ont été donnés par la compagnie Bell Helicopter. Cela a été négocié par le gouvernement fédéral qui est maître d'oeuvre de ce dossier. Nos subventions sont en fonction des retombées économiques, donc, du point de vue des retombées économiques et des retombées d'emploi. Il est sûr que si Bell investissait moins d'argent que prévu au départ, les subventions seront diminuées d'autant. Je peux vous assurer qu'à chaque semaine des fonctionnaires du gouvernement du Québec discutent avec des fonctionnaires du gouvernement fédéral qui, eux, en retour, discutent aussi avec l'entreprise Bell Helicopter.

Je peux vous dire qu'au-delà de 60 000 000 \$ sont déjà dépensés par Bell Helicopter au moment où on se parle. Il y a des employés qui sont présentement en entraînement à Dallas ou à Fort Worth, au Texas.

**Le Président:** En conclusion, M. le ministre.

M. Biron: Le dossier progresse un peu plus lentement que prévu mais il progresse quand même dans la direction qui avait été décidée par Bell Helicopter au début.

**Des voix:** Bravo!

M. Bourbeau: Dois-je comprendre de la réponse du ministre qu'il confirme aujourd'hui que l'investissement de Bell Helicopter sera diminué à 120 000 000 \$ et que le nombre d'emplois à Mirabel sera de 600?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Biron:** Non. Je pense que le député de Laporte a mal compris. J'ai dit que jusqu'à maintenant le projet de Bell Helicopter progresse exactement dans la même direction que prévu, avec un peu de retard qui est dû à deux raisons. D'abord l'approbation du nouveau prototype de l'hélicoptère. Deuxièmement, il y a aussi une grève qui a eu lieu chez Bell, à Dallas, et qui a retardé un petit peu les travaux, la recherche et le développement. Mais on progresse exactement dans la même direction, c'est-à-dire avec l'objectif des 3000 emplois qui seraient créés au Québec et avec les mêmes retombées économiques.

**Le Président:** M. le député de Laporte.

**M. Bourbeau:** Au sujet des emplois devant être créés, étant donné la déclaration du ministre en cette Chambre...

**Des voix:** Question!

**M. Bourbeau:** C'est une question. Étant donné la déclaration du ministre en cette Chambre dans le sens qu'à chaque fois que les gouvernements fédéral et provincial investissent des fonds dans le projet, Bell Helicopter investit deux fois plus - déclaration reproduite dans le Journal des débats par le ministre lui-même - comment concilier cette déclaration avec celle du président de Bell Helicopter rapportée dans la Gazette du 9 février à l'effet que les investissements de Bell Helicopter dans le projet totaliseront environ 30% du coût du projet?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Biron:** Je pense qu'entre ce qu'on voit, le mot à mot que vous avez pu lire dans la Gazette, et ce que dit le président de Bell Helicopter, il y a une grande différence. Vous devriez, et je vous encourage, avant de critiquer cette entreprise multinationale qui s'établit au Québec, vérifier directement avec les autorités de Bell Helicopter pour savoir ce qui se passe.

Avant la fin de 1986, à Saint-Jérôme même, il y aura 600 emplois directs chez Bell Helicopter, sans compter les emplois qui seront créés dans les PME autour, et sans compter aussi les emplois qui seront créés chez Pratt & Whitney pour développer le nouveau moteur de ce nouveau type d'hélicoptère. Finalement, je pense que chaque fois que nous allons investir 1 \$, Bell Helicopter investira 2 \$ ou 3 \$ selon ce qui a été négocié d'avance par le gouvernement fédéral et accepté par le gouvernement du Québec.

**Le Président:** M. le député de Laporte,

**M. Bourbeau:** Je reviens sur ce point. Étant donné la déclaration que vient de faire le ministre, que la compagnie va investir 2 \$ ou 3 \$ pour chaque dollar investi par les gouvernements, comment le ministre peut-il concilier cela avec la déclaration de M. Schwalbe, le président de Bell Helicopter, que l'investissement de sa compagnie est de 88 000 000 \$ US ou 120 000 000 \$ CN sur un projet total d'à peu près 400 000 000 \$ ou 500 000 000 \$? Comment le ministre peut-il concilier ces deux déclarations?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Biron:** M. Schwalbe a déclaré que dans une première étape, ce serait cela qui serait fait. Dans le fond, on ne paie pas cette année des subventions pour des investissements qui seront faits dans quatre ou cinq ans. Au fur et à mesure que les investissements sont faits, c'est tant pour cent des travaux d'investissement qui sont faits. Cela a été négocié par vos amis et vos chefs de l'ancien gouvernement fédéral. Nous avons trouvé que dans le fond cela se tenait parce que c'était un investissement au Québec qui était convenable. Au fur et à mesure que Bell Helicopter dépense de l'argent, nous incluons le pourcentage qui a été négocié. Si Bell Helicopter dépense beaucoup moins que prévu, on va donner beaucoup moins d'argent que prévu. C'est essentiel et cela se tient.

**Le Président:** M. le député de Laporte.

**M. Bourbeau:** Dernière question additionnelle. Étant donné le devoir que nous avons d'informer correctement la population et étant donné le fait que le panneau-réclame, la pancarte du gouvernement du Québec a été enlevée sur le site de Mirabel, la pancarte qui promettait 3000 emplois, est-ce que le ministre pourrait nous dire à quel moment les emplois à Mirabel atteindront le total de 2100, tel que promis par le ministre en octobre 1983?

**Le Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Biron:** Les 2000 emplois à Mirabel, ce qui avait été engagé par Bell Helicopter, sont sur la période de production du nouvel hélicoptère. Bien sûr, ça dépend aussi des ventes, etc., mais les chiffres que j'ai vus, avec les approbations que j'ai vues jusqu'à maintenant et ceux qu'il reste encore à obtenir - parce qu'il en reste encore d'autres à obtenir - me laissent croire que Bell Helicopter va livrer la marchandise au point de vue de l'investissement, de la recherche et développement et de la création d'emplois à la fois chez Bell, chez des PME et chez Pratt & Whitney.

**Le Président:** Question principale, M. le député de Portneuf.

#### **Le règlement de placement dans l'industrie de la construction**

**M. Pagé:** Merci, M. le Président. Ma question porte sur le règlement de placement dans l'industrie de la construction lequel a été adopté, comme on se le rappelle, sur proposition de M. Pierre-Marc Johnson, alors ministre du Travail, en 1978, ce règlement qui, comme on le sait, prive des milliers de gens qualifiés de travailler légalement et les

convie à du travail au noir dit illégal et qui prive aussi plus de 4000 jeunes qui ont été formés pour accéder au monde de la construction et qui ne peuvent y accéder compte tenu des dispositions réglementaires qui s'appliquent.

Interrogé le 24 octobre dernier, le ministre du Travail nous répondait ceci à l'Assemblée nationale, au nom du gouvernement: "Si l'avis de l'Office de la construction, et je le dis très clairement, est dans le sens qu'il ne faille pas procéder à des modifications au règlement de placement, le gouvernement prendra ses responsabilités en cette matière. C'est donc le 26 octobre que l'office doit analyser la situation et dès lors que l'avis de l'office m'aura été transmis, nous prendrons les décisions qui s'imposeront." Je termine la citation en vous disant, et c'est toujours le ministre Fréchette du Parti québécois qui parle: "Or, je vais demander..."

**M. Bédard:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**Une voix:** Ça fait mal, hein?

**M. Bédard:** C'est vous autres qui n'avez pas l'air d'aller très très bien d'après ce que je peux voir.

**Le Président:** M. le leader.

**M. Bédard:** Vous faites la même erreur qu'en 1981, vous vous prenez pour le pouvoir avant le temps. Attendez les élections et on verra.

En vertu de l'article 35, un député de l'Assemblée nationale ne peut appeler un ministre ou un député par son nom. M. le Président, je crois avoir raison là-dessus. Il doit employer le nom de ministre du ministère qu'il occupe ou encore prendre le nom du député du comté qu'il représente.

Je voudrais que le député de Portneuf, qui le sait très bien et qui me fait signe que j'ai raison respecte le règlement.

**M. Gratton:** Oui, tout en donnant raison au leader du gouvernement...

**Des voix:** Bravo!

**M. Gratton:** ...je voudrais vous demander, M. le Président, de lui rappeler que le même article 35 qu'il vient de nous citer dit bien au quatrième alinéa qu'il est défendu de s'adresser directement à un autre député, comme il vient de le faire à notre endroit.

**M. Bédard:** M. le Président, il n'y a pas

de problème. Respectez le règlement et on va le respecter.

**Le Président:** Dans cette belle unanimité où tout le monde va respecter le règlement de part et d'autre, M. le député de Portneuf.

**M. Pagé:** M. le Président, je vais revenir à ma question, mais avant, vous me permettez de constater que le leader du gouvernement ne se lève pas pour défendre M. Johnson, mais se lève pour défendre M. Fréchette.

M. Bédard: M. le Président.

**Une voix:** Ils peuvent parler de Bourassa; il n'est pas député.

**M. Bédard:** Je ne sais pas si, depuis un certain temps, les membres de l'Opposition ont une peur morbide de M. Pierre-Marc Johnson, mais on sent qu'ils sentent le besoin d'évoquer le nom de l'individu et non pas le nom du ministère dont il avait la responsabilité. Encore une fois, M. le Président, je demande au député de Portneuf de respecter le règlement.

**Le Président:** En effet, l'article est on ne peut plus clair. Le député qui a la parole ne peut désigner le président ou un député autrement que par son titre. M. le député, en vous conformant à cette disposition que vous connaissez.

**Une voix:** Il est ministre de quoi?

**M. Pagé:** M. le Président, je reviens à ma question en vous disant... M. le Président, pourriez-vous demander au groupe qui s'alarme face aux sondages...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Pagé:** ...face au fait que M. Bourassa dame le pion à M. Pierre-Marc Johnson...

**Le Président:** Nous étions sur le point d'entendre la fin de votre question sur le règlement de placement dans les métiers de la construction, n'est-ce pas, M. le député?

**M. Pagé:** Merci, M. le Président. Je reviens à ma question et c'est toujours le ministre du Travail et député de Sherbrooke qui est assez bien connu qui parle: "Or, je vais demander simplement au député de Portneuf de laisser le processus dont je viens de parler jouer jusqu'à la limite. Et je vous signale qu'avant que nous nous quittions en décembre, il y aura des changements substantiels aux dispositions réglementaires dont on vient de parler." Ma question est la

suivante: Compte tenu qu'aucune modification n'a été apportée au règlement de placement dans le secteur de la construction depuis, est-ce que le ministre du Travail entend s'excuser auprès de ces milliers de travailleurs et, particulièrement, ces milliers de jeunes à la recherche d'un emploi dans un cadre juridique, chez qui vous avez, encore une fois, comme d'habitude, créé de faux espoirs?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Fréchette:** M. le Président, je ne sache pas qu'il soit nécessaire de s'excuser, comme le suggère aimablement le député de Portneuf, parce que ceux qui sont principalement touchés par le sujet qu'il aborde ont compris pourquoi il y a eu le délai dont il vient de faire mention.

M. le Président, je suis toujours étonné d'entendre le député de Portneuf s'acharner à réclamer l'abolition d'une réglementation dont le parti auquel il appartient est à l'origine. C'est le Parti libéral du Québec qui, après 1976, a enclenché le processus du règlement de placement.

Deuxièmement, le député de Portneuf ni personne de sa formation politique n'a encore réussi à faire la preuve qu'en modifiant le règlement de placement on se retrouverait avec de nouveaux emplois dans la construction du jour au lendemain. Personne n'a encore fait cette preuve. (15 h 20)

Troisièmement, voici l'autre considération que je veux soumettre à la réflexion de mes collègues d'en face. Ces jeunes dont tout le monde souhaite l'accès sur le marché du travail dans la construction, qui vont-ils remplacer si cela ne crée pas de nouveaux emplois? Le député de Portneuf devrait réaliser que ce règlement de placement dans l'industrie de la construction est la clause de la sécurité d'emploi pour les gens de la construction.

M. le Président, l'Office de la construction a effectivement fait des propositions quant à des modalités de changement qui pourraient intervenir au règlement de placement. Ces modifications nous ont été soumises il y a quelque six semaines ou à peu près. Il nous faut évaluer les propositions qui ont été soumises avec les recommandations qui ont été faites en commission parlementaire les 6, 7 et 8 août 1984 - le député de Portneuf s'en souvient - les autres recommandations qui ont été faites par les intervenants que nous avons entendus en commission parlementaire.

**Le Président:** En conclusion.

**M. Pagé:** Le ministre du Travail fait référence au nombre d'heures travaillées dans le monde de la construction. Comment

expliquez-vous qu'en 1976, au Québec, on ait travaillé près de 110. 000 000 d'heures dans le secteur de la construction 60 000 000 d'heures en 1983 et probablement 57 000 000 d'heures en 1984? Est-ce dû, premièrement, à l'inaction, l'inactivité du gouvernement au chapitre du développement économique ou, deuxièmement, plutôt au fait que des milliers de travailleurs sont obligés de travailler au noir et de ne pas déclarer leurs heures à cause du fameux règlement de placement? Laquelle des deux raisons?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Fréchette:** M. le Président, le député de Portneuf vient très précisément de faire la démonstration que s'il fallait abolir, comme le souhaite sa formation politique, le règlement de placement, cela ne créerait aucun emploi additionnel, si les heures diminuent dans la proportion dont il nous en parle.

Maintenant, M. le Président, qu'il y ait eu une diminution dans les heures de travail, tout le monde va en convenir. C'est à partir de phénomènes qui sont connus de tous. Rappelons-nous la période des jeux olympiques que vous connaissez très bien, qui a contribué à augmenter considérablement le nombre d'heures dans l'industrie de la construction en 1976 et qui a contribué à augmenter un certain nombre d'autres choses que vous savez aussi.

**M. Garon:** Régis Trudeau. 750 000 \$! 750 000 \$:

**M. Fréchette:** M. le Président, qu'on regarde le phénomène un peu partout ailleurs et on va constater que partout ailleurs au Canada et même en Occident, les heures de travail dans l'industrie de la construction ont considérablement diminué.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, le ministre peut-il nous dire, au moins répondre à la question bien simple suivante: N'est-il pas vrai que c'est bien solennellement en cette Chambre que le ministre avait promis, le 24 octobre, qu'il y aurait des changements substantiels avant le congé de Noël? Comment peut-il faire une telle déclaration solennelle et nous amener à répondre à nos bureaux de comté à des jeunes qui viennent s'informer...

**M. Pagé:** Cela s'en vient!

**M. Levesque (Bonaventure):** "Ne vous inquiétez pas, avons-nous répondu de bonne foi, nous aurons des changements substantiels, le ministre l'a annoncé

solennellement à l'Assemblée nationale avant Noël, ne vous inquiétez pas!"

**M. Pagé:** C'est cela!

**M. Levesque (Bonaventure):** Pourquoi, à ce moment-ci, le ministre ne peut-il pas expliquer à cette Chambre comment il avait décidé à ce moment-là que cela se ferait avant Noël? Sur quoi s'est-il basé pour faire une déclaration aussi solennelle?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Fréchette:** Si le chef de l'Opposition avait fait la citation complète qu'il m'attribue, il aurait en même temps retenu que, au cas où l'Office de la construction du Québec n'allait pas entreprendre l'exercice de suggérer lui-même des modalités d'amendement au règlement de placement, le gouvernement allait prendre les dispositions pour modifier la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction. Je viens de signaler, M. le Président, que l'Office de la construction a effectivement suggéré des propositions d'amendement; cela n'a pas été fait avant la période des fêtes, je n'en disconviens pas; mais ces amendements ont été soumis, adoptés par l'Office de la construction et j'ai indiqué au député de Portneuf tout à l'heure qu'il s'agissait d'un dossier à traiter en même temps qu'il faudra traiter les autres aspects du champ général de la construction qui nous ont été soumis par les intervenants en commission parlementaire au mois d'août dernier.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** Si le ministre veut que nous le citions, n'est-il pas vrai, M. le Président, qu'il ait répondu ceci en cette Chambre: "Or, je vais demander simplement au député de Portneuf de laisser le processus..."

**Le Président:** Il est tout à fait anormal de poser une question de cette manière, vous demandez à un ministre s'il a effectivement dit ce que vous lisez qu'il a dit en Chambre et qui est au Journal des débats, et que n'importe quel député est à même de constater.

**M. Levesque (Bonaventure):** Alors, M. le Président, est-ce qu'il le nie? Est-ce qu'il nie ce que nous citons présentement, alors qu'il disait qu'il y aura des changements substantiels aux dispositions réglementaires dont on vient de parler? C'était clair à ce moment-là. Qui ne pouvait pas croire, à ce moment-là, le ministre du Travail? Pourquoi le ministre du Travail a-t-il fait de telles

déclarations? Le ministre peut-il répondre à cela?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Fréchette:** M. le Président, je croyais effectivement avoir répondu. Le phénomène devant lequel nous nous retrouvons, c'est qu'on n'interprète pas le texte dont parle le chef de l'Opposition de la même façon.

**Des voix:** Ah!

**M. Fréchette:** J'aime mieux garder ma propre interprétation de mes propres termes.

**Une voix:** Comme l'article...

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ai-je compris que le ministre avait reçu, il y a quelque six semaines, des propositions de l'office et qu'attend-il pour les faire connaître? Si ces propositions sont valables, pourquoi ne donne-t-il pas suite aux recommandations?

**Le Président:** M. le ministre du Travail.

**M. Fréchette:** Je croyais aussi, à cet égard, M. le Président, avoir donné une explication raisonnable. Ce que j'ai dit, c'est que le règlement de placement dont on parle actuellement a aussi fait l'objet de discussions à l'intérieur d'une commission parlementaire qui a duré trois jours, au mois d'août dernier, et dont le mandat était très précisément de faire l'évaluation de l'ensemble de la réglementation, de l'ensemble du contenu des lois qui existent dans le secteur de la construction. Cela a été fait, et notre évaluation, c'est qu'en même temps que nous ferons connaître les avenues que nous entendons retenir à la suite de la commission parlementaire du mois d'août, nous allons faire connaître les propositions de l'Office de la construction quant au règlement de placement.

**Une voix:** On ne vous fait plus confiance.

**M. Pagé:** Question additionnelle au premier ministre, s'il vous plaît!

**Le Président:** M. le député de Portneuf.

**Une voix:** Où est-il?

**Une voix:** Il est allé fumer.

**Des voix:** Avis de recherche.

**Une voix:** Avis de recherche, suspension de la Chambre.

**M. Pagé:** Peut-il venir?

**Une voix:** Ou tirer un joint.

**Une voix:** Où est René?

**Une voix:** Surveillez vos verres d'eau, les gars.

**M. Bédard:** On sait que les premières questions sont d'ordinaire réservées au premier ministre. On voudrait poser une question au premier ministre qui est absent temporairement, pour quelques minutes. Dès qu'il reviendra, je pense que le député de Portneuf pourra poser sa question.

**Le Président:** M. le député de Portneuf.

**M. Pagé:** M. le Président, j'étais à poser une question. Nous sommes dans le vif du sujet.

**Une voix:** Voilà!

**M. Pagé:** Le premier ministre est là. On l'inviterait à prendre sa banquette, s'il vous plaît. Oui, Mme la députée de Dorion, vous pourriez exercer votre autorité.

**Le Président:** Posez votre question, mais pour ce qui est de la présidence, je m'en charge.

**M. Pagé:** Merci. M. le Président, ma question additionnelle s'adresse au premier ministre. Cela fait longtemps qu'on parle de modifier le règlement, vous-même, vous vous y êtes engagé. Je ne peux pas demander au ministre à quel moment cela sera fait, de crainte qu'il récidive et qu'il engage le gouvernement de façon erronée et irresponsable. Une question à deux volets, M. le premier ministre. La première: À quel moment les membres de cette Chambre peuvent-ils avoir l'assurance que ce règlement sera modifié pour permettre à ces milliers de jeunes et ces milliers de personnes qualifiés qui doivent travailler illégalement d'accéder au marché du travail?

Deuxièmement, vous avez, les documents, au Conseil des ministres, et vous en avez discuté. Comment pouvez-vous expliquer devant cette Chambre que le député de Prévost, ex-vice-président de la FTQ, ait plus d'autorité que le ministre du Travail au Conseil des ministres?

**Des voix:** Bravo!

(15 h 30)

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Pour ce qui est

du premier volet de la question, pour autant que le député prétende me la poser sérieusement, parce que j'ai écouté à peu près tout ce qui a précédé, je pense que le ministre vous l'a laissé entendre très clairement; il y a beaucoup de partenaires, d'interlocuteurs. Tout le monde ne peut pas marcher au rythme que voudrait le Parti libéral quand on a seulement un rythme d'Opposition à entretenir. La réponse, ce serait qu'il est sûr qu'éventuellement, il sera modifié au moment qui sera jugé opportun par tous ceux qui travaillent dessus. Bon! Et j'avoue humblement qu'il ne faut pas connaître le ministre délégué à l'Emploi et à la Concertation qui est lui-même un homme qui connaît quelque peu mieux et en particulier dans le secteur le plus délicat, le plus douloureux de l'emploi au Québec, c'est-à-dire le secteur privé, et qui est aujourd'hui le ministre que vous nommez... Je pense que si vous vous renseignez un peu sur l'intégrité et la compétence professionnelle à la fois syndicale et comme citoyen aussi du ministre en question, s'il y a un ministre qui est utile en collaborant et non pas en "zigonnant" comme prétend que... qu'il pourrait le faire...

**Des voix:** Ha! Ha!

**M. Lévesque (Taillon):** Je pense que vous m'avez vu venir. J'étais pour dire: En "zigonnant" un peu comme le député de Portneuf. Ce n'est pas son genre.

**Le Président:** Question principale, M. le député de Viau.

#### **Le président du Comité ministériel sur l'emploi des jeunes**

**M. Viau:** Député de Saint-Jacques.

Merci, M. le Président. Le premier ministre fut le premier responsable du Comité ministériel sur l'emploi des jeunes et du Secrétariat de la jeunesse. Il refila ensuite au député de Verchères la responsabilité de ce comité. Malheureusement, le député de Verchères a dû démissionner pour des raisons qui sont encore obscures et surtout pour son impuissance. La responsabilité fut ensuite confiée au président du Conseil du trésor qui, aux yeux de plusieurs, n'avait que le seul mandat d'organiser le souper maintenant mémorable par les déclarations du premier ministre, le souper du 6 février dernier à la salle de bal du Château Frontenac où, curieusement, plusieurs groupes de jeunes n'étaient pas conviés.

Nous sommes témoins d'un nouveau déroulement et d'une nouvelle rebuffade pour le président du Conseil du trésor. La Presse de ce matin nous annonçait que le premier ministre s'apprête à limoger le président du Comité ministériel sur l'emploi des jeunes.

Ma question s'adresse au premier ministre: Est-ce que le premier ministre confirme son intention de limoger le président actuel du comité ministériel sur l'emploi des jeunes et pour quelle raison? Dans l'affirmative, parlant du limogeage de ce président qui est en même temps président du Conseil du trésor, qui a-t-il déterré pour le remplacer et fait-il encore une priorité du sous-emploi chez les jeunes?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Je m'excuse, parce que le député a une très bonne voix un peu comme... C'est curieux. On blâmait le ministre délégué aux Forêts hier. On l'entend de façon très précise. On l'entend même de façon tristement claire, parce que cela manque un peu de recherche. Je ne reprendrai pas l'historique. Cela fait deux jours, M. le Président, qu'on a l'impression qu'ils font flèche de tout bois.

**Une voix:** Ils manquent de questions...

**M. Lévesque (Taillon):** Est-ce que je pourrais terminer ma réponse très rapidement? Donc, je ne répondrai pas à l'historique quelque peu tronqué qu'a fabriqué le député. J'arrive à l'article de la Presse, parce que c'est bien sûr ce qui a inspiré ce brusque sursaut d'intérêt pour le comité ministériel sur l'emploi des jeunes. Ce que la Presse dit malheureusement est coiffé d'un titre qui est démenti par l'article. J'ai eu l'occasion de le dire au journaliste tout à l'heure en conférence de presse, "nouvelle rebuffade, etc." et ensuite...

**Des voix:** ...vous l'avez limogé...

**M. Lévesque (Taillon):** Non, mais je vous jure qu'il y en a quelques-uns et je ne parle pas du député qui vient de parler. Mais si jamais pour le malheur du Québec, vous repreniez le pouvoir, j'en limogerais un paquet, moi! Bon!

M. le Président, si on peut me permettre de terminer, c'est malheureux, je pense que le journaliste lui-même s'est rendu compte qu'il avait enveloppé... C'est malheureux plutôt pour le titre que pour le reste, parce que quand on se donne la peine de lire, il y a des racontars ici, des racontars là, il y a encore des racontars vers la fin. Nous sommes dans une ville qui, quand la session reprend, est particulièrement une ville de rumeurs, n'est-ce pas? Bon! Or, il y a la...

**Des voix:** ...

**M. Lévesque (Taillon):** Or, la très exacte vérité, et j'aimerais bien que le député, puisque cela l'intéresse et c'est



normal - c'est mauvais quand il y a un climat malsain comme ça - au moins écoute, si ses confrères ne veulent pas écouter... Il y a un paragraphe qui dit assez exactement ce qui est arrivé. C'est que le président du Conseil du trésor et moi-même, avant la réunion qu'on a eue au lac Delage, comme cela arrive périodiquement, on a fait le tour de notre jardin, quoi! C'est le président du Conseil du trésor qui, dans une année particulièrement stratégique, on l'admettra, avec des difficultés budgétaires, vous insistez là-dessus, avec la très - enfin, je n'ose pas aller aussi loin - prometteuse possibilité pour l'instant qu'après la réunion qu'on doit avoir encore vendredi, après-demain, à Montréal, avec nos interlocuteurs syndicaux il y ait une suite concrète... Cela pourrait devenir ce deuxième dossier essentiel, que partage avec les comités permanents d'abord et avant tout le président du Conseil du trésor... Je dis bien que cela pourrait devenir un dossier extrêmement, non seulement concret, mais rapidement concret. On touche du bois mais je pense que personne n'espère le contraire.

**Le Président:** En conclusion, M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** À la suite de cela, avec quelque peine, parce qu'il est normal qu'on s'attache à un dossier intéressant comme celui-là, c'est le président du Conseil du trésor lui-même qui a conclu en disant: Je crois qu'il serait mieux que je sois soulagé de ce mandat. Je devrais trouver un remplaçant si je veux remplir convenablement mes deux autres emplois, comme ils se développent. Je pense que c'était très simplement une honnête conclusion de quelqu'un qui se sentait, comme cela arrive, surchargé.

**Le Président:** M. le député de Saint-Jacques.

**M. Viau:** Comme je peux le comprendre, le premier ministre est en complète confusion. D'ailleurs, je dois m'excuser à son égard, pour ce qui est de l'histoire...

**Le Président:** C'est une question complémentaire, M. le député. Pas de préambule, la question, s'il vous plaît.

**M. Viau:** Oui, M. le Président. C'est que j'aimerais savoir si la confusion qui règne dans l'esprit... J'aimerais savoir qui est en charge du comité ministériel. Est-ce que le premier ministre pourrait nous donner un indice clair et précis de qui il entend assigner comme président de ce comité et quel serait le mandat qu'il entendrait donner à ce comité?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Le député peut bien dire confusion. J'avais oublié son mot "déterrer". Je pensais à quelqu'un d'autre qui n'est pas en cette Chambre. Ce n'est pas de ce côté-là qu'on se dirige.

**Une voix:** Voulez-vous dire Mme Lalonde? Non?

**M. Bédard:** Vous le connaissez.

**M. Lévesque (Taillon):** Si vous voulez poser une question là-dessus, je suis prêt à la prendre, mais comme question principale.

Donc, on n'a détéré personne pour l'instant. Il y a un certain nombre de ministres qui participent tout simplement. Très souvent, c'est un surcroît de travail pour tous, comme cela l'a été pour le président du Conseil du trésor. Très souvent, il faut que ce soient des réunions hebdomadaires, bihebdomadaires, à 8 h 30 du matin. Ce que, pour mon humble part, j'apprécie moins que les réunions plus tard dans la journée.

Il y a une présidence transitoire qui va être assumée par l'un ou l'autre des ministres présents pendant qu'une certaine réorganisation va devoir se faire pour accélérer les choses. Vous serez avertis en temps et lieu, MM. de l'Opposition, et en particulier le jeune et prometteur député de Saint-Jacques, bien sûr.

**M. Bédard:** C'est ça.

**Le Président:** Dernière complémentaire, M. le député de Saint-Jacques.

**M. Viau:** Si j'ai bien compris le premier ministre, il n'entend déterrer personne pour assumer la présidence de ce comité-là, mais d'implanter quelqu'un à ce poste qui semble...

**Le Président:** M. le député, je vous ai rappelé tantôt les règles de la période des questions. Si vous insistez à ne pas les suivre, je vais passer à la question suivante.

**M. Viau:** J'aimerais demander au premier ministre si ce comité entend, entre autres, garder comme objectif du gouvernement de faire durer la discrimination chez les jeunes prestataires de l'aide sociale.

**Le Président:** M. le premier ministre.

**Des voix:** Ah! Ah!

**M. Lévesque (Taillon):** Je croirais comprendre que c'est une demi-question principale, au moins, M. le Président. Je laisse cela à votre réflexion.

**Une voix:** Ce n'est pas une question additionnelle, ça.

M. Bédard: M. le Président, question de règlement.

**Le Président:** Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Bédard: Je ne nie pas l'importance de la question qui vient d'être ajoutée par le député de Saint-Jacques, mais je crois très sincèrement, à la lecture de notre règlement, selon l'esprit de notre règlement, que ce serait plutôt une autre question principale plutôt qu'une question complémentaire.

**Le Président:** M. le leader de l'Opposition.

**M. Gratton:** Il me semble que quand on parle du comité en question on parle de tout ce qui touche les jeunes et, notamment, du sort des jeunes qui sont prestataires de l'aide sociale. La question du député de Saint-Jacques est tout à fait conforme au règlement, selon moi.  
(15 h 40)

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Bédard:** En vertu de l'article 34. Je ne veux pas argumenter plus qu'il ne le faut, je l'ai dit, je crois que la question du député de Saint-Jacques et personne ne l'empêche de la poser, sauf que nous en sommes seulement sur la forme: je crois que c'est plutôt une question principale, selon l'esprit de notre règlement. Si nous ne respectons pas notre règlement, M. le Président, quand on abordera un sujet, on en viendra au raisonnement du leader de l'Opposition: pouvoir parler de n'importe quel aspect de la situation.

**Le Président:** Une seconde. La question est effectivement quelque peu étirée par rapport à la question principale. Je ne nie pas qu'il y ait un rapport de cause à effet entre les deux, mais si on pose une question au ministre responsable des jeunes et qu'à partir de là tous les sujets sont permis, si on accepte que la question du député de Saint-Jacques est une question complémentaire... Effectivement, il me semble davantage qu'elle doit faire l'objet d'une question principale. À moins que vous ayez encore une complémentaire, M. le député?

**M. Viau:** J'aimerais que le premier ministre nous indique quel sera le mandat de ce comité ministériel sur l'emploi. Dans ce mandat, est-ce que le président pourrait continuer à faire durer la discrimination faite aux jeunes de moins de 30 ans par l'aide sociale?

**Le Président:** Je reconnais que la première partie de la question complémentaire que vient de poser le député de Saint-Jacques, il l'avait en fait posée tantôt sur le mandat du comité; cela me paraît tout à fait dans l'ordre. M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Je pourrais répondre. Il y a un mandat, je pourrais l'apporter, mais il est en voie, jusqu'à un certain point, de transformation justement pour accélérer les choses et pour essayer de travailler plus concrètement sur les problèmes pressants et, entre autres, le problème que peut évoquer le député. S'il veut, à un moment donné, poser une question principale là-dessus, Seigneur, on pourra entrer dans plus de détails.

Tout ce que je peux dire, c'est que le mandat sera très précisément axé, dans ce que devine confusément le député, semble-t-il, de plus en plus clairement - en plus de l'année internationale qui est déjà engagée et qui doit quand même avoir ses projets - et même cette année, vers des choses concrètes qui vont déborder l'année internationale, une année - Dieu sait, surtout quand on est jeune, ce n'est pas la fin du monde, loin de là - qui puisse se prolonger. Je crois que d'ici à quelque temps, on sera en mesure de répondre non seulement à des questions, mais de donner à peu près l'ensemble de ce qu'on pourrait développer. Je ne pose pas de date fixe, mais sûrement pendant les mois actifs de l'année internationale qui est là. Bon.

**Le Président:** Question principale, M. le député de Mille-Îles.

#### **Projet de construction d'une écluse à la centrale hydroélectrique de la rivière des Prairies**

**M. Champagne:** Merci beaucoup, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Le comté de Mille-Îles est bordé par la rivière des Mille-Îles et la rivière des Prairies. Ces deux rivières étaient jadis peut-être les plus polluées du Québec, mais elles seront bientôt assainies grâce au programme d'assainissement des eaux du gouvernement du Québec.

Afin que les citoyens puissent vraiment en jouir à nouveau, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a-t-il l'intention de donner suite à la demande des citoyens de mon comté, de la ville de Laval et de la Communauté urbaine de Montréal pour qu'une écluse soit construite sur le site de la centrale hydroélectrique de la rivière des Prairies?

**Le Président:** M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

**M. Brassard:** À la question du député de Mille-Îles, la réponse est oui.

**Des voix:** Bravo!

**M. Brassard:** Je suis certain, M. le Président, que je viens de prendre par surprise l'Opposition.

**Des voix:** Ah! Ah! Ah!

**M. Brassard:** C'est oui, parce que cette écluse constitue un élément essentiel du parc national de l'Archipel. C'est un élément qui est intégré au parc national de l'Archipel et qui va évidemment permettre la libre circulation entre l'est et l'ouest sur la rivière des Prairies.

L'une des vocations dominantes que l'on a assignées à la rivière des Prairies dans le cadre du parc national de l'Archipel, c'est justement la navigation de plaisance. Pour que cette navigation puisse se faire, il faut évidemment lever l'obstacle du barrage et, par conséquent, construire une écluse afin d'y permettre la libre circulation. Cela va se faire, cela fait partie du programme du parc national de l'Archipel.

**Des voix:** Très bien!

**M. Champagne:** Question additionnelle.

Le Président: En complémentaire, M. le député de Mille-Îles.

**M. Champagne:** Je voudrais savoir de la part du ministre s'il a des plans précis et un échéancier de réalisation au sujet de cette écluse et pour l'aménagement de la rivière.

**Le Président:** M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

**M. Brassard:** Je pourrais difficilement donner des dates, M. le Président. Une chose est certaine, c'est qu'il faut évidemment procéder par étapes dans ce dossier-là. La première étape c'est la confection des plans et devis. Après discussion avec Hydro-Québec, celle-ci a accepté, via ses services techniques, de préparer les plans et devis pour l'écluse et d'assumer également la maîtrise d'oeuvre. On a obtenu l'accord d'Hydro-Québec à cet effet. Donc, dans les semaines qui suivent on devrait amorcer la préparation, la confection des plans et devis et Hydro-Québec accepte la maîtrise d'oeuvre.

Pour ce qui est du financement ou du partage des coûts, on va également entamer des discussions avec les intervenants, les partenaires intéressés, en particulier les municipalités riveraines. Bien sûr, Laval qui a d'ailleurs manifesté beaucoup de bonne volonté dans ce dossier-là en fait partie et

est disposée à participer au financement. On devra avoir également des discussions avec le gouvernement fédéral parce que lors de la dernière élection fédérale toute récente, plusieurs des candidats qui sont maintenant des députés, qui appartiennent au parti au pouvoir actuellement au fédéral, se sont engagés formellement sur ce dossier-là. Par conséquent, on discutera également avec le fédéral pour que ce dernier participe au financement de l'écluse.

**Le Président:** Mme la députée de Chomedey, en complémentaire.

**Mme Bacon:** M. le Président, puisqu'il faut procéder par question à une complémentaire, est-ce que le ministre est conscient qu'il n'a jamais répondu à ma question du mois de décembre? Est-il aussi conscient que le député de Mille-Îles a déjà annoncé à l'Office du développement du tourisme et des congrès de Laval qu'une somme de 5 500 000 \$ est disponible?

**Le Président:** M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

**M. Brassard:** Si on veut parler de disponibilité il est exact de dire que dans le cadre du parc national de l'Archipel nous avons prévu, dans le plan quinquennal de réalisation du parc de l'Archipel, 4 500 000 \$ comme participation du gouvernement du Québec au financement de l'écluse, le reste devant être la contribution obtenue par les municipalités riveraines intéressées et le gouvernement fédéral.

Quelle était votre autre question?

**Une voix:** Le mois de décembre.

**M. Brassard:** Ah oui! justement. La question du mois de décembre. Une lettre a suivi d'ailleurs, j'ai la réponse et je vous la donnerai après la période, des questions.

**Le Président:** En complémentaire, Mme la députée de Chomedey.

**Mme Bacon:** Dernière question. Est-ce ce qu'on appelle de l'efficacité?

**Des voix:** Oui. Oui.

**Une voix:** Bravo!

**Le Président:** Question complémentaire, M. le député de Bourassa!

**M. Laplante:** Merci M. le Président. Ayant eu à travailler à ce dossier-là avec le député de Mille-Îles...

**Une voix:** Question.

**M. Laplante:** J'aimerais savoir si vous avez eu une offre de la ville de Montréal-Nord pour participer aussi à la construction de l'écluse?

**Le Président:** M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

**M. Brassard:** Actuellement, c'est surtout Laval qui a manifesté son intention de participer au financement. Nous avons l'intention, bien sûr, via le comité de fonctionnaires qui s'occupe du parc national de l'Archipel, d'aborder et d'entamer des discussions avec toutes les municipalités riveraines, y compris aussi la Communauté urbaine de Montréal.

**Le Président:** Fin de la période des questions.

Aux avis touchant les travaux des commissions.

M. le leader du gouvernement.

**M. de Bellefeuille:** M. le Président...

**Le Président:** Oui, M. le député de Deux-Montagnes.

**M. de Bellefeuille:** Est-ce que cela a vraiment duré 45 minutes?

**Le Président:** Bien comptées. La période des questions se terminait... À l'ordre! À l'ordre! À l'ordre!

**M. de Bellefeuille:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Président:** Oui, M. le député de Deux-Montagnes.  
(15 h 50)

**M. de Bellefeuille:** Chacun connaît votre générosité, M. le Président. Elle s'est manifestée, aujourd'hui, lors des questions complémentaires ou additionnelles, ce qui a eu pour effet que notre groupe n'a pas pu poser de question. Cela ne me paraît pas conforme à l'esprit dans lequel la présidence doit tenir compte de la présence des députés indépendants en cette Chambre.

**Le Président:** M. le député de Deux-Montagnes, je me permets de vous rappeler que les députés indépendants, quelle que soit la manière dont ils se regroupent entre eux, ne constituent pas un groupe au sens où le règlement de l'Assemblée nationale l'entend. Par conséquent, ils n'ont pas collectivement droit aux privilèges qui vont de pair avec la reconnaissance d'un groupe parlementaire tel que prévu par le règlement de l'Assemblée nationale et par la Loi sur l'Assemblée nationale.

Cela dit, je reconnais que je dois faire en sorte de protéger votre droit de parole

tout en protégeant aussi le droit de parole des autres députés. Mais c'est en pesant le tout dans la balance que, sur un certain nombre de périodes de questions, on doit évaluer si oui ou non le droit de parole de l'ensemble des députés a été protégé en cette Chambre. Je ne peux vous assurer à l'avance qu'automatiquement, chaque jour, un des vôtres, si je peux m'exprimer ainsi, aura automatiquement droit à une question principale. Cela peut, en effet, dépendre du nombre de questions complémentaires. Il est exact que je suis permissif, si on peut utiliser l'expression, quant aux questions complémentaires. Mais cela me semble une bonne façon d'aller au fond des choses.

**M. Bisaillon:** M. le Président, est-ce que je peux me permettre de vous apporter quand même quelques commentaires sur cette période de questions? Vous avez souligné que l'objectif d'une période de questions, et nous l'avons tous inscrit dans notre règlement, est d'interroger le gouvernement. Est-ce que je peux vous faire remarquer que, de façon régulière, vous accordez à chaque séance une question aux membres du groupe ministériel et que, bien souvent, les questions posées feraient beaucoup plus l'objet d'une déclaration ministérielle ce qui, à ce moment-là, donnerait à l'Opposition la possibilité de répliquer, ce qui n'est pas permis avec le fonctionnement de la période de questions? Des questions plantées pour lesquelles le ministre a déjà les réponses pourraient faire l'objet d'une déclaration ministérielle. Cela permettrait à ceux qui veulent vraiment poser des questions au gouvernement de pouvoir le faire.

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** M. le député, la raison pour laquelle le groupe ministériel qui est un groupe parlementaire reconnu a droit au moins à une question par période de questions, de manière générale, encore que ce ne soit pas là, non plus, un absolu - si on fait le relevé des périodes de questions, on constatera qu'il y a eu des périodes de questions où le groupe parlementaire ministériel n'a pas eu de question principale - mais je vous renvoie à une décision d'un de mes prédécesseurs au moment où la période de questions a été prolongée de 30 à 45 minutes et où, effectivement, cette notion d'une question aux ministériels, sans que ce soit là, non plus, systématique et absolu, a été en quelque sorte introduite dans nos règles de fonctionnement ou, en tout cas, dans la jurisprudence de l'Assemblée nationale.

Quant à la nature des questions posées par les députés ministériels, je veux bien reconnaître avec vous que, dans certains cas, cela pourrait tout autant faire l'objet d'une

déclaration ministérielle. Mais vous conviendrez avec moi que ce n'est pas à moi d'en décider et que je ne peux savoir à l'avance quelle est la nature de la question qu'un député va poser à un ministre du gouvernement.

Nous sommes maintenant rendus aux avis touchant les travaux des commissions. M. le leader du gouvernement.

M. Bédard: M. le Président, je croyais qu'il y avait une motion sans préavis.

**Le Président:** En effet, j'ai escamoté les motions sans préavis. Je m'en excuse. M. le député de Richmond.

#### Voeux au journal La Tribune

##### M. Yvon Vallières

**M. Vallières:** Merci, M. le Président. Je voudrais, en effet, faire motion afin qu'à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation du journal La Tribune, cette Assemblée adresse ses meilleurs voeux à l'équipe actuelle de ce journal et à tous ceux et celles qui ont contribué à faire un succès de cette entreprise. Est-ce que nous pouvons en débattre, M. le Président?

**Le Président:** Il y a en effet consentement, mais si les caucus parallèles peuvent se tenir à l'extérieur de l'Assemblée, les débats de l'Assemblée pourront continuer dans la quiétude et le calme. M. le député de Richmond, vous avez la parole.

**M. Vallières:** Merci, M. le Président. J'aimerais, au nom du Parti libéral du Québec, souligner le 75<sup>e</sup> anniversaire de fondation du quotidien La Tribune, de Sherbrooke, fondé le 21 février 1910 par le sénateur Jacob Nicol.

En effet, cette année, le quotidien sherbrookoise, en célébrant son 75<sup>e</sup> anniversaire, souligne un phénomène unique en ce sens que ce journal a consolidé le phénomène de la presse régionale au Québec. Aussi, cet événement témoigne de la vitalité de notre presse quotidienne régionale qui, au Québec, s'est imposée contre vents et marées. Le phénomène de la presse régionale québécoise se doit d'être d'autant plus souligné qu'elle doit affronter une vive compétition, une vive concurrence en raison du développement et de la consolidation en périphérie de la presse dite nationale qui dessert déjà la presque totalité du territoire québécois.

C'est ainsi que les quotidiens régionaux ont traditionnellement dû relever un défi énorme, qui tient précisément de la spécificité de leur vocation et de la particularité de leur marché, comme le soulignait d'ailleurs M. Pierre Boulet dans un article du Soleil en février dernier. Ces défis consistent

à couvrir des régions immenses, souvent morcelées, constituées de petites agglomérations et sous-régions qui partagent rarement les mêmes intérêts et les mêmes préoccupations.

L'histoire de la Tribune de Sherbrooke est également intéressante à retracer parce qu'elle constitue un média d'information non pas complémentaire par rapport aux quotidiens du Québec et de Montréal, mais avec une vocation particulière articulée autour d'une dynamique fondée sur l'information locale et régionale. Cette vocation ne l'empêche toutefois pas de dresser quotidiennement un portrait fidèle et informatif des débats d'ordre national.

Comme d'autres médias écrits d'information, la Tribune est dotée d'un équipement technologique de pointe et constitue en fait un autre défi que ses dirigeants ont su relever dans la mesure où les résultats sont aujourd'hui quantifiables avec un tirage stable de plus de 40 000 exemplaires par jour. Le taux de pénétration dans la grande agglomération de Sherbrooke dépasse les 75%. Cet hommage ne saurait oublier la trentaine de journalistes et la quinzaine de correspondants en périphérie qui composent la salle de rédaction, de même que tout le personnel de soutien de cette entreprise. Des observateurs soulignent d'ailleurs que le climat des relations du travail au sein de l'entreprise ferait aujourd'hui l'envie de n'importe quel quotidien.

Ce climat de relations du travail est peut-être perceptible à travers une administration défendue avec rigueur, fondée au coin de l'éthique professionnelle. J'adresse donc mes hommages également à M. Yvon Dubé, directeur général depuis 1965 et président depuis 1968 ainsi qu'à M. Jean Vigneault, rédacteur en chef et directeur de la rédaction. Nous rendons également cet hommage sous forme de souhait à l'endroit de l'ensemble des presses dites régionales qui, comme le quotidien La Tribune, ont de nombreux obstacles à franchir avant de consolider leurs acquis en région et dans leur localité. Traditionnellement le gouvernement du Québec a soutenu les médias communautaires. Souhaitons que les formes d'aide puissent, à l'avenir, non seulement s'inscrire dans la continuité mais également augmenter en fonction des besoins que devra relever la presse régionale dans son ensemble.

C'est donc avec un plaisir particulier que ma formation politique offre à ses employés, à ses cadres, à ceux et celles qui les ont précédés dans cette entreprise nos plus sincères félicitations dans cette année particulière pour la Tribune de Sherbrooke en leur souhaitant une longue vie et une poursuite de leur dynamique dans la région de l'Estrie. Nous leur souhaitons un vif succès dans toutes leurs entreprises, qu'il

s'agisse de consolidation ou d'expansion, de manière que rayonnent leur travail et leurs efforts en vue d'informer de façon adéquate le public dans toute la région de l'Estrie et que le taux de pénétration atteigne un jour, souhaitons-le, 100% de la population. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président:** M. le ministre du Travail, député de Sherbrooke.

**M. Raynald Fréchette**

**M. Fréchette:** Oui, M. le Président. Permettez que je prenne quelques minutes pour m'associer au député de Richmond et souligner avec lui le 75e anniversaire de fondation du journal La Tribune de Sherbrooke. C'est effectivement le 21 février 1910 qu'était publié le premier numéro du journal La Tribune qui était à cette époque, comme on l'a dit aussi, dirigé par son propriétaire, M. le sénateur Jacob Nicol. (16 heures)

Je m'associe également à tous les commentaires du député de Richmond. Il est évident que je partage entièrement l'appréciation qu'il a transmise à l'équipe de la Tribune. Il nous faut signaler, il me semble, M. le Président, qu'à travers ces 75 années, il y a eu, autant de la part des propriétaires de l'entreprise que des travailleurs qui y ont oeuvré, un travail acharné, un travail de tous les jours dans le milieu estrien. Et on va tous s'entendre, je pense, pour arriver à une première conclusion, c'est que voilà une entreprise, en Estrie et à Sherbrooke particulièrement, qui a, de toute évidence, et depuis le tout début de son existence, très sérieusement pris son rôle au sérieux.

Dans le cas qui nous occupe, c'est toute l'information, l'information locale, l'information régionale, l'information nationale qui s'est révélée la source de motivation de ces différentes équipes qui se sont entièrement et totalement consacrées au service d'une région qui est celle de l'Estrie. L'occasion, il me semble, M. le Président, est fort bien choisie pour saluer l'effort constant qui a été déployé par ces différentes équipes à travers les 75 années de vie du journal La Tribune.

On va également s'entendre, M. le Président, pour dire que, dans un milieu aussi particulier que celui de l'information, la conscience professionnelle a dominé les annales de ce journal quotidien et, à cet égard, le passé est assurément garant de l'avenir. Il faut dire - M. le Président, ce sera ma conclusion - que l'implication du journal La Tribune dans son milieu a permis à toute une région de vibrer au fil des événements qui ont marqué son histoire depuis ces 75 ans. Que l'on ait été d'accord ou que l'on n'ait pas été d'accord, à un moment donné ou à un autre, avec son

contenu, la Tribune n'a laissé personne indifférent à travers son histoire. Ce journal a suscité des mouvements de concertation. Il a suscité des mouvements de controverse. Il a commenté des moments historiques, mais il a surtout rapporté fidèlement les événements locaux et régionaux depuis sa fondation, ce qui me paraît être le rôle premier d'un quotidien dit régional.

Je veux simplement rappeler deux événements majeurs récents en Estrie qui ont été traités par le journal La Tribune de telle façon que l'intérêt de l'ensemble de la région a été suscité et conservé à travers ses dossiers. Je veux simplement vous révéler, M. le Président, à la "couverture" par le journal La Tribune du sommet socio-économique de la région de l'Estrie. Pendant les trois jours qu'a duré l'événement, le journal a très fidèlement rapporté ce qui s'y passait, ce qui s'y disait et a ainsi permis à l'ensemble de la région de l'Estrie de prendre conscience de la nécessité de cette concertation régionale pour, comme le disait l'éditeur en chef du journal, aller à la découverte d'une voie nouvelle. Plus récemment, plus près de nous, M. le Président, il faut aussi saluer la façon professionnelle avec laquelle ce même journal a traité, traite encore et traitera sans doute du dossier Domtar de façon à faire valoir les intérêts de la région et à conserver l'intérêt de la région vis-à-vis de ce dossier.

Pour tous ces motifs et pour plusieurs autres sur lesquels il n'est sans doute pas utile d'insister ici, c'est évident que je souscris sans aucune réserve à la motion du député de Richmond.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Deux-Montagnes.

**M. Pierre de Bellefeuille**

M. de Bellefeuille: Merci, M. le Président. Je suis heureux de prendre la parole dans ce bref débat pour féliciter la Tribune, tous les journalistes de la Tribune, les propriétaires de la Tribune, tous ceux qui font partie de son administration, de ses services d'impression et de distribution à l'occasion de ce 75e anniversaire. La Tribune est une institution importante au Québec, non seulement parce qu'elle existe depuis 75 ans, mais parce qu'elle est le principal reflet de la vie dans une des régions importantes du Québec. Cet anniversaire nous rappelle la figure colorée du sénateur Jacob Nicol que j'ai eu l'avantage de rencontrer autrefois à quelques reprises, quand j'étais un jeune journaliste, et qui savait inspirer chez les jeunes journalistes l'ardeur au métier, le goût d'aller fouiller les dossiers difficiles et en ce sens, le sénateur Nicol appartient à une lignée de grands patrons de la presse dont on ne trouve peut-être pas aujourd'hui en

nombre suffisant de représentants aussi vigoureux qu'était le sénateur Jacob Nicol.

Ce débat nous permet, M. le Président, de constater une fois de plus l'importance de la presse dans notre société, l'importance de la presse qui informe la population. Soyons humbles, admettons aussi que la presse est peut être le principal instrument pour nous informer, nous, parlementaires. Si nous et nos chercheurs n'avions pas les journaux chaque jour pour nous renseigner sur les multiples questions d'actualité, nous serions paralysés et les débats dans ce parlement seraient beaucoup plus pauvres qu'ils ne le sont.

Le ministre du Travail qui vient d'intervenir a souligné avec raison que dans le dossier Domtar qui touche cette région dont la Tribune est le principal mode d'expression, la Tribune a joué un rôle particulièrement remarquable, non seulement pour informer la population de la région, mais aussi pour soutenir les intérêts de cette population, intérêts qui sont menacés par une décision arbitraire et absolument inacceptable de ce gouvernement central dont nous trouvons les amis sur les banquettes ministérielles en cette Chambre. Le ministre du Travail a eu bien raison de signaler le rôle joué par la Tribune et j'ajoute que je voudrais bien, moi, voir le gouvernement lui-même jouer un rôle aussi vigoureux à la défense des intérêts des travailleurs de la Domtar et à la défense des intérêts économiques de la région de l'Estrie, parce que nous assistons malheureusement à une situation dans laquelle le gouvernement manifeste une très grande mollesse à propos de ce dossier de la Domtar, ce qui n'est pas le cas de la Tribune. La Tribune, elle, se tient debout. Elle soutient les intérêts de la population de cette importante région du Québec et elle a droit à toutes nos félicitations. Merci, M. le Président.

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Mme la députée de Johnson.

**Mme Juneau:** Merci.

**Des voix:** ...

**Le Vice-Président** (M. Rancourt): S'il vous plaît! Mme la députée de Johnson m'a interpellé. S'il vous plaît! Mme la députée de Johnson.

**Mme Juneau:** Merci, M. le Président.

M. Doyon: M. le Président, question de règlement.

**Le Vice-Président** (M. Rancourt): Question de règlement, M. le député de Louis-Hébert.

M. Doyon: Oui, M. le Président. J'ai

manifesté après le ministre du Travail mon intention d'intervenir sur la motion. Vous m'avez fait signe que le député de Deux-Montagnes était le prochain intervenant. Selon la règle de l'alternance, qui est une règle bien établie et qui est respectée depuis longtemps à l'intérieur de cette enceinte, je voudrais que vous m'accordiez le droit de parole qui me revient en tant que porte-parole de l'Opposition dans le domaine des communications. Je pense que de cette façon, la députée de Johnson pourra intervenir en temps et lieu, après que j'aurai eu l'occasion de dire quelques mots.

**Mme Juneau:** Il me fait plaisir de laisser la parole à M. le...

**Le Vice-Président** (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît! Quant à la question... S'il vous plaît! Puisque Mme la députée de Johnson vous cède son droit que j'avais, quant à moi, reconnu, je vous donne donc la parole, M. le député de Louis-Hébert.

**M. Doyon:** Merci, M. le Président. Je veux remercier la députée de Johnson d'aider la présidence et de permettre au porte-parole de l'Opposition de dire quelques mots à l'occasion...

**Le Vice-Président** (M. Rancourt): S'il vous plaît, M. le député de Louis-Hébert. Vous interprétez ma décision. Mme la députée de Johnson, que j'avais reconnue, vous a cédé son droit de parole. Donc, je vous donne votre droit de parole et vous pouvez intervenir sur la motion.  
(16 h 10)

**M. Réjean Doyon**

**M. Doyon:** M. le Président, je me réjouis que la députée de Johnson me permette d'intervenir au moment où je souhaitais le faire...

**Une voix:** Selon les règlements.

**Des voix:** Ah!

**M. Doyon:** ...selon les règles de procédure qui sont celles de cette Assemblée.

Le 75<sup>e</sup> anniversaire de la Tribune de Sherbrooke est un événement important aux niveaux local et régional. La presse écrite joue un rôle particulier très important à l'intérieur de tout le domaine des communications au Québec. La presse écrite a une niche spéciale. C'est grâce à des entreprises dynamiques, à des gens dévoués comme ceux qui, quotidiennement, voient à la rédaction, à la distribution, à la préparation du journal La Tribune que la

liberté d'information et la liberté d'expression sont en bonne santé au Québec. On sait que les médias écrits font face à une concurrence et à une compétition considérables de la part des médias électroniques. La Tribune a su, au cours des 75 ans de son existence, préserver la place qui lui revient. On peut difficilement concevoir l'Estrie, toute la région de Sherbrooke, sans la présence quotidienne dans les kiosques à journaux, dans les foyers, du journal La Tribune. C'est le meilleur signe de la vitalité de ce journal. C'est là qu'on reconnaît l'importance d'un média semblable.

On a mentionné le rôle que joue un journal comme la Tribune dans le cas de dossiers extrêmement importants comme celui de Domtar. On sait que, très souvent, les hommes politiques peuvent être tentés de faire des accommodements pour des raisons purement électoralistes, pour des raisons partisans qui ne sont pas à l'avantage de la population. Grâce à la vigilance d'un quotidien comme la Tribune, qui défend véritablement la population et qui oblige les représentants de la population à prendre des positions fermes et à les maintenir pour faire valoir des points de vue essentiels, il est nécessaire que la Tribune continue d'exister, que la Tribune continue de jouer son rôle, qu'elle le fasse d'une façon active et efficace. Je souhaite que les 75 ans qu'a vécus la Tribune soient suivis de 75 autres années de prospérité et de service à la population.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Mme la députée de Johnson.

**Mme Carmen Juneau**

**Mme Juneau:** Merci, M. le Président. Une toute petite intervention simplement pour vous dire avec quelle fierté, nous, les gens de la région de l'Estrie, célébrons avec les journalistes, avec tout le personnel du journal La Tribune, son 75e anniversaire. Nous, les gens élus, peut-être plus que d'autres, sommes conscients de ce que peut faire un média d'information et la Tribune joue parfaitement bien son rôle dans toute la région de l'Estrie.

Que vous soyez une personne aimant la finance, les sports ou l'actualité quotidienne, il y a de tout dans le journal La Tribune et pour tous les goûts. Le professionnalisme avec lequel le personnel de la Tribune fait son travail quotidiennement est un grand bienfait pour la région de l'Estrie.

Plusieurs personnes avant moi ont parlé du fameux dossier Domtar. Peut-être qu'encore là, plus que d'autres dans le comté de Johnson, étant donné que le dossier Domtar est à Windsor, je remercie plus

précisément le journaliste qui est intervenu continuellement pour aider les travailleurs de toute la région de l'Estrie, et c'est Michel Morin. Je rends hommage à Michel, non seulement pour son travail sur le dossier, mais pour le professionnalisme avec lequel il fait son travail, sans pour cela oublier tous les autres journalistes, qui font un excellent travail. Je tiens à remercier et à féliciter tout le personnel du journal La Tribune et leur souhaiter encore une bonne continuité. Merci beaucoup.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député d'Orford.

**M. Georges Vaillancourt**

**M. Vaillancourt:** Je m'en voudrais de ne pas appuyer la motion, comme la députée de Johnson, étant un représentant dans cette Chambre de la région que couvre le journal La Tribune. La motion du député de Richmond, qui souligne le 75e anniversaire du journal La Tribune de Sherbrooke, nous donne l'occasion de faire connaître notre appréciation à notre journal, notre quotidien qui renseigne très bien la population de l'Estrie.

Pour ma part, j'estime - et je pense bien que tout le monde sera de mon avis - que la Tribune est un journal impartial. Il arrive assez souvent qu'on nous dise des choses que nous n'aimons pas, mais je pense bien que c'est son rôle. Il doit nous fouetter un peu, comme on dit, nous, les hommes publics, et c'est normal. Je tiens à féliciter tout le personnel et principalement le président, M. Yvon Dubé, qui est un citoyen de Coaticook qui sait très bien faire prospérer le journal La Tribune de Sherbrooke. Je lui souhaite encore longue vie!

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Sur cette motion, j'aurais, si vous me le permettez, deux mots à ajouter comme représentant de la région de Sherbrooke. Je désire simplement vous dire que je m'associe à tous mes collègues. Point d'autre, pour ne pas prendre plus de temps qu'il ne le faut.

Est-ce que cette motion du député de Richmond est adoptée?

**M. Léonard:** Vote enregistré, s'il vous plaît.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Y a-t-il cinq députés qui le demandent?

**Des voix:** Oui.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Nous allons donc demander...



M. Blouin: M. le Président...

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Blouin**: ...est-ce qu'on pourrait reporter ce vote à la fin de la période des affaires courantes demain, s'il vous plaît?

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: Vote reporté, d'accord. Il y aura vote demain, après la période des questions.

**M. Blouin**: M. le Président, je vais maintenant...

**Des voix**: ...consentement...

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: S'il vous plaît! Le leader adjoint peut décider que le vote soit reporté. Les avis.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

**M. Blouin**: M. le Président...

**Une voix**: ...un bulldozer...

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: S'il vous plaît!

**M. Blouin**: ...maintenant, de 16 h 20 jusqu'à 18 heures, à la salle 81, la commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et procédera à des consultations particulières.

À la salle 91, toujours aux mêmes heures, la commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Le jeudi 14 mars, demain, de 10 heures à 13 heures, à la salle 81, la commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique, et procédera à des consultations particulières.

De 10 heures à 12 h 30, à la salle 91, la commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: Renseignements sur les travaux de l'Assemblée? Aux affaires du jour, M. le leader adjoint.

**M. Blouin**: Aux affaires du jour, ce n'est pas à moi à parler puisqu'il s'agit de l'après-midi de l'Opposition.

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: M. le leader de l'Opposition.

**M. Gratton**: Oui, M. le Président. Je vous prierais d'appeler l'article 22 du feuillet au nom du député de Vaudreuil-Soulanges, s'il vous plaît.

#### **Motion proposant que l'Assemblée déplore que le gouvernement défavorise l'établissement d'un climat propice à l'investissement et à l'emploi**

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: Cette affaire inscrite au feuillet se lit comme suit: "Que l'Assemblée nationale déplore vivement que le gouvernement du Parti québécois, par son refus d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et celui des entreprises et d'implanter des mesures fiscales plus incitatrices, défavorise l'établissement d'un climat propice à l'investissement et à l'emploi".

Je crois qu'un partage du temps a été négocié. Vous me permettrez de donner les renseignements sur le partage du temps qu'on vient de me remettre à l'instant: 46 minutes pour le Parti libéral du Québec, 46 minutes pour le Parti québécois et 8 minutes pour les indépendants.

**Une voix**: Pourriez-vous répéter, s'il vous plaît?

Le **Vice-Président (M. Rancourt)**: Je vais répéter: 46 minutes pour le Parti libéral du Québec, 46 minutes pour le Parti québécois et 8 minutes pour les indépendants. M. le député de Vaudreuil-Soulanges.

#### **M. Daniel Johnson**

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges)**: Merci, M. le Président. Vous n'avez jamais si bien dit en lisant la motion inscrite au nom de l'Opposition officielle "qui déplore vivement que le gouvernement du Parti québécois, par son refus d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et celui des entreprises et d'implanter des mesures fiscales plus incitatrices, défavorise l'établissement d'un climat propice à l'investissement et à l'emploi." (16 h 20)

Pourquoi parler de fiscalité à ce moment-ci, en marge du développement économique, de l'emploi et de l'investissement? Parce que, très clairement, la politique fiscale d'un gouvernement, la façon dont il choisit de lever les impôts, les contribuables qu'il isole, qu'il identifie comme étant ceux qui devront payer et combien ils devront payer est au coeur même du développement économique d'une société. C'est un symbole de l'attitude du gouvernement à l'endroit des créateurs

d'emplois. C'est également une mesure de la performance d'un gouvernement quant à l'incitation, son rôle premier d'inciter les gens à investir, à développer, à bâtir, à faire progresser une société en créant des emplois, en donnant du travail durable et rémunérateur à ses citoyens.

Nous prétendons que le gouvernement a refusé d'alléger le fardeau fiscal des Québécois, qu'il s'agisse des particuliers ou des entreprises. Nous savons de quoi nous parlons. La seule diminution de taxe que le ministre des Finances actuel a cru bon de pointer du doigt ces derniers temps a été la diminution de 266 000 000 \$ que les états financiers présentés avant Noël montraient au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers; 266 000 000 \$ qui sont devenus un manque à gagner de 400 000 000 \$ au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers que retire le gouvernement du Québec.

Je suis sûr que depuis cette déclaration le ministre des Finances s'est aperçu qu'il y avait une énorme différence entre une diminution d'impôt, c'est-à-dire une augmentation des exemptions, une indexation complète, à titre d'exemple, des exemptions ou des échelles d'impôt, une réduction des taux d'imposition. Il y a une différence entre ces éléments qui constituent un allègement de la fiscalité d'une part et un manque à gagner de 400 000 000 \$, que nous connaissons pour les neuf premiers mois de l'année 1984-1985, attribuable au fait que moins de gens travaillent, que les gens qui travaillent au Québec ont moins de revenus, que les salaires ne sont pas aussi élevés qu'on le souhaiterait. Grosse différence qu'un manque à gagner de 400 000 000 \$, qui tient à l'état lamentable de l'économie, compte tenu des politiques, notamment des politiques fiscales du gouvernement. Grosse différence, donc, entre ce manque à gagner et un véritable allègement d'impôt.

Regardons donc la performance du gouvernement à l'égard de l'impôt sur les particuliers payé par les Québécois depuis quelques années en regard, ce n'est que juste, de ce qui se passait lors de la dernière administration d'un gouvernement du Parti libéral du Québec. Les chiffres qui datent du milieu, trois quarts de l'an dernier, mis à date couvrent, les années 1970 à 1983-1984 et démontrent - c'est un des tableaux que j'ai déjà évoqués en cette Chambre lors d'un discours sur le budget - que la portion que doivent payer les Québécois en impôt, compte tenu de leur revenu personnel, a augmenté depuis que le PQ est au pouvoir. C'est une réalité chiffrée, c'est un constat auquel on ne peut pas échapper. Pour chaque 100 \$ gagnés, les Québécois paient aujourd'hui plus qu'ils ne payaient en 1976.

Comment peut-on venir prétendre qu'on a allégé les impôts dans de telles circonstances? Personnellement je ne

comprends pas, M. le Président, sauf qu'on a toujours choisi l'autre côté, et le livre blanc en est truffé, des tableaux qui prétendent montrer la réduction de l'écart qui existerait entre le Québec et l'Ontario à l'égard du fardeau fiscal des particuliers. Réduction au titre même de l'impôt sur les particuliers? Je veux bien, pour l'instant, n'isoler que ce facteur, mais les particuliers paient toutes sortes d'impôts à part l'impôt sur le revenu. Il y a des impôts indirects de toutes sortes qui frappent les particuliers dans leurs activités: taxe de vente, taxe sur l'essence. Il y a également des impôts qui pèsent sur les entreprises, mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce en parlera plus tard, qui sont nécessairement répercutés chez les consommateurs que nous sommes tous.

Si une entreprise, dans ses coûts de production, a des impôts plus élevés qu'autrement, elle répercute dans ses prix aux consommateurs cette charge additionnelle que le gouvernement du Québec, depuis huit ans, a choisi de lui imposer.

J'ajoute, par ailleurs, qu'il ne faut pas ignorer, lorsqu'on veut faire un tour complet de l'analyse de ce dossier, que l'accroissement du déficit, les dettes encourues d'année en année, ne sont essentiellement que des impôts reportés. Tous les ans, nous avons à payer l'intérêt sur ces emprunts. C'est donc une dépense additionnelle. Il faut, évidemment, des revenus additionnels - c'est ce que le gouvernement du Québec a fait - par la bande, oui, par des taxes indirectes plutôt que l'impôt sur le revenu des particuliers. On verra tout à l'heure qui sont les gens les plus affectés et comment ils le sont par cette façon de faire qu'a employée le gouvernement du Parti québécois depuis son arrivée au pouvoir.

Donc, la dette est également un fardeau différé, car on devra théoriquement, si on veut réduire la dette publique un jour, ne serait-ce que progressivement, s'assurer qu'on fera des remboursements. Les indices qu'on a à notre disposition montrent, lorsqu'on tient compte du déficit, ces taxes différées qu'on devra payer un jour. Lorsqu'on regarde les chiffres, on voit tout de suite que le Québec, ces dernières années, constituait une administration où près de 40% d'effort fiscal additionnel était demandé aux citoyens comparativement au fardeau fiscal que les Ontariens doivent assumer. C'est dans ce domaine de la comparaison avec nos voisins qu'il faut véritablement regarder si le gouvernement du Québec a diminué les impôts des Québécois et a ainsi créé des incitations véritables à la création d'emplois.

Une autre source à laquelle on peut s'alimenter pour illustrer ce que le gouvernement a fait depuis quelques années, c'est le livre blanc. À la page 94 du livre blanc, à

l'attention du ministre...

**Une voix:** Il ne l'a pas vu.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** ...on indique les taux marginaux maximaux. Quels sont les taux maximaux d'impôt sur le revenu des particuliers que nous devons payer au Québec et quel est l'effet véritable sur les gens à haut revenu - c'est entendu - quel est l'effet véritable des choix idéologiques, des choix fiscaux qu'a faits le gouvernement du Québec pour la création et l'incitation à la création d'emplois et à l'investissement à l'endroit de cette clientèle qu'une société doit s'évertuer à encourager pour qu'elle entraîne vers le haut, vers des emplois, vers du travail rémunérateur, l'ensemble de la société?

Je ne veux pas m'étendre plus longuement que pour souligner que, pour les gens qui paient les plus hauts taux d'impôts au Québec depuis quelques années, ces gens ne réussissent à conserver que 0,30 \$, 0,31 \$ ou 0,32 \$ de chaque dollar additionnel de revenu qu'ils peuvent avoir. On en est rendu depuis la réforme fiscale fédérale, depuis le budget MacEachen de 1982 - c'est une certaine amélioration - à environ 0,40 \$ pour chaque dollar qui est conservé dans les poches de ceux qui paient les plus hauts taux d'impôt, alors qu'en Ontario, c'est 0,50 \$, soit 25% de plus. L'effort est récompensé en Ontario. L'investisseur est récompensé en Ontario. Le créateur d'emplois en Ontario bénéficie d'un système fiscal qui fait en sorte qu'il peut conserver, pas nécessairement pour lui mais pour des fins de réinvestissements, entre autres, une plus large part des revenus que son travail, ses investissements, la création d'emplois dont il est responsable peuvent lui apporter. Prétendre alors qu'on ne se soucie que des gens à haut revenu serait nettement exagéré. On sait pertinemment... Je réfère toujours le ministre à son livre blanc ou à celui de son prédécesseur qui se promène sur la place publique, aujourd'hui, avec de grands mea culpa. Je réfère quand même le ministre actuel des Finances au résumé du livre blanc sur la fiscalité des particuliers, notamment aux pages 12 et 13. Il constatera que les courbes d'impôts relatives entre les particuliers au Québec et en Ontario montrent que c'est à compter de 15 000 \$ de revenu qu'un célibataire au Québec paie plus d'impôt qu'en Ontario au titre de l'impôt sur le revenu. Ce ne sont pas des gens à haut revenu, 15 000 \$. C'est quoi? 6,50 \$, 7 \$ l'heure. On n'est pas en train de parler des présidents de multinationales que, de toute façon, les gens du gouvernement ne semblent pas trop apprécier même s'ils créent des emplois.

(16 h 30)

Dans le cas des gens mariés ayant deux

enfants, on parle d'un niveau de rémunération de 24 000 \$ ou 25 000 \$. C'est à ce niveau qu'au Québec on commence à payer plus d'impôt sur le revenu qu'en Ontario. Encore là, cela ne m'apparaît pas que de me soucier, de faire en sorte qu'une formation politique se soucie alors comment on peut aider les gens qui font 200 000 \$. On parle de 25 000 \$ de revenus de gens, de cadres très intermédiaires, des gens qui ont des postes où il y a une certaine responsabilité, où on doit mettre beaucoup d'heures et qui s'évertuent à contribuer à construire l'économie du Québec.

Il est évident, et c'est le corollaire, que sous 15 000 \$ pour les célibataires, à moins de 25 000 \$ pour les gens mariés avec ou sans enfants, les gens au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers au Québec paient moins qu'en Ontario. Tout le monde le reconnaît. Sauf que j'ai souligné il y a quelques instants que l'impôt sur le revenu des particuliers n'est pas la seule façon dont le gouvernement va chercher des revenus. La taxe sur l'essence est une autre façon de le faire et cela touche qui? parce que tout le monde paie le même prix pour chaque litre d'essence. Cela touche plus durement les gens dont le revenu personnel est plus bas. La même chose au titre de l'impôt sur la vente au détail.

Il est évident qu'au même titre, comme consommateurs, les gens à revenus moins élevés sont obligés de payer le même prix pour les mêmes denrées que tous les autres citoyens, des denrées, des produits qui viennent, qui sont manufacturés ou distribués par des entreprises qui, elles, connaissent un fardeau fiscal beaucoup plus élevé qu'autrefois à cause, encore une fois, des politiques du gouvernement du Parti québécois. Leurs coûts augmentant, elles transportent aux consommateurs ces obligations de payer plus cher. Le consommateur à revenus personnels plus bas est plus durement touché comme consommateur que ceux qui ont les revenus plus élevés. C'est donc évident que la fiscalité est au coeur même de l'économie.

J'en voudrais, M. le Président, pour vous illustrer son importance, une citation. Je cite: "Il faut voir la fiscalité non plus comme un fait isolé dans l'économie mais comme étant au coeur de l'économie. Nous sommes dans une économie concurrentielle", disait le conférencier, qui continue: "Si nos biens sont entachés par une fiscalité qui, elle, ne serait pas concurrentielle, par voie de conséquence, ce que nous exporterons deviendra de moins en moins concurrentiel." La source, je lis, M. le Président: Le ministre Yves Duhaime, 11 janvier 1985.

Le diagnostic a bien été posé. Les solutions n'ont pas été adoptées. Nous sommes dans un monde d'interdépendance économique. Nous devons au Québec être

concurrentiels. Une des façons de le devenir, c'est d'avoir une fiscalité qui, elle, est concurrentielle. Les chiffres que j'ai avancés tout à l'heure démontrent très clairement que le gouvernement du Québec a refusé d'alléger la fiscalité des particuliers et des entreprises, ce qui n'incite pas les gens à investir au Québec, à demeurer au Québec.

On a invoqué, l'autre côté, toutes sortes d'arguties pour prétendre que les gens à revenus élevés bénéficiaient, finalement, d'un fardeau raisonnable avec un régime d'épargne-actions ici, avec des allocations d'autres choses dans d'autres endroits, mais qu'est-ce qu'on a vraiment à l'esprit lorsqu'on parle de la concurrence, de l'encouragement et de l'incitation à l'investissement et, donc, à la création d'emplois? On en parle comme s'il s'agissait d'une épreuve sportive. On doit avoir des gens formés et entraînés. Les créateurs d'emplois au Québec sont formés et entraînés. Une génération complète, des dizaines de milliers de Québécois n'attendent que le moment de continuer à bâtir, à exporter, à vendre nos produits, nos biens, nos services. Mais cela se passe, une fois encore, comme dans le sport. Il faut un climat, il faut des encouragements, il faut des spectateurs qui applaudissent, il faut un gouvernement qui appuie. Un gouvernement qui appuie est un gouvernement qui comprendrait comment fonctionne l'économie. À quoi répandent les créateurs d'emplois du secteur privé? De quel genre d'encouragement ont-ils besoin et de quelle sorte d'outils ont-ils besoin? Comme dans le sport, le skieur qui a des skis tout croches, le patineur sans patins ne peuvent pas réaliser de bonnes performances. Les outils, ce sont des taux d'impôt raisonnables, ce sont des taux d'impôt qui rejoignent ceux de nos concurrents avec lesquels nous nous mesurons sur la scène nord-américaine, c'est l'abolition d'impôt où nous sommes les seuls encore à avoir le pas, grâce au PQ, sur les droits de succession, qui font fuir les gens, qui font voter les gens avec leurs pieds. Ils déménagent pour sauver, quant à eux, le fruit de leur travail qu'ils aimeraient transmettre à la génération qui les suit et qui attend de prendre le relais, pour se sentir encouragés par un gouvernement qui aurait démontré qu'il comprenait l'économie, ce qui n'est vraiment pas le cas, pour se sentir encouragés par la façon dont un gouvernement donne l'exemple en ne gaspillant pas les taxes que, déjà, il perçoit. C'est de tout cela dont il s'agit.

On ne demande pas, demain matin, de réduire les impôts à néant - c'est absurde - mais à un niveau comparable à celui de nos voisins. On demande, premièrement, que le gouvernement dépense correctement les impôts qu'il vient déjà chercher dans les poches de la population. Les exemples

foisonnent sur la façon dont le gouvernement du Québec ne répond même pas à cette attente, la première attente des contribuables, et mon collègue d'Outremont se fera fort de le démontrer dans quelques instants.

À ce titre, quant à l'effort fiscal que les Québécois ont dû consentir depuis quelques années, détérioration! L'effort fiscal, compte tenu du déficit de l'administration financière, détérioration! Les taux marginaux d'impôt, détérioration! C'est une détérioration de la politique fiscale du gouvernement, ce sont des mauvais choix, de mauvais objectifs et cela amène, M. le Président, une détérioration de l'économie, cela amène la détérioration de la situation de l'emploi et les seuls responsables sont ceux qui sont là depuis neuf ans, ce n'est certainement pas nous de ce côté-ci. Nos objectifs sont clairs. Ils sont formulés à la lumière de la concurrence à laquelle nous devons nous mesurer. C'est pour ces raisons que nous déplorons vivement les politiques du gouvernement du Parti québécois.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le ministre des Finances.

**Une voix:** Bravo!

M. Yves Duhaime

M. Duhaime: M. le Président, comme tous ceux qui viennent d'entendre le député de Vaudreuil-Soulanges, nous allons tous rester sur notre appétit. J'aurais pensé que le député de l'Opposition allait donner de plus amples détails pour ce qui est de la fiscalité et de la dette publique, à la suite du congrès plénier, je crois, du Parti libéral qui a eu lieu tout récemment, mais c'est le silence là-dessus. Je ne sais pas s'il a eu un mot d'ordre. J'aurai l'occasion d'y revenir, M. le Président.

D'abord, je voudrais apporter une clarification. Je voudrais tout simplement lire un extrait de la synthèse des opérations financières du deuxième trimestre, en date du 30 septembre 1984, puisqu'on fait état d'une chute dans les revenus autonomes. Je voudrais dire au député de Vaudreuil-Soulanges que... et je vais lire le texte. "L'impôt sur le revenu des particuliers est réduit de 266 000 000 \$. Cette baisse s'explique principalement par des remboursements plus élevés et des soldes d'impôt à payer inférieurs pour l'année d'imposition 1983, les contribuables ayant davantage eu recours aux déductions et exemptions permises par l'actuel système d'imposition." C'est donc dire que c'est à cause d'une fiscalité généreuse pour une grande partie que le revenu des particuliers est réduit de 266 000 000 \$.

(16 h 40)

C'était au 30 septembre 1984. Je voudrais tout de suite en venir à la synthèse des opérations du gouvernement pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 1984. C'est vrai qu'il y a une chute dans l'impôt sur le revenu des particuliers pour une raison très simple, non pas à cause de la situation de l'emploi, mais, essentiellement, à la cause de la décélération ou encore du ralentissement de la croissance de la masse salariale et je dois dire que je regrette qu'on ait écrit dans au moins un journal qu'il y avait là un trou qui pouvait donner 617 000 000 \$. Si on va à la page 4 et à la page 5 de la synthèse au 31 décembre 1984, on va se rendre compte qu'il y a une diminution non pas de 400 000 000 \$ mais, globalement, de 381 000 000 \$. Par ailleurs, il y a une augmentation des transferts fédéraux de 236 000 000 \$. Le député comprend très bien, comme moi, le fonctionnement de cette espèce de monte-charge à deux paliers. Lorsque les revenus autonomes du Québec augmentent, qu'est-ce qui produit? Les revenus autonomes montent, les transferts fédéraux diminuent. Si on ramène cela au point zéro, lorsque les revenus autonomes du Québec diminuent, qu'est-ce qui arrive? Les transferts fédéraux augmentent. C'est ce qui s'est produit au 31 décembre et cela donne un manque à gagner de 145 000 000 \$ au chapitre des revenus. C'est à la page 5.

Il me semble, M. le Président, qu'on n'a pas besoin d'être de très longues années au collège pour comprendre que si les revenus ont chuté de 145 000 000 \$ et que les dépenses ont diminué de 145 000 000 \$, cela s'annule. À la page 4 de la synthèse des opérations, c'est ce que vous retrouvez. Les dépenses étaient prévues à 25 640 000 000 \$. Elles seront de 25 495 000 000 \$. Nous avons diminué les dépenses de 145 000 000 \$, ce qui veut dire que le manque à gagner est compensé exactement par une diminution des dépenses. Ce qui veut dire qu'au 31 décembre, dans la synthèse qui est déposée, il y a trois bonnes nouvelles. Le déficit prévu au budget, qui était de 3 175 000 000 \$, est sous contrôle. Les dépenses sont moindres que prévu de 145 000 000 \$ et, également, les besoins financiers nets qui étaient prévus à 2 100 000 000 \$ sont ramenés à 2 020 000 000 \$, donc, une diminution de 80 000 000 \$.

S'il faut constater aujourd'hui que nous travaillons avec un déficit d'une hauteur qui n'a pas encore commencé à donner le vertige, mais qui commence à être passablement lourd, il faut bien comprendre aussi que nous avons dû traverser une crise économique sans précédent. Le député en face peut bien sourire, mais j'ai eu l'occasion, comme ministre de l'Énergie et des Ressources, de rencontrer des

investisseurs dans le secteur des mines, dans le secteur des terres et forêts, dans le secteur de l'énergie et je vous assure, M. le Président, que ce n'est pas facile de convaincre un groupe d'hommes d'affaires ou une entreprise de faire un investissement quand le retour sur tel investissement pourrait venir sur une période de dix, quinze ou vingt ans, alors qu'au moment où on s'en parlait les taux d'intérêt étaient... J'ai vu des niveaux jusqu'à 22,5%. C'est là la conséquence d'une politique monétaire qui a créé de toutes pièces le désinvestissement. Je n'ai pas entendu notre collègue de Vaudreuil-Soulanges en faire grand état tout à l'heure. Probablement que ce sont les grandes alliances libérales monétaires qui ont inspiré son long silence là-dessus, mais il faut bien reconnaître une chose. C'est que nous nous retrouvons au sortir d'une des pires "secousses sismiques" sur le plan de l'économie. On avait l'occasion, tout récemment, de faire le point sur les performances de l'économie du Québec en 1984. J'aurai l'occasion de revenir là-dessus, mais avant d'aller à la performance de l'économie, je voudrais revenir sur le sujet qu'abordait tantôt le député.

Les libéraux nous disent aujourd'hui: Nous, quand nous serons au gouvernement, la fiscalité des entreprises et la fiscalité des particuliers redeviendront concurrentielles, laissant entendre que lorsqu'ils étaient là, de 1970 à 1976 - cela fait sept ans, hélas, bien comptés - les choses étaient autrement. M. Bourassa se promène aujourd'hui en disant: Regardez comme j'ai changé. Je suis un homme neuf, nouveau, transformé.

Qu'en était-il lorsque nous sommes arrivés au gouvernement à l'automne 1976? J'ai les chiffres pour l'année 1977, autrement dit dans l'élan du dernier budget qui avait été déposé par M. Garneau, je crois, qui était ministre des Finances à l'époque. Quelle était la différence en 1977? Quel était l'écart au désavantage du Québec, sur le plan de l'impôt des particuliers? En 1977, 20,1% de plus d'impôt au Québec. On s'est dit: Cela n'a pas de bon sens. Il faut réduire cet écart et rendre la fiscalité des particuliers plus concurrentielle. Cela a été l'effort que le gouvernement a fait de façon systématique depuis 1977. Vous avez l'air étonné, M. le député? Eh bien, vous les contredirez ces chiffres-là!

En 1978, l'écart a été ramené à 16%. En 1979, nouvelle réduction, 14,1%. En 1980, l'écart était ramené à moins de 10%, soit 9,5%. En 1981, 8,4%. Je parle toujours de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'écart en faveur de l'Ontario. Arrive la crise économique...

**Une voix:** En Ontario aussi.

**M. Duhaime:** En Ontario aussi, bien sûr.

L'écart est monté à 15,3%. En 1983, on ramène à 10%. En 1984, on ramène à 9%. Je parle toujours des particuliers. Donc, 9% d'écart en 1984 par rapport à 20% et plus quand le gouvernement dirigé par Robert Bourassa était là.

**Une voix:** Et il n'y avait pas de crise économique à ce moment-là.

**M. Duhaime:** Qu'en était-il au sujet des entreprises? Là-dessus, on va faire...

**Une voix:** Ce n'est pas vrai.

**M. Duhaime:** Comment, ce n'est pas vrai? M. le Président, est-ce que vous pourriez demander à mon honorable ami et distingué collègue de se la boucler et de pouvoir ensuite prendre son droit de parole? Je lui promets que je l'écouterai, peu importe ce qu'il dira.

Sur le plan des entreprises, la différence en défaveur du Québec, et je l'admets, est de 4,8% en 1984. On s'en va vers 3% en 1985. Maintenant, si on prenait la moyenne des particuliers et des entreprises puisque, si j'ai bien lu votre motion, vous dites: "Refus d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et celui des entreprises". Ce que je suis en train de vous démontrer, non pas avec un élan généreux dans une envolée oratoire digne d'une commission ou d'un atelier du Parti libéral, mais avec des chiffres, c'est que nous avons amélioré la "concurrentialité" sur le plan fiscal tant pour les entreprises que pour les particuliers. Que donne la moyenne? Particuliers et entreprises, en 1977, l'écart en faveur de l'Ontario était de 14,1%; en 1978, 11,2 %; en 1979, 8,6%; en 1980, 6,9%; en 1981, 8,1%; en 1982, 15,4%; ensuite, on ramène à 9,7%; en 1984, on se retrouve à 7,8% au total.

J'admets qu'il y a un écart. Mais le député de Vaudreuil-Soulanges aurait peut-être pu nous expliquer s'il est vrai ou non que le coût de la vie est beaucoup moindre ici au Québec, à Montréal, par rapport à Toronto, Ottawa, Winnipeg, Vancouver. Vous avez tous ces chiffres dans le livre blanc. La seule ville où le coût de la vie est inférieur à celui de Montréal est Edmonton. Je vois que vous opinez du bonnet pour dire oui. Vous êtes donc d'accord pour dire qu'il coûte moins cher pour vivre à Montréal que partout ailleurs dans une métropole de population égale, sauf à Edmonton. Vous n'en parlez pas souvent. Je l'ai dit l'autre jour aux gens du Conseil du patronat. Au lieu de venir nous casser les pieds avec l'écart fiscal de l'impôt sur le revenu des particuliers tout simplement et de vous promener ensuite sur toute la planète pour dire: Ne venez pas investir au Québec parce que cela coûte beaucoup trop cher d'impôt, vous devriez

faire vos classes et faire tous vos devoirs, c'est-à-dire comparer le fardeau fiscal global du Québec et de l'Ontario.  
(16 h 50)

Un chef d'entreprise qui gagne 50 000 \$ ou 60 000 \$ par année, qui a deux enfants au collège ou à l'université, cela coûte plus cher en Ontario. Les frais de scolarité coûtent tellement cher en Ontario qu'à votre dernier congrès, qu'est-ce que les jeunes vous ont dit? Ils ont dit: N'allez surtout pas toucher aux frais de scolarité à la veille d'une élection. J'ai vu cela à la télévision et j'ai trouvé cela extraordinaire. Cela veut dire quoi? Cela coûte moins cher pour étudier les sciences d'administration, le droit, la médecine, l'ingénierie, etc. au Québec que partout ailleurs. Pas seulement en Ontario, je dirais à travers tout le Canada. Je ne parlerai pas des États-Unis, c'est presque prohibitif. Vous n'en parlez pas de cela, vous ne dites jamais au monde: Au Québec, on dépense 600 \$ par tête de pipe pour nos services de santé et pour les services d'éducation. C'est parce qu'il y a des qualités supérieures, il y a des services en plus grande quantité. Je comprends donc!

Quand vous me parlez de la fiscalité des entreprises, vous parlez de la taxe sur le capital au Québec, vous parlez de la taxe sur la masse salariale mais, bon Dieu, vous ne parlez jamais de la taxe sur les profits! Jamais! Quelle est la réalité? L'impôt sur les sociétés et corporations, les entreprises publiques, l'impôt sur les profits, 5,5% au Québec. Combien en Ontario? 15%, 14%. Les entreprises privées non cotées en Bourse à 200 000 \$ de revenu, quel est leur taux d'imposition au Québec? 3%. En Ontario? 10%. On ne vous entend pas faire des discours là-dessus.

Vous nous parlez du paradis fiscal ontarien. Mon Dieu Seigneur, une entreprise privée qui excède 200 000 \$ de profit au Québec, 5,5%; en Ontario, le double, 10%. Autrement dit, pour quelqu'un qui est dans les affaires et qui fait de l'argent avec une entreprise, qui fait des profits, le meilleur endroit pour s'installer, c'est ici. Il va payer moins d'impôt sur les profits. Vous raisonnez complètement à l'envers, c'est complètement ridicule, M. le Président.

On dit en plus: Parce que ce gouvernement a refusé d'alléger le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises, c'est le marasme! Les investissements, ça ne marche pas. On dirait que vous vivez sur une autre planète. En 1984, qu'est-ce qui s'est produit? Le niveau des investissements globaux publics et privés au Québec a atteint 15 000 000 000 \$. Cela commence à faire pas mal d'argent, 15 000 000 000 \$. Nommez-moi une année des sept ans de Robert Bourassa, en dollars constants, où il a atteint 15 000 000 000 \$. Trouvez-en une!

Les investissements privés, incluant

l'habitation, 9 400 000 000 \$. Les investissements privés sans l'habitation, 6 500 000 000 \$. La tendance pour 1985 est là, on s'en va vers 16 500 000 000 \$ d'investissement. La croissance du produit intérieur brut au Québec est un bon indicateur de la performance d'une économie, environ 4,9%; en chiffres arrondis, 5%. Dans l'ensemble canadien, 4,5%. C'est plus fort ici, c'est plus vigoureux ici. Cela veut dire quoi? Dans l'ensemble du Canada, dans l'ensemble canadien, le pourcentage de l'augmentation des immobilisations totales, donc privées et publiques, est de combien? 1,2%. Cela ne vous a sûrement pas échappé. Combien au Québec? 9,5%. Et si la tendance se maintient, on va faire mieux encore l'an prochain.

Vous dites, dans votre motion, qu'on n'a pas voulu implanter de mesures fiscales incitatives à l'investissement. Nommez-moi un coin du monde où il existe un régime d'épargne-actions. C'en est une incitation à l'investissement!

**Une voix:** Oui, c'est vrai!

M. Duhaime: Le programme Corvée-habitation, c'en est une mesure incitative à l'investissement. Soit dit en passant, M. le Président, le programme Corvée-habitation, qu'est-ce que cela a donné en 1984? Moi, si j'étais libéral, j'irais faire un discours là-dessus dans une chambre de commerce. Qu'est-ce que cela a donné? 41 000 unités de logement mises en chantier, la plus grande performance que le Québec n'a jamais connue dans toute l'histoire de la construction résidentielle. On ne vous a pas entendus parler de cela. Peut-être que M. le député, qui me regarde d'un oeil malin, va s'attaquer à ce problème. Vous devriez le regarder.

Quand j'examine les investissements dans le secteur des immobilisations manufacturières, la part du Québec dans l'ensemble canadien qui était de 17,8% en 1981 est montée à 31,4% en 1984. Quand on regarde du côté des exportations, le Parti libéral est au moins quatre ans en retard lorsqu'il parle de s'occuper du commerce extérieur. Depuis le mont Sainte-Anne, on a mis au point un plan de relance, on a créé de toutes pièces un ministère du Commerce extérieur et on y travaille. Je ne dis pas que tout le mérite revient à mon collègue, le ministre du Commerce extérieur, mais il donne un coup de pouce. La performance de l'économie est là et elle se traduit. On est rendu à 12 800 000 000 \$. J'ai les chiffres pour les neuf premiers mois de 1984: augmentation de 16%. Dans le secteur de l'énergie, toute une série de programmes, de mesures incitatives. Le programme tarifaire d'Hydro-Québec, les politiques pour implanter les alumineries, cela a donné des résultats. Il

y en a trois en chantier à l'heure même où les libéraux font des reproches au gouvernement. Reynolds, Baie-Comeau, Alcan, Laterrière, Pechiney à Bécancour. On dirait que vous ne sortez pas de vos villages. Ça n'a pas de bon sens. Allez-y voir ces chantiers-là.

La politique de rabais temporaire: 200 entreprises y ont participé pour des investissements de 1 200 000 000 \$. Vous n'êtes pas trop jasants là-dessus. Je trouve ça décevant.

Dans le secteur de l'agriculture, M. le Président, qu'est-ce qui s'est passé? Les investissements ont augmenté de 6,1% en 1984 pour atteindre un niveau sans précédent de 700 000 000 \$ et les revenus bruts des agriculteurs ont franchi pour la première fois le cap des 3 000 000 000 \$. Et les libéraux vont venir nous dire que ça ne marche pas?

Il y a peut-être l'emploi. Le niveau du chômage au Québec est inacceptable. Les libéraux ont constaté qu'il était inacceptable, comme nous. Qu'est-ce qu'ils ont dit? Un gouvernement libéral s'engage à créer 80 000 emplois par année. Je dois vous féliciter. C'est probablement M. Bourassa qui s'est occupé de ça lui-même parce que j'ai trouvé que son député de Laporte, M. Bourbeau, dans le Devoir du 5 décembre 1984, après avoir dit que les policiers étaient trop payés, que les professeurs sont mieux payés qu'en Ontario, etc., annonçait 500 000 nouveaux emplois, un programme de 20 ans. Quant à être à long terme, allons-y! 20 ans! Savez-vous que ça fait 25 000 jobs par année?

J'ai hâte d'entendre le député de Laporte tantôt. Je le voyais prendre des notes. Probablement qu'il est en train de préparer son discours.

Les libéraux nous disent: ça prend 80 000 emplois pendant cinq ans. Combien de nouveaux emplois ont été créés en 1984? Combien? Méthode Bourassa, méthode Parizeau, prenez celle que vous voudrez, le résultat est de 80 000 nouveaux emplois. Et notre rythme de récupération des emplois perdus pendant la crise économique... Ah! ça fait mal, hein? Laissez-moi parler. On est rendu, M. le Président, qu'on entend n'importe quoi à l'Assemblée nationale, cela n'a aucun sens.

Quel est le taux de chômage au Québec à l'heure actuelle? Il est trop haut: 11,8%. Quel est le taux de chômage au Canada? 11%. N'est-ce pas, c'est bien ça? En février, on a récupéré 12 000 emplois. Allez-vous me faire croire, vous autres, qui êtes des hommes et des femmes présumément intelligents et intelligentes, que vous vous réunissez en congrès et vous venez de décider - ce bout-là m'a frappé - d'augmenter le PIB de 4% après une discussion d'une demi-heure en atelier. Je n'en reviens pas encore. C'est dans votre programme en plus. Ce qu'on a dit, c'est

qu'on n'accepte pas ce niveau de chômage mais plutôt que d'aller faire croire à nos jeunes qu'ils vont rester confortablement à l'aide sociale et que vous allez tenter d'acheter leurs votes en essayant de leur faire croire que vous allez augmenter les prestations d'aide sociale aux jeunes - je dis que vous êtes des hypocrites du premier jusqu'au dernier - ce que nous avons fait, nous, nous avons dit à notre jeunesse au Québec: Il y a de l'avenir. Il y a de l'espoir chez nous. Qu'est-ce qu'on a fait? On a dit: d'abord, c'est l'année de la jeunesse, on va essayer de voir si on ne peut pas intégrer ces jeunes-là dans le monde du travail. Ma collègue, Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre me donnait les chiffres ce matin en date du 8 mars 1985. Vous savez, M. le Président, quand on a lancé ces trois programmes: travaux communautaires, retour à l'école et apprentissage en emploi, on a fait les gorges chaudes en face. Ils ont dit: ça ne marchera pas. Notre objectif était de 50 000 sur deux ans. Et, en moins de dix mois, 31 629 jeunes de 18 à 30 ans se sont inscrits dans l'un ou l'autre de ces programmes-là.

**Des voix:** Bravo! Bravo!

(17 heures)

**M. Duhaime:** C'est ça que nos jeunes veulent, et non pas rester assis chez eux aux crochets de leurs parents, aux crochets de leur famille. Ces jeunes-là veulent s'instruire, ils veulent des emplois, ils veulent travailler. Et là, vous allez partir en campagne électorale et vous allez dire: On va leur donner la parité. Savez-vous combien cela coûte? M. le député de Gatineau, je vous considère comme étant fort en mathématiques, vous êtes ingénieur de formation, savez-vous que cela coûte 200 000 000 \$?

**Une voix:** Par année?

**M. Duhaime:** Oui, par année.

**Une voix:** Par année.

**M. Duhaime:** Et quand je vois la philosophie de tous ces grands équilibres financiers... La résolution no 2 - je ne sais pas si vous avez la bonne copie de votre congrès plénier du Parti libéral - sous la rubrique "Pour un nouveau style de gouvernement", écoutez cela, M. le Président: "Qu'en matière de déficit et de dette publique, l'objectif poursuivi par un gouvernement libéral soit de réduire progressivement le déficit budgétaire de façon à stabiliser la dette du gouvernement du Québec autour d'un pourcentage constant (?) - point d'interrogation - du PIB, cette discipline budgétaire étant toutefois appliquée d'une manière souple pour permettre au

gouvernement de faire face aux fluctuations conjoncturelles."

**Une voix:** Bon, voilà!

**M. Duhaime:** Vous autres, vous allez me dire que Robert Bourassa a changé! Voyons donc! Il disait cela en... Tout le temps qu'il a été au gouvernement, c'était souplesse, fluctuations conjoncturelles. En termes de fluctuations conjoncturelles, vous avez tout un contrat sur les bras pour expliquer à la population comment vous allez faire cela. Si je comprends bien, cela veut dire que le déficit, vous allez laisser cela là, vous allez le réduire graduellement. Si je comprends bien le député de Vaudreuil-Soulanges qui essaie d'accrocher un petit grelot avec la non-indexation des exemptions de base... Cela fait trois fois que je lui explique que cela ne me donne pas un sou de plus puisque c'était déjà escompté dans le budget. Il y a là 250 000 000 \$. Le numéro deux du Parti libéral, le député de...

**Une voix:** Qui?

**M. Duhaime:** ...Mégantic? Non.

**Une voix:** Brome-Missisquoi.

**M. Duhaime:** Le député de Brome-Missisquoi a fait une grande déclaration qui doit probablement être aussi importante que celle du député de Laporte qui promettait 500 000 emplois en 20 ans. Il a dit: On va régler le problème dans les salles d'urgence. Nous, le Parti libéral, on va mettre 200 000 000 \$ dans les salles d'urgence. Vrai ou faux?

**Une voix:** Vrai.

**M. Duhaime:** Bon, 250 000 000 \$, plus 200 000 000 \$. Les jeunes à l'aide sociale, 200 000 000 \$ par année. Cela fait 650 000 000 \$. Dans la même résolution pour un nouveau style de gouvernement, écoutez bien ceci: "Que, dans les limites d'une saine gestion financière, un gouvernement libéral réduise progressivement les taxes et les impôts des contribuables pour ramener leur effort fiscal à un niveau comparable à celui des autres provinces canadiennes."

**Une voix:** Comment vont-ils faire?

**M. Duhaime:** Ma question au député de Vaudreuil-Soulanges, ou au député de Notre-Dame-de-Grâce est: Laquelle des provinces canadiennes a-t-on en tête? L'Île-du-Prince-Édouard, la Colombie britannique ou l'Ontario? Je trouve que vous mettez un bon niveau d'élasticité dans vos résolutions. On dit "comparable aux autres provinces



canadiennes" mais il n'y a pas un niveau d'impôt qui est semblable d'une province à l'autre, n'est-ce pas? J'aimerais avoir des précisions là-dessus. Vous dites que vous allez éliminer les droits successoraux, 45 000 000 \$, que vous allez couper la surtaxe sur les carburants, 340 000 000 \$, que vous allez éliminer la surtaxe sur la vente au détail, 307 000 000 \$. Les élections ne sont pas encore arrivées et ces messieurs et dames d'en face ont déjà une facture sous le bras de 1 342 000 000 \$ par année. Et vous allez venir nous dire que vous allez diminuer le déficit! Qu'est-ce que vous allez faire? J'aurais pensé qu'au moins vous alliez le dire. Quand vous dites que vous voulez aligner la fiscalité du Québec... soit dit en passant, tout le monde a compris, à moins d'être complètement déconnecté, que vous voulez vous aligner sur l'Ontario. En vous alignant sur l'Ontario, qu'est-ce que vous allez faire? Vous voulez diminuer l'impôt des citoyens à haut revenu et augmenter celui des citoyens à faible revenu. C'est ce que vous voulez faire, les gens du Parti libéral. Cela, les Québécois l'ont compris. Un libéral au Québec, aujourd'hui, c'est quelqu'un qui veut augmenter l'impôt des pauvres et diminuer l'impôt des riches. C'est cela, le Parti libéral aujourd'hui. Nous, on va répondre ceci...

**Des voix:** Voilà, c'est cela.

**M. Duhaime:** On va répondre: Jamais! Si vous voulez faire la campagne électorale là-dessus, on va la faire là-dessus. Même quand Robert Bourassa prétend qu'il est un homme nouveau, Robert Bourassa n'a pas changé. C'est le même homme. Je n'en reviens pas encore comment il a pu passer de pareils sapins à l'intérieur d'une formation politique. Il a d'ailleurs commencé à la convention. Là-dessus je voudrais féliciter encore le député de Vaudreuil-Soulanges qui, malheureusement, est arrivé troisième. C'est malheureux. S'il était arrivé deuxième on pourrait dire au moins qu'il a une chance de prendre la tête. Mais qu'est-il arrivé? Il est arrivé ceci. Robert Bourassa s'est présenté au congrès libéral, il a dit: Votez pour moi et je ferai la deuxième Baie James. Main d'applaudissements, cela a passé dans le tréfle. Le député de Vaudreuil-Soulanges disait au monde: Cela n'a pas de bon sens. Il avait raison parce qu'avant de construire il faut vendre, and power from North must be sold first. Right?

Ce qu'on dit, M. le Président, on veut y aller sur la deuxième Baie James, une troisième Baie James, une quatrième, une cinquième, tant que vous voulez'. À une condition, c'est qu'on ait des contrats d'exportation signés. Là-dessus, regardez les chiffres de la progression des ventes d'électricité aux États-Unis. De mémoire, on

va être à la hauteur de 850 000 000 \$ à 900 000 000 \$ de ventes en 1988. Quel était le score en 1976? Ce n'est pas dur de se le rappeler, c'est 10 000 000 \$. Et M. Bourassa dit qu'on ne fait pas d'efforts. Je n'ai fait que cela, M. le Président, pendant trois ans et demi, signer des contrats avec le Vermont, signer des contrats avec le New England Power Pool, signer des contrats avec le New York Power Authority. Mais cela ne donne rien de rêver en couleur. Le député d'Outremont nous parle de la forêt. On ne parlera certainement pas de la forêt d'Outremont. Mais la forêt du Québec cela a donné des résultats: le programme de relance et de modernisation, 2 600 000 000 \$ d'investissements. Ce n'est pas le Parti libéral du Québec qui a reparté Chute Panais, dans le comté de Portneuf. C'est notre gouvernement. Presse Jonquière, ce ne sont pas les libéraux, c'est notre gouvernement. On pourrait faire le tour du Québec comme cela.

Ce que je dis en terminant c'est que sur le plan de l'emploi nous allons continuer de travailler d'arrache-pied malgré le dénigrement systématique sur l'économie du Québec qui est semée à tous vents par le Parti libéral en face. Ils sont tellement sur l'erre d'aller que même le Parti libéral à Ottawa qui est rendu dans l'Opposition continue. C'est ce genre de message sur le fardeau fiscal, par exemple, qui est fait sans aucune espèce de nuance, qui ne tient pas compte du total. Vous nuisez au Québec. Vous en rendez-vous compte? À tous les jours je rencontre des banquiers. Hier je rencontrais des Américains, hier soir j'ai dîné avec des Américains qui se promenaient avec des "clipping" de presse de Robert Bourassa et disaient: M. le ministre, est-ce que cela se peut? J'ai dit, voyons donc, Robert Bourassa ce n'est pas sérieux! Cela me gêne d'être obligé de répondre comme cela, mais c'est là la réalité.

Pour ces raisons je pense que cette motion n'aurait même pas mérité d'être inscrite ici au feuilletton aujourd'hui. Mais je tiens à remercier le député de Vaudreuil-Soulanges. Cela nous a permis de faire le point sur la situation de l'économie et de l'emploi au Québec. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Brouillet):** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Reed Scowen**

**M. Scowen:** M. le Président, je pense que, dans un débat sur la fiscalité, la crédibilité est très importante. Le ministre a lancé des chiffres à gauche et à droite. Je veux rappeler que c'est le même ministre qui, il y a à peine deux mois, a annoncé publiquement qu'il était prêt à changer les tables d'impôt du Québec pour celles de

l'Ontario si, en revanche, on était prêt à laisser tomber le régime d'épargne-actions, une toute petite erreur de 1 000 000 000 \$. Une déclaration publique de la part du ministre des Finances. Donc, quand on parle de la crédibilité je pense qu'on commence là avec quelqu'un qui n'en a pas beaucoup.

Deuxièmement, quand on parle de la crédibilité j'accepte très mal les attaques totalement injustifiées contre M. Robert Bourassa. S'il existe un homme au Québec aujourd'hui qui a de la crédibilité dans le domaine économique, dans le domaine de la création d'emplois c'est Robert Bourassa.

Vous allez voir que si vous continuez d'essayer d'entacher sa réputation et sa compétence c'est vous qui allez payer la note. Vous verrez, parce que la population est derrière lui. Il a beaucoup plus de crédibilité que le premier ministre ou le dauphin. Je pense que tout le monde le comprend. (17 h 10)

En parlant de crédibilité, M. le Président, le ministre a décrit une espèce de paradis fiscal ici au Québec, d'après lui. Il prétend que c'est le meilleur endroit au Canada pour investir, mais les gens ne le croient pas. On se demande pourquoi, si c'est un paradis, il y a tant de problèmes d'emplois ici au Québec. Pourquoi, par exemple, avons-nous moins de gens au travail aujourd'hui qu'on en avait il y a trois ans et demi? Pourquoi sommes-nous toujours au stade de la récupération d'emplois et n'avons-nous pas créé un seul nouvel emploi au Québec depuis trois ans et demi tandis que nos voisins de l'Ontario dont le ministre a parlé tantôt ont déjà dépassé les chiffres qui existaient en 1981? Ils ont créé 130 000 nouveaux emplois.

Comment se fait-il qu'il y a 715 000 personnes qui vivent de l'aide sociale? 12% de la population du Québec vit de l'aide sociale. Comment se fait-il qu'il y ait à peu près 80 000 jeunes de moins au travail ici au Québec aujourd'hui qu'il n'y en avait il y a huit ans? Le nombre de jeunes au travail au Québec est moindre de façon importante que celui qu'il y avait lorsque le Parti québécois a pris le pouvoir il y a huit ans. N'êtes-vous pas capables de comprendre pourquoi les gens sont insatisfaits? Si c'est un paradis fiscal, comme le prétend le ministre, ce n'est pas clair dans l'esprit des investisseurs. Afin que ce soit clair, je vais simplement citer un rapport préparé pour le gouvernement du Québec, en février 1985. Cela ne date pas de très loin. C'était pour la conférence sur l'électronique et l'informatique, une étude faite par la commission Ducros. Il y avait un message pour vous, M. le ministre des Finances, parce qu'on dit qu'existe encore une perception d'un climat défavorable au Québec. Je cite M. Ducros. Il parlait du climat pour l'investissement. Ce n'est pas moi qui ai inventé cette déclaration, c'est

une étude que vous avez commandée vous-mêmes. Il dit: "Les industriels s'inquiètent encore de la possibilité de créer au Québec une industrie compétitive basée sur un climat politique stable, des relations du travail saines et une politique fiscale corporative et individuelle compétitive par rapport à celle d'autres provinces ou d'autres pays." C'est le rapport Ducros sur l'industrie de l'électronique qui est une des plus importantes industries de l'avenir. Elles ne s'installent pas ici. M. Ducros vous en a donné les raisons il y a un mois dans un document que vous pouvez acheter à n'importe quel magasin du gouvernement du Québec. Est-ce que vous comprenez?

Mon collègue, le député de Vaudreuil-Soulanges, a parlé de la question de la fiscalité individuelle. Je voudrais, dans le temps qu'il me reste ici aujourd'hui, vous parler un peu de la fiscalité corporative, parce que nous avons, comme tout le monde le sait, ce que le ministre a appelé la taxe sur la masse salariale, mais qu'on doit plutôt appeler, selon moi, les taxes sur l'emploi. Je veux démontrer, M. le Président - c'est très important - que les taxes sur l'emploi au Québec sont énormément plus élevées que n'importe où au Canada. Pour chaque emploi qui est créé ici, le Québécois, l'industriel est obligé de payer pour favoriser cet emploi chaque année en taxes plus que n'importe où au Canada. Quelles sont ces taxes? Je veux simplement en rappeler quelques-unes. Il y a d'abord la Régie de l'assurance-maladie. Toutes les cotisations de la Régie de l'assurance-maladie, M. le ministre des Finances, sont payées par les employeurs comme étant une taxe sur l'emploi. Cela s'élève à 1 300 000 000 \$. Il y a 1300 personnes qui travaillent à la régie. Elle a des frais d'administration de 50 000 000 \$. Il y a la CSST, la Commission de la santé et de la sécurité du travail. 700 000 000 \$ chaque année en taxes sur l'emploi sont versés par les compagnies pour payer la CSST. Il y a 2500 personnes qui travaillent dans cette botte, et le coût annuel, croyez-le, est de 130 000 000 \$ comme frais d'administration.

La Régie des rentes, une autre affaire, payée à 50% par les taxes sur l'emploi. Encore 500 000 000 \$ ou 600 000 000 \$ par année, encore 700 ou 800 personnes au travail, encore 40 000 000 \$ de frais administratifs et, finalement, la Commission des normes de travail, une autre organisation gouvernementale où les coûts sont payés à 100% par les taxes sur l'emploi et où vous avez 450 personnes au travail et des frais d'administration de 15 000 000 \$.

Regardez ce qui est arrivé dans ces taxes sur l'emploi depuis quatre ans. En 1979, toutes ces affaires coûtaient à l'industriel au Québec à peu près 500 \$ par emploi. En quatre ans, ce coût a doublé et il

est monté à 1000 \$ par personne. Donc, sur une période de quatre ans, l'employeur au Québec a été obligé d'accepter une augmentation des taxes qu'il paie sur chaque personne qui a un emploi dans son usine ou dans son bureau, de 100% ou de 500 \$. Chez nos voisins, si on fait le calcul de ces mêmes éléments, la taxe sur l'emploi est d'à peu près 750 \$. M. le Président, ce que vous avez, c'est le tableau suivant. Un homme d'affaires québécois qui veut créer un emploi ici au Québec est obligé de constater que cela va lui coûter chaque année en taxe directe sur cet emploi, 250 \$ par emploi de plus au Québec que s'il le mettait en Ontario. Qu'est-ce que vous feriez si vous aviez la nécessité d'être concurrentiel avec des usines dans les autres régions du Canada et que vous sachiez dès le départ que si vous vous installez ici, vous allez payer au ministre des Finances du Québec 250 \$ de plus pour chaque emploi, chaque année, pour le reste de la vie de l'usine, que si vous installez cette usine et créez cet emploi ailleurs. Ce n'est pas compliqué. C'est une cause très importante de l'affaiblissement économique. C'est une cause très importante des chiffres que j'ai cités tantôt concernant le nombre d'emplois qui ont été créés ici depuis que le Parti québécois est arrivé au pouvoir.

Donc, en terminant, M. le Président, nous avons un gouvernement ici, au Québec, qui a une vision de notre société complètement détachée de la réalité nord-américaine, qui est aussi complètement détachée de la réalité et des vrais intérêts des Québécois eux-mêmes qui, depuis huit ans, et surtout depuis quatre ans, nous a mis dans une situation où les taxes sur la création des emplois ont doublé et qui a rendu la situation à un point où nous sommes loin d'être concurrentiels avec d'autres endroits pour créer ces emplois. Les individus au Québec sont les plus taxés au Canada, et, peut-être encore pire, chaque emploi est plus taxé ici que n'importe où au Canada. En conséquence, aux endroits où les emplois sont le plus taxés, vous avez inévitablement le moins de création d'emplois. Ce n'est pas compliqué. Si vous avez un endroit où les taxes sur les emplois sont les plus élevées, vous aurez inévitablement plus de difficulté à créer des emplois. C'est le genre de question à laquelle le ministre a carrément refusé de s'attaquer comme son prédécesseur avait carrément refusé de s'attaquer et, en conséquence, c'est clair, les emplois ne se créeront pas ici.

Je pense, M. le Président, en terminant, que c'est bel et bien le temps que la population du Québec se donne l'occasion de rendre un verdict sur tout cela. Effectivement, les propos de mon collègue de Vaudreuil-Soulanges, les miens et ceux qui vont venir de mon collègue d'Outremont vont

dans le même sens. Nous avons une fiscalité totalement insatisfaisante ici au Québec. La conséquence, c'est un désastre sur le plan de la création d'emplois. M. Robert Bourassa, c'est l'homme qui a déjà réglé ces problèmes et qui peut les régler à l'avenir. Le temps est arrivé de faire une élection générale.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Brouillet):** M. le député de Rosemont.

**M. Gilbert Paquette**

**M. Paquette:** Merci, M. le Président. J'aimerais m'exprimer au nom du groupe des parlementaires indépendants. Comme vous le constaterez, M. le Président, j'ai l'intention d'exprimer aussi une opinion indépendante de celles qui ont été exprimées jusqu'à maintenant.  
(17 h 20)

L'impression que j'ai dans ce débat est de revivre un vieux débat qu'on a fait plusieurs fois. Je pense que le député de Vaudreuil-Soulanges en conviendra. On refait ce débat régulièrement et surtout à la période des impôts parce que, actuellement, vous savez que c'est le moment où on paie la "douloureuse", comme on dit. Je pense que personne n'aime payer des impôts et celui qui vous parle pas plus que les autres. Ce débat est centré sur leur impact soi-disant négatif sur ce qui doit être nos principales préoccupations, l'emploi et l'investissement au Québec. Je pense que c'est actuellement la priorité au Québec. Donc, il s'agit de l'impact soi-disant négatif du très haut fardeau fiscal des individus et des entreprises.

La motion libérale, encore une fois, nous dit que l'on blâme le gouvernement pour ne pas avoir fait suffisamment d'efforts pour alléger le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises". Du côté gouvernemental, on répond comme d'habitude qu'on aimerait bien le faire mais qu'on ne peut pas le faire. Je pense personnellement qu'il ne faut pas le faire. Je vais vous dire pourquoi, M. le Président.

D'abord, cela part du mythe qu'en réduisant le fardeau fiscal des entreprises et celui des personnes à haut revenu, des riches dans la société, on va créer l'investissement et l'emploi. C'est vrai que le fardeau fiscal du Québec est, sur le plan des entreprises, légèrement plus élevé; sur le plan des particuliers, peut-être un peu trop élevé quand on le compare avec celui de l'Ontario. Cependant, cela n'a pas empêché le Québec, au cours des huit dernières années, d'avoir une meilleure performance en termes d'accroissement des investissements que l'Ontario. Cela n'a pas empêché non plus, si on compare les chiffres de 1982 à 1984, à la

fois avec l'Ontario... Je prendrai aussi l'exemple de la Colombie britannique qui a justement ce genre de politique depuis un certain nombre d'années, politique inspirée du courant "reaganiste" et qui veut qu'en donnant plus d'argent aux riches, ils vont stimuler l'économie et que cela va créer plus de dynamisme économique et plus d'emplois.

En Colombie britannique, comme vous le savez, on a sabré dans les programmes sociaux et on a accordé beaucoup de faveurs aux entreprises et aux particuliers à haut revenu. Le résultat est le suivant: de 1982 à 1984, le taux de chômage est passé de 12,1% à 14,7% en Colombie britannique - il a donc augmenté de 2,6% - et il est passé de 13,8% à 12,1% au Québec. Il a donc diminué de 1,7%. Ma conclusion est que la différence d'impôt des particuliers et des entreprises ne joue pas tant que cela sur l'investissement et l'emploi. En tout cas, avec des politiques très différentes, le Québec a fait une meilleure performance que la Colombie britannique qui a une politique très semblable à celle que le Parti libéral voudrait adopter et que le parti gouvernemental aimerait bien pouvoir adopter, mais il ne le peut pas, compte tenu des contraintes budgétaires.

Je pense qu'il est aussi important de dire qu'il ne faut pas qu'il y ait trop d'écart, bien sûr, parce qu'on peut nuire à la capacité concurrentielle. J'écoutais le député de Notre-Dame-de-Grâce qui citait des extraits du rapport Ducros. Cela m'a étonné. J'ai cru qu'il faisait une citation hors contexte parce que c'est un rapport que j'ai eu le plaisir de commander au moment où j'étais le ministre de la Science et de la Technologie. Effectivement, il faisait une citation hors contexte. Je vous avoue que je suis heureux d'avoir commandé cette étude à M. Ducros plutôt qu'au député de Notre-Dame-de-Grâce parce que, dans l'étude, on a un survol très exhaustif des conditions qui régissent l'investissement au Québec. On mentionne à peu près huit points d'appui pour le Québec et les petits problèmes de perception qu'a évoqués le député de Notre-Dame-de-Grâce.

C'est effectivement un problème de perception, surtout. Surtout un problème de perception. On a l'impression ici que les conditions sont défavorables, mais il y a une marge de la perception à la réalité, et les preuves je viens de les donner: une meilleure performance dans l'accroissement de l'investissement au Québec par rapport à l'Ontario, une réduction du taux de chômage en deux ans plutôt qu'une augmentation comme en Colombie britannique qui applique les politiques proposées par le Parti libéral et donc, très peu d'impact, finalement.

Dans ce rapport Ducros, on donne aussi le compte-rendu d'un rapport qui s'appelle le rapport Fantus qui démontre que pour les usines de haute technologie, la

région montréalaise est très concurrentielle par rapport à celles de Boston, de Chicago, de Los Angeles et de la plupart des grandes villes nord-américaines.

Donc, à mon avis, ce n'est pas la priorité. C'est justement là où on passe à côté du débat. Où est-elle, cette priorité? Si on réduit les impôts des particuliers à haut revenu et qu'on veut en même temps réduire le déficit comme le prône le programme libéral, il va falloir couper les dépenses. Qu'est-ce qu'on va couper dans les dépenses? L'aide sociale, les services sociaux, l'éducation, la recherche? Dans quoi va-t-on couper? Allons-nous imiter le gouvernement fédéral qui, lui, coupe dans des choses comme celles-là: la recherche, les services sociaux, l'éducation post-secondaire?

À mon avis, la priorité, ce n'est pas la réduction du fardeau fiscal, et donc des revenus du gouvernement, au moment où on se parle, mais la priorité, c'est plus d'argent pour l'emploi. Et pour avoir plus d'argent pour l'emploi, moi, cela fait un bout de temps que je partage l'opinion qu'il faudrait augmenter le déficit et se donner une marge de manoeuvre accrue afin d'appuyer davantage de projets créateurs d'emplois, afin d'inciter les entreprises - cela prend un peu d'argent, "the seed money" comme on dit - et faciliter le partage de l'emploi et la retraite accélérée; de l'argent également pour lancer de nouveaux services. S'imaginer qu'on va pouvoir réduire notre déficit en emplois uniquement par des mesures de stimulation économique, avec l'impact des technologies, où l'on n'a pas tellement de création d'emplois... Il faut qu'on détourne les gains de productivité dans de nouveaux services qui vont augmenter notre qualité de vie.

Je pense que ce débat passe à côté de la question et qu'il faut, au contraire, générer davantage d'argent pour l'emploi et pour donner des chances d'avenir à nos jeunes dans la société. Merci.

**Le Vice-Président (M. Brouillet):** M. le député d'Outremont.

**M. Lachance:** M. le Président...

**M. Fortier:** Allez-y, mon cher.

**Le Vice-Président (M. Brouillet):** M. le député de Bellechasse.

**M. Claude Lachance**

**M. Lachance:** En prenant connaissance de la motion, je l'ai regardée avec beaucoup d'attention, j'ai lu son libellé, et je vous avoue que je m'attendais, comme on le dit ici, que cela barde un peu. Je m'attendais à beaucoup plus de substance, à des arguments percutants de la part des députés libéraux.

Je n'en ai pas entendus encore. Bref, M. le Président, je suis resté sur mon appétit. Je crois que ce que la motion nous indique n'est pas partagé par tout le monde. Si vous me le permettez, je vais vous citer un article du Quotidien du 9 novembre 1983, signé par Bertrand Tremblay et qui s'intitule "L'État péquiste aide davantage l'entreprise".

Je cite: "Québec offre, et de loin, le meilleur investissement sur le plan fiscal pour le financement des entreprises." Ce n'est pas un propagandiste du Parti québécois qui dit cela, ce n'est pas un député, ce n'est pas un ministre, c'est nul autre qu'une personne que l'on désigne parfois comme un futur candidat libéral, M. Pierre Lortie, président de la Bourse de Montréal. M. Lortie s'adressait à la Chambre de commerce du Québec à Jonquière, à ce moment-là. Il était invité à tirer les conclusions d'un colloque. Donc, les gens ne partagent pas le pessimisme du député de Vaudreuil-Soulanges qui nous présente cette motion de blâme. (17 h 30)

M. le Président, je pense que la mission du gouvernement du Québec est de faire le maximum avec les moyens qu'on a. Et, comme disait si bien Lavoisier: "Rien ne se perd, rien ne se crée." En d'autres termes, on n'est pas capable de manger son gâteau et de le conserver en même temps.

J'aimerais bien savoir ce que nos amis libéraux feraient s'ils étaient à notre place parce que c'est toujours la question qu'on se pose. En fait, il y a trois choix. Ou bien augmenter le déficit et les emprunts et, à ce moment-là on n'a qu'à regarder la mauvaise expérience qu'on a vue et qu'on voit encore aujourd'hui à Ottawa de ce que les amis de ceux qui sont ici en face de nous ont laissé en héritage: 25 000 000 000 \$ cette année seulement pour payer les intérêts, ce qui représente une somme de 70 000 000 \$ par jour - je ne sais pas si vous avez fait le calcul mais c'est bien ça - seulement pour payer les intérêts. Donc, ce n'est pas quelque chose de souhaitable.

La deuxième possibilité c'est d'augmenter les taxes et les impôts. Je pense qu'on s'entend là-dessus que ce n'est pas souhaitable non plus. Et, troisième possibilité, de couper dans les services. J'aimerais bien savoir, si on doit couper dans les services, lesquels on devrait couper.

Lorsqu'on entend nos amis libéraux, on a presque tendance à dire: c'est terrible au Québec, qu'est-ce qui se passe? Ils ne le disent pas, mais ils pensent sûrement qu'on est les plus taxés par rapport au monde entier, dans les pays occidentaux. Vous ne l'avez pas dit mais ce n'est pas loin.

Un des bons points de comparaison, c'est le produit intérieur brut, la somme des biens et services qui sont produits. Cela donne une indication de la capacité fiscale

d'un pays ou d'une province et cela permet de mesurer l'effort fiscal. Lorsqu'on regarde les recettes fiscales des gouvernements par rapport au produit intérieur brut de certains pays dits industrialisés, quand on se compare, on se console.

Évidemment, on peut parler de la Suède, de la Hollande, du Danemark, de la France, de l'Autriche, du Royaume-Uni, de l'Allemagne de l'Ouest qui font un effort plus considérable que le Québec, le Québec est à 36,3%, l'Ontario à 33,1% et la moyenne du Canada est de 32,8%.

Quand je regarde ce qui a été fait au cours des deux ou trois dernières années au Québec où on a fait des efforts immenses pour conjurer les effets de la crise, en particulier dans le secteur manufacturier industriel, je me dis que ce n'est pas parfait mais il y a des preuves tangibles que les efforts ont porté fruit.

Je me référerai à des programmes qui ont été mis sur pied en particulier par le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Biron, le député de Lotbinière. Des programmes comme la garantie de prêt, les prises en charge d'intérêts, des polices d'assurance contre la hausse des taux d'intérêt, les prêts sans intérêt et les subventions de projets stratégiques.

J'ai des exemples concrets de ces mesures qui ont été prises dans ma circonscription. Ce que je vois présentement et ce que j'ai vu au cours des derniers mois fait en sorte que la situation est beaucoup moins noire que cherchent à nous la dépeindre les députés libéraux. Je pense à la création et au maintien d'emplois au centre de ski du Mont Orignal où actuellement avec des canons à neige, on a un certain nombre de gens qui travaillent et cela donne des résultats concrets.

Je pense aussi au programme d'aide au développement touristique qui a permis au Manoir de Lac Etchemin en termes d'hébergement, d'investir plus de 600 000 \$. Je pense à Prévost Car de Sainte-Claire, le seul fabricant d'autocars de luxe au Québec et l'un des trois seuls en Amérique du Nord dont la production est largement orientée vers les États-Unis. Prévost Car est en train d'investir 5 000 000 \$.

Je discutais précisément cet après-midi avec le président de Prévost Car qui me disait que les programmes d'aide de la part du gouvernement du Québec avaient été extrêmement utiles, surtout pour épauler, pour appuyer les initiatives d'une telle entreprise. Il me disait que, finalement, ça ne coûte pas cher au gouvernement mais que ça donne une confiance. Il me disait, par exemple, qu'ils ont souscrit une police d'assurance contre la hausse imprévue des taux d'intérêt au montant de 1% du total, 50 000 \$ et pour 5 000 000 \$ de garantie, c'était certainement un bon marché.

M. le Président, au moment où on se parle, il y a des investissements qui sont en cours ou qui se feront au cours des prochains mois dans le comté que je représente - qui n'est pourtant pas considéré comme un comté très industriel du Québec - de l'ordre de 16 000 000 \$, dans trois entreprises différentes. Cela pour vous dire que la motion de blâme qui nous est présentée aujourd'hui ne dépeint pas la réalité que nous pouvons percevoir sur le terrain. Encore une fois, bien sûr, il serait souhaitable d'avoir beaucoup plus d'investissements, mais on ne peut pas faire de miracles et, de la part de gens qui s'attendent à prendre le pouvoir, je pense que la population n'est pas dupe, qu'elle ne tombera pas dans le panneau simpliste du "Tassez-vous pour que je prenne votre place". La population s'attend à des solutions de rechange et, messieurs du Parti libéral, c'est ce que j'ai hâte d'entendre de votre part. Merci, M. le Président.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député d'Outremont.

**M. Pierre-C. Fortier**

**M. Fortier:** Merci, M. le Président. J'écoutais le ministre des Finances nous dire: Vous savez, des emplois, il y en a beaucoup. Les taxes existent au Québec, mais ce n'est pas si grave que cela. Je me demandais de quelle façon allaient réagir les électeurs à la veille d'une élection. On connaît les résultats du dernier sondage et on sait qu'il y a une très forte majorité de libéraux qui, eux, n'ont pas été convaincus par le ministre des Finances. Ils ont constaté, comme ils le savaient déjà, que le ministre des Finances n'a pas une très grande crédibilité dans ce secteur en particulier et qu'il ne peut donner de leçon à personne. Il y a les péquistes - les quelques-uns qui restent en province, un peu partout; il y en a quelques-uns, environ 30% - ceux-là connaissent le ministre. Ils l'ont connu à titre de ministre de l'Énergie et des Ressources. Ils le connaissent et ils disent: C'est toujours lui, il est toujours le même, on va le suivre en tout cas. Mais ce qui est important à la veille d'une élection, ce sont les indécis. Je me posais la question en écoutant le ministre: qu'est-ce que pensent les indécis de ce que le ministre vient de nous dire? Il semble dire que la fiscalité, ce n'est pas trop grave, que cela va même très bien au Québec. Des emplois, il y en a - c'est bien effrayant! - dans toutes les régions du Québec. Je viens de faire un tour des régions du Québec et je peux vous dire que, dans plusieurs régions, on se plaint du chômage, on se plaint du fait que le gouvernement n'appuie pas suffisamment ceux qui sont les vrais

entrepreneurs capables de créer de l'emploi. Continuez comme cela, M. le ministre, et je pense qu'on vient de gagner au moins deux points et que, si vous démontrez votre incompétence à juger de la situation dans le domaine de la fiscalité et du développement économique, les prochaines élections vont être encore plus faciles à gagner avec votre collaboration!

M. le Président, bien sûr, c'est une question qu'il faut se poser: De quelle façon peut-on réduire le déficit et réduire la charge que les contribuables doivent assumer? La question n'a pas été posée dans le livre blanc rendu public dernièrement par le ministre Parizeau qui, malheureusement, n'est plus avec nous. La question qu'il faut se poser, c'est: Est-ce qu'il y a possibilité, avec une meilleure gestion financière, de mieux contrôler nos dépenses, de mieux diriger les affaires des sociétés d'État, justement pour éviter que la charge des contribuables soit trop élevée par rapport à ce qui se fait dans d'autres provinces canadiennes? Je n'ai pas entendu le ministre des Finances nous parler de cette possibilité de s'attaquer au fardeau fiscal qui dérive d'un fardeau trop élevé, qui nous vient des charges très élevées provenant des différences de coûts résultant de la mauvaise gestion du gouvernement qui nous dirige.

Il y a dans le secteur des sociétés d'État plusieurs indications qui nous montrent que, justement, une meilleure gestion, un meilleur gouvernement pourrait éviter que la charge des contribuables soit trop élevée. On en a parlé à plusieurs reprises. J'en ai discuté à plusieurs reprises avec le ministre des Finances qui était, à ce moment-là, ministre de l'Énergie et des Ressources. Prenons le cas de la Société nationale de l'amiante. Ces gens étaient brillants. Lorsqu'ils ont acheté, ils ont dit: C'est la panacée universelle, cela va créer des dizaines de milliers d'emplois dans la région de Thetford-Mines. Cela va être extraordinaire. Cela va être le ciel sur terre, a dit le premier ministre en 1981. Ils ont conclu avec General Dynamics une entente extraordinaire qui va faire qu'en 1986, probablement un autre gouvernement - le nôtre très sûrement - devra payer 88,20 \$ pour chacune des actions qu'ils ont achetées. (17 h 40)

M. le Président, savez-vous combien valent les actions en Bourse présentement à Toronto? 3,50 \$, 4,25 \$. Ce sont des gestionnaires publics extraordinaires. On va être obligé de payer, en 1986, 88,20 \$, pour un total de 171 000 000 \$, des actions qui se vendent en Bourse présentement 4 \$. Il faut le faire. Si vous cherchez des moyens de réduire le fardeau fiscal des citoyens du Québec, pensez au moins à ne pas faire de bêtises à partir de maintenant.

Que l'on pense à toutes les autres

bourdes du gouvernement. D'ailleurs M. Parizeau, maintenant qu'il n'est plus membre du cabinet, nous a révélé que précisément le gouvernement avait fait des erreurs monumentales. Je soupçonne que le ministre des Finances, après la prochaine élection, lorsqu'il va se retrouver avocat dans la ville de Grand-Mère, va lui aussi faire le tour du Québec en disant comme M. Parizeau: C'est vrai qu'on a fait des bourdes, c'est extraordinaire, on s'est mis le doigt entre l'arbre et l'écorce à plusieurs reprises. On a pris des décisions pour donner suite à des promesses électorales qu'on voulait respecter même si, dans le fond, une analyse plus poussée nous aurait dit sûrement qu'il ne fallait pas aller de l'avant.

Qui va payer les pots cassés, comme disait mon collègue de Vaudreuil-Soulanges, les dettes? Cela va être les citoyens du Québec dans deux ans, dans trois ans, dans cinq ans, dans vingt ans. Vos dettes devront être payées par les citoyens du Québec dans l'avenir. Le ministre des Finances ne le savait pas mais, dans le fond, même en tant que ministre de l'Énergie et des Ressources il était un ministre des Finances avant le temps.

J'aimerais vous parler des augmentations de taxes qui ont été imputées à Hydro-Québec précisément au moment où le ministre des Finances était ministre de l'Énergie et des Ressources. Savez-vous combien de taxes Hydro-Québec payait au gouvernement en 1979? Je parle des taxes sur le capital, des taxes sur le revenu, des taxes foncières. En 1979, c'était 25 000 000 \$. En 1984, savez-vous quel sera le total? 230 000 000 \$. Dix fois plus. Mais c'est extraordinaire! Dix fois plus de taxes qui sont imposées à ceux qui achètent l'électricité du Québec.

En plus de cela, cette année, très probablement, Hydro-Québec aura à payer un dividende. Encore là c'est la décision du ministre des Finances. J'imagine qu'il attend son heure. Il va dire à Hydro-Québec: Cette année vous avez fait des gros profits, vous devez payer au minimum 100 000 000 \$, 125 000 000 \$. Peut-être donnera-t-il le chiffre tout à l'heure. Le ministre des Finances prend des notes. Il va nous dire tout à l'heure quel va être le dividende qu'Hydro-Québec aura à payer cette année.

Disons, pour être bon garçon, 100 000 000 \$. On arrive au chiffre de 330 000 000 \$. En plus de cela il y a la taxe de vente sur l'électricité, 9%. Il faut savoir que l'industrie qui utilise l'électricité pour faire fonctionner ses équipements ne paie pas cette taxe de vente. Cette taxe s'applique uniquement aux contribuables ordinaires, à ceux qui ont un compteur à domicile et qui doivent payer pour l'électricité dont ils ont besoin pour chauffer leur maison, pour s'éclairer, ou aux petites

entreprises même. Ces gens paient une taxe de 9%, ce qui fait cette année, en 1984, à peu près 228 000 000 \$. C'est donc dire que le fardeau fiscal imputé à ceux qui consomment l'électricité au Québec en 1984 aura été de 558 000 000 \$. Je dirais que c'est au moins 400 000 000 \$ de plus qu'en 1979.

M. le Président, mes deux collègues qui m'ont précédé ont parlé des taxes et des impôts que les citoyens du Québec doivent payer, mais ce que peu de gens savent - bien sûr, qu'ils savent qu'ils paient plus d'impôt, parce qu'à ce moment-ci de l'année, ils doivent remplir leur rapport d'impôt; ils savent fort bien, en faisant leurs calculs, qu'ils paient plus d'impôt qu'ils n'en payaient de 1970 à 1976 - ce qu'ils savent moins parce que c'est moins évident, c'est que, chaque fois qu'ils paient leur compte d'électricité, à tous les deux mois, ils paient deux, trois, quatre et même dix fois plus de taxes qu'ils n'en payaient il y a quatre ou cinq ans.

M. le Président, ce que nous dénonçons aujourd'hui et ce que nous disons, c'est que ce ne sont pas seulement les taxes directes, mais également les taxes indirectes...

**Une voix:** C'est cela.

**M. Fortier:** ...justement qui créent une désincitation à venir vivre ici ou à se lancer en affaires.

Quels sont les solutions et que devons-nous faire à l'avenir? Mon collègue de Notre-Dame-de-Grâce parlait des taxes sur la masse salariale et le ministre des Finances semblait dire, avant même de lui donner la réplique, d'ailleurs avant même qu'il n'ait l'occasion de parler, en disant que les taxes sur la masse salariale ce n'est pas plus important que cela. Mais il faudrait bien que le ministre consulte M. Pierre Fortin, qui est le conseiller du premier ministre du Québec, M. René Lévesque. M. Fortin a justement fait des analyses sur l'impact de la masse salariale sur l'emploi au Québec. Comme il est le conseiller du premier ministre, j'imagine qu'il est accessible à tous les ministres du cabinet. M. Fortin, dans une conférence qu'il donnait à l'Université Laval, en octobre 1983, disait justement que les taxes sur la masse salariale étaient un facteur extrêmement important pour tuer l'emploi au Québec, pour empêcher la création d'emplois. Il allait plus loin. Il disait que des études qui avaient été faites par ses collègues Rousseau et Taurand avaient démontré que pour chaque augmentation d'une unité de pourcentage sur la masse salariale, cela coûtait au Québec 10 000 emplois. À ce moment-là, c'était au moins 5%, donc 50 000 emplois.

M. le Président, on n'a plus à faire cette démonstration: les impôts et les taxes

nous égorgent. Ils égorgent les particuliers ainsi que les entreprises. On n'a plus à faire cette démonstration. Ce qui est décevant, c'est d'entendre le ministre des Finances ainsi que le président de la commission du budget et de l'administration qui, normalement, devraient comprendre ces choses-là essayer de nous convaincre, de convaincre les indécis, de convaincre ceux qui n'ont pas encore pris position dans la lutte qu'on se livrera prochainement à la prochaine élection, d'essayer de convaincre ces gens en leur disant: Vous savez, il n'y a pas de problème au Québec. Il n'y a pas de problème au Québec, les taxes et les impôts ne sont pas tellement élevés. Mais ils n'ont rien compris! Il s'agit de faire le tour du Québec pour se convaincre, sans même connaître les chiffres, sans même connaître les statistiques, que tous et chacun nous disent: Il faut faire quelque chose. Nous sommes égorgés. Lorsque nous ouvrons une entreprise, nous sommes écrasés par les taxes et les personnes dont nous aurions besoin et qui pourraient venir de l'extérieur du Canada ne viennent pas parce qu'ils ont trop peur des impôts qu'ils devront payer. M. le Président, nous le disons mais ce n'est pas nous qui le disons, c'est toute la population du Québec, tous ceux qui sont impliqués dans la création d'emplois.

M. le Président, la gestion publique fait défaut présentement. Je faisais allusion tout à l'heure à la Société nationale de l'amiante et, dans ce débat, dans cette mauvaise gestion, il n'est pas question de coûts, c'est également la façon de faire du gouvernement qui, lorsque le débat a été fait pour la nationalisation de la Société nationale de l'amiante, a suivi un procédé qui n'a pas encouragé justement les investisseurs étrangers et ceux qui seraient intéressés à faire des affaires ici, à venir s'implanter ici parce que le procédé qui a été suivi par le gouvernement du Québec et la façon dont cela a été fait, les délais qui ont été encourus, les menaces, les contradictions et surtout les délais dans la négociation et la mauvaise foi du gouvernement - et je pourrais en parler fort longtemps - ont créé un climat qui, justement, n'est pas propice au développement des affaires au Québec. C'est donc fondamentalement, en plus de la réduction des taxes et des impôts, une question d'attitude, une question de comprendre de quelle façon le développement économique se fait, de comprendre de quelle façon les entrepreneurs réagissent, de comprendre ce qu'il faut leur dire, l'appui qu'on doit leur donner.

Vous me direz: La nationalisation d'Asbestos Corporation, cela date de quelques années et peut-être que le gouvernement a appris depuis ce temps, mais je n'en suis pas tellement certain. Je voyais d'ailleurs dans la Presse d'aujourd'hui les déclarations de M.

Landry, ministre du Commerce extérieur, et je cite la Presse d'aujourd'hui où on lit: "Landry tient à sa Société d'expansion des exportations." M. le Président, il s'agit de connaître les gens qui travaillent dans le domaine des exportations pour comprendre qu'ils ne sont pas du tout intéressés à ce que le ministre du Commerce extérieur ait sa société d'État, parce que le fond du problème, quand on le regarde de très près, c'est que la SDI, qui est responsable des subventions qui sont données pour le commerce extérieur répond au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre du Commerce extérieur répond au ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre du Commerce extérieur lui dit: Cela ne fait pas mon affaire. J'aimerais bien avoir ma société d'État pour m'occuper d'accroître les exportations du Québec. Mais ce qui est le plus désolant dans ce dossier - et vous pourrez comme moi en parler avec tous ceux qui s'occupent d'exportation - c'est que ces gens nous disent: On n'en a jamais entendu parler. On n'a pas été consulté. M. Landry désire procéder. Non seulement il veut avoir une société semblable à celle qui existe à Ottawa, mais il veut une nouvelle société d'État qui, supposément, va faire des merveilles pour vendre des "package deals", de grands ensembles pour faire des échanges commerciaux lorsque c'est requis par les achats qui sont faits ici par des... Lorsque nous vendons à l'étranger, ces gens-là veulent bien qu'on achète leurs propres produits, mais ceux qui oeuvrent dans le secteur de l'exportation nous disent: C'est désolant. Nous n'avons jamais été consultés. Nous ne voulons pas que le gouvernement fasse cette société d'État et voilà que M. Landry en parle comme si c'était déjà fait. D'ailleurs, il y a une autre intervention de M. Landry qui dit: Nous allons dire à la Caisse de dépôt quoi faire si jamais Ottawa voulait privatiser la société Canadair.

M. le Président, ces deux déclarations que M. Landry a faites aujourd'hui, ce sont deux déclarations qui indiquent que les ministres à vocation économique du gouvernement du Québec ne comprennent pas la susceptibilité et la façon de penser de ceux qui sont responsables du développement économique au Québec, au Canada et ailleurs. Très souvent, ils font des déclarations pernicieuses qui vont à l'encontre des intérêts du Québec. Très souvent, ils prennent des décisions qui ne permettent pas de juger de leur désir de développer l'économie du Québec. Après le discours que nous avons entendu de la part du ministre des Finances qui nous dit que tout va bien au Québec, je suis certain que les électeurs du Québec ont compris et que les initiés ont compris que le ministre et que les ministres à vocation économique n'ont pas compris ce qui faisait l'essence du



développement économique. Ils n'ont pas compris que nous sommes trop taxés et que nous voulons que le gouvernement... et malheureusement, ils ne comprendront pas avant la prochaine élection.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Roberval.

**M. Michel Gauthier**

**M. Gauthier:** Merci, M. le Président. Dans les quelques minutes qui me sont allouées, il y a peut-être une question qu'il faudrait régler une fois pour toutes, pour le bénéfice des gens qui nous écoutent. C'est le mythe de "Bourassa, créateur d'emplois". On veut nous faire croire, peut-être en capitalisant sur le fait que cet homme est disparu de la circulation depuis un certain nombre d'années, que Bourassa était un créateur d'emplois. Il faudrait bien comprendre une chose.

Dans un premier temps, un homme qui avait fait une campagne électorale sur la création de 100 000 emplois, en a créé une bonne partie dans la fonction publique. Un homme qui s'est fait élire sous le thème de la création de 100 000 emplois n'a réussi ou n'a eu pour résultat que d'augmenter de façon dramatique et substantielle les emplois dans la fonction publique, c'est-à-dire les emplois qu'on a à payer avec les taxes de ceux et de celles qui n'ont pas d'emploi ou qui sont dans l'entreprise privée.

Est-ce que le fait d'augmenter le nombre d'emplois de façon considérable dans la fonction publique jusqu'à en faire un monstre est de nature à améliorer le climat économique, le climat propice à l'investissement au Québec? C'est la première question pour le député de Vaudreuil-Soulanges et pour son chef invisible, M. Bourassa.

**Une voix:** Bonne question.

**M. Gauthier:** La deuxième question: sait-on, du côté de l'Opposition, que le taux de chômage au Québec a toujours été beaucoup plus élevé que le taux de chômage canadien? Est-ce qu'on sait que, de façon générale, au cours des dix dernières années, le taux de chômage au Québec s'est toujours situé aux environs de 2% supérieur à la moyenne canadienne? Est-ce qu'on sait qu'actuellement il est de 0,9%? Est-ce que le mythe "Bourassa, créateur d'emplois", est toujours aussi fort? Cet homme qui s'est vanté...

**Des voix:** Une balloune.

**M. Gauthier:** C'est une balloune

libérale. Cet homme, qui s'est vanté d'avoir créé des emplois et qui s'est présenté pour son mandat sous le thème de la création d'emplois, n'a jamais réussi une performance reluisante. Est-ce qu'on sait également, puisque les chiffres le confirment, que de tout temps le chômage québécois a été supérieur - le nombre de chômeurs au Québec - à 30% du chômage canadien? Est-ce qu'on sait aussi qu'il est maintenant aux environs de 27%?

**Des voix:** Ah!

**M. Gauthier:** Le mythe "Bourassa créateur d'emplois" disparaît peu à peu.

**Une voix:** Beaucoup!

**M. Gauthier:** Est-ce qu'on sait - c'est Statistique Canada qui nous fournit une réponse à ce propos - qu'au cours des années du régime Bourassa, c'est-à-dire les années soixante-dix à soixante-seize - nous l'apprenons avec grand intérêt - ce Bourassa soi-disant créateur d'emplois, a réussi à créer 17,4% en moyenne des emplois canadiens alors qu'un gouvernement du Parti québécois, qui a réussi semble-t-il, selon l'Opposition, à briser le climat d'investissement, en a créé, pour sa part, au cours de ses huit années de pouvoir, 27,5%? Alors, Bourassa, selon Statistique Canada, a créé 17,4% des emplois au Canada et un régime péquiste en a créé 27,5%.

Je regrette beaucoup de ne pas avoir un peu plus de temps parce qu'on aurait continué à scruter le mythe du "Bourassa créateur d'emplois". C'est une fumisterie lorsqu'on dit aux citoyens du Québec que cet homme a été un créateur d'emplois et c'est aussi une fumisterie quand on essaie de nous faire croire de l'autre côté qu'on en créera davantage, si toutefois ce monsieur reprenait le pouvoir, ce dont je doute fort.

Si c'était le cas, le seul gouvernement au monde qui réussirait - je le rappelle à l'Opposition - à taxer moins, à emprunter moins et à dépenser plus, ce serait certainement un gouvernement libéral. Mais les Québécoises et les Québécois ne sont pas dupes, parce que les statistiques parlent. Vous n'avez pas créé, vous n'avez pas eu la performance de la création d'emplois à laquelle vous prétendez. Les citoyens se souviendront de Bourassa lorsqu'ils auront vu et scruté les statistiques. Les citoyens comprendront qu'un régime libéral qui propose d'emprunter moins, de taxer moins et de dépenser plus c'est une vaste, une très vaste fumisterie. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Saint-Laurent.

**M. Leduc (Saint-Laurent):** M. le

Président, je demanderais l'ajournement du débat.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Blouin:** Je vous signale, M. le Président, qu'à la suite d'une entente entre les formations politiques, la commission de l'économie et du travail qui devait siéger demain entre 10 heures et 12 h 30 à la salle 91 ne siégera pas comme prévu.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Merci, M. le leader du gouvernement.

**M. Blouin:** Comme il est tout près de 18 heures, je suggère que nous ajournions nos travaux à demain après-midi 14 heures.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Nos travaux sont ajournés à demain, 14 heures.

(Fin de la séance à 17 h 59)